

# Education et développement rural en Colombie

## Etude d'une initiative innovante: le projet Utopia



### *Cahier de recherche*

Pierre-Louis Choquet

A research funded with the support of



Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2014

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request) ou adressée par courriel à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être achetés par courriel adressé à [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org).

# Table des matières

Table des matières .....	IV
Remerciements .....	X
Introduction .....	1
<i>Présentation de l'étude</i> .....	1
<i>Présentation rapide du projet Utopia</i> .....	3
Méthodologie .....	4
<i>L'enquête de terrain</i> .....	4
<i>Spécificité du cadre</i> .....	6
<i>Difficultés rencontrées et limites de l'étude</i> .....	6
Partie 1. Le développement rural en Colombie .....	8
1.1. Un pays mégadivers aux immenses potentialités agricoles.....	8
1.1.1. Quelques données générales.....	8
1.1.2. Certaines filières se sont solidement structurées... ..	10
1.1.3. ... mais beaucoup reste à faire .....	11
1.2. Le développement rural, un sujet plus que jamais d'actualité.....	13
1.2.1. Un net écart entre zones rurales et zones urbaines .....	13
1.2.2. Le complexe problème de la terre, en voie de résolution ?.....	15
1.2.3. Une sécurité alimentaire affaiblie par la concurrence des industries extractives, des cultures non-alimentaires et des cultures illicites .....	16
Partie 2. Le projet Utopia : un rêve, beaucoup de travail, et une réalité .....	20
2.1. Un programme universitaire pour le développement rural.....	20
2.1.1. L'adaptation des universités en agriculture au défi du développement rural : un défi urgent .....	20
2.1.2. Des initiatives académiques innovantes ont inspiré le développement d'Utopia .....	23
2.1.3. Un programme académique résolument inscrit dans une démarche innovante et apprenante .....	26
2.2. ... qui ne peut être compris sans son volet « politique ».....	29
2.2.1. Légitimité et identité des porteurs du projet.....	29
2.2.2. Le projet Utopia, aboutissement de cette « vocation politique ».....	31
2.3. Une transition opérationnelle très bien menée jusqu'à présent .....	33
2.3.1. Un premier défi : sélectionner les étudiants .....	33
2.3.2. Un second défi : construire un campus propice à l'étude et à la vie en commun .....	37
2.3.3. Un troisième défi : mobiliser une équipe pédagogique capable de s'approprier et de faire vivre le projet .....	39
2.3.4. Un quatrième défi : assurer la soutenabilité du projet et son ancrage dans le monde politique/universitaire.....	42
Partie 3. Utopia, un pari déjà réussi ? .....	46
3.1. En dépit des réussites, d'inévitables inconnues.....	47
3.1.1. L'impact des projets des étudiants, pas encore mesurable.....	47
3.1.2. Le contexte socio-politique actuel est porteur, mais fragile.....	48
3.1.3. La viabilisation du projet, enjeu capital pour l'ULS.....	51
3.2. La reconstruction de la citoyenneté, une étape nécessaire .....	52
3.2.1. Le 'vivre-ensemble' ; découverte de la pluralité, (ré)apprentissage de la démocratie .....	53
3.2.2. Des étudiants reconnus comme personnes et comme sujets historiques, acteurs au sein de la société.....	55

3.3. Les étudiants, véritables porteurs de l'avenir du projet.....	59
3.3.1. 'E pluribus unum'.....	59
3.3.2. Aspirations et projets d'avenir : l'agriculture, et plus encore... ..	63
Conclusion générale .....	70
Bibliographie.....	72
Annexes	74
1. Carte politique de la Colombie.....	74
2. Tableau récapitulatif des entretiens avec les étudiants.. <b>Error! Bookmark not defined.</b>	
3. Méthodologie détaillée du guide d'entretien étudiants .....	77
4. Acronymes utilisés .....	X

# Préface

*par Lavinia Gasperini (FAO)*

## **Pour un développement éthique: assurer l'articulation entre le développement économique et la protection sociale**

### 1. Développement rural, Sécurité alimentaire, Protection sociale, Ethique dans les zones affectées par des violences

Intégrer l'éthique au développement, y compris au développement rural, consiste à assurer une prise en compte intégrée des enjeux économiques et sociaux au moment de définir les objectifs de développement. Tel a été le message principal du Secrétaire Général des Nations Unies Dag Hammarskjöld (en poste de 1953 à 1961, détenteur du Prix Nobel à titre posthume). Hammarskjöld est décédé le 18 septembre 1961 ; alors qu'il s'apprêtait à aller négocier un cessez-le-feu, le DC-6 qui le transportait s'est écrasé près de Ndola, en Rhodésie du Nord (actuelle Zambie). Malgré les nombreuses enquêtes menées par la communauté internationale pour élucider les causes de l'accident (que l'on soupçonnait d'être un assassinat), celles-ci sont restées obscures ; certains continuent à croire que cette mort ne fut pas accidentelle. Ce qui est certain, c'est que nous savons d'après son journal qu'il connaissait le risque auquel il se confrontait, et qu'il avait décidé de l'affronter. Quel est le lien entre le tragique destin de Dag Hammarskjöld et le projet Utopia ? Vous en trouverez une réponse tout au long de cette étude. Sa principale conclusion reste claire : l'éthique est un prérequis à toute croissance inclusive. L'éthique est l'ingrédient qui permet d'impulser une dynamique de croissance soutenable, parce que fondée sur le développement humain, la justice et les droits de l'homme.

### 2. La protection sociale dans les zones de conflit et de post-conflit

L'éthique doit être un facteur discriminant pour la FAO lorsqu'elle doit choisir des partenaires du secteur privé avec qui coopérer pour assurer la sécurité alimentaire et éliminer la pauvreté.

Protéger les populations rurales les plus défavorisées grâce à l'éducation – elle-même étant à la fois un droit inaliénable et un facteur important de sortie de la pauvreté – tel est la raison d'être du partenariat entre la FAO et le Réseau International des université La Salle, lui-même intégré au programme « Education for Rural People » de la FAO. Ce partenariat trouve son inspiration dans une vision partagée, basée sur le positionnement stratégique de la FAO et les principes directeurs de l'ONU, tous deux visant à faire de la mondialisation une « force positive » pour l'ensemble des habitants de la planète.

La protection sociale, le développement rural et le développement soutenable vont main dans la main, dans une approche systémique – non-linéaire ; ces enjeux sont au cœur des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Actuellement, la FAO prête une attention toute particulière à la question de la protection sociale. Lorsqu'on pense à la protection sociale, les premières choses qui viennent à l'idée sont souvent les transferts monétaires, la mise à disposition de services de première nécessité (éducation primaire, services de santé, etc.). Ces enjeux sont effectivement cruciaux, mais ils sont rarement suffisants – et ceci est encore plus vrai dans les régions affectées par des conflits.

Il est nécessaire de penser de façon globale, aussi bien en appréhendant la nécessaire question de la réforme des institutions existantes que les autres possibilités qui pourraient être offertes aux personnes des zones rurales afin d'augmenter leurs capacités; développer des formations supérieures, post-secondaires et de haute qualité, en agronomie et en sciences de l'environnement va évidemment dans ce sens. Renforcer les programmes éducatifs contribuera à améliorer l'élaboration de politiques publiques de sortie de la pauvreté ainsi qu'à développer de nouvelles institutions rurales, plus adaptées aux enjeux actuels.

### 3. Partenariats avec le secteur privé

Les sociétés civiles et les ONG sont des partenaires cruciaux pour la FAO, dans son effort constant pour assurer la protection sociale des populations les plus vulnérables dans les zones exposées aux crises (violences, conflits, post-conflits). Ceci est particulièrement vrai dans la mesure où les zones rurales affectées par des conflits sont bien souvent négligées par l'Etat et les entreprises.

Dans le monde, les conflits ont majoritairement lieu dans les zones rurales ; lorsqu'il en est ainsi, les écoles sont bien souvent l'une des premières cibles visées par les violences et les exactions. Et ceci tout simplement car les écoles jouent un rôle clé dans l'«empowerment» des personnes ; grâce à l'éducation qu'ils y reçoivent, les plus jeunes peuvent prendre confiance en eux, apprendre à faire des choix pour leur vie professionnelle, sociale, politique, éthique ou culturelle ; ils apprennent également à vivre en paix, à subvenir à leurs besoins sans avoir recours à des activités illicites. Tout ceci s'observe en Colombie, où les jeunes des zones rurales ont souvent été victimes du kidnapping par divers groupes armés, qui leurs présentaient alors un chemin facile pour sortir de la pauvreté – chemin facile, mais chemin de violence et d'illégalité.

La protection sociale a pour objectif de proposer des alternatives aux activités illégales (comme le trafic de drogue) en soutenant l'éducation des jeunes exposés aux violences dans les zones de conflit. Le travail sur ce point reste immense de par le monde, et il en appelle aux efforts de tous ceux qui partagent la vision de la FAO en matière de développement.

Le projet Utopia a pour objectif d'encourager les jeunes des milieux ruraux à poursuivre leurs études à l'université ; le programme en lui-même adopte une approche systémique, exemplaire à bien des égards de l'approche nécessaire à adopter dans les politiques visant à faire reculer la pauvreté. Les pauvres des zones rurales doivent se faire entendre de toutes les couches économiques, sociales, politiques, culturelles de la société. Les ministres, les hommes politiques, les managers doivent dorénavant mieux prendre en compte les besoins des ruraux pour mieux y répondre. Et donc : quoi de mieux, en ce sens, que de former des personnes issues des zones rurales pour qu'ils soient plus tard responsables, preneurs de décisions, managers ? C'est là l'objectif du projet Utopia.

La majorité des 800 millions de personnes qui souffrent de la faim et de la malnutrition sont aujourd'hui dans les campagnes. Peu nombreux sont les jeunes des milieux ruraux ayant accès à une éducation dans le secondaire ; un pourcentage encore plus restreint atteint l'université. L'un des principaux défis de la protection sociale est d'accompagner ces jeunes, afin que de plus en plus d'entre eux puissent suivre une scolarité qui s'étende de la fin de l'école primaire jusqu'à l'obtention d'un diplôme universitaire. En ce sens, le Réseau La Salle contribue à ce que les pays les plus développés du Nord favorisent le développement de l'éducation dans les pays du Sud.

Le Réseau La Salle est présent dans les zones affectées par les violences, et ce malgré des risques parfois élevés ; ils n'abandonnent pas les lieux pour autant, et permettent à des centaines de jeunes ruraux d'échapper à la pauvreté et à l'abandon.

#### 4. Le partenariat mené par la FAO : « Education for Rural People »

Nous aimerions expliquer en quelques mots dans quel contexte la FAO a pu développer ses partenariats avec le Réseau La Salle, via « Education for Rural People ». Lancée par la FAO, le PAM et l'UNESCO durant le Sommet Mondial sur le Développement Durable en 2002, cette initiative coordonnée par la FAO compte 500 partenaires ; non pas 500 personnes isolées, mais 500 représentants de gouvernements, de la société civile, des médias, du monde universitaire, des organisations religieuses, des institutions internationales. Toutes ces organisations représentent des centaines de milliers de personnes, et elles joignent toutes leurs efforts pour combattre la pauvreté, la faim, aussi bien que le manque d'éducation dans les zones rurales. Ce travail prend la forme d'études, de plaidoyers, de travaux de recherche – chaque partenaire mettant à disposition son expertise spécifique. Des informations supplémentaires sur l'ERP sont disponibles sur Internet (<http://www.fao.org/erp/en/>).

Les organisations religieuses, représentant des confessions différentes, sont des acteurs majeurs dans la poursuite des Objectifs de Développement pour le Millénaire et pour l'agenda post-2015. Ces organisations sont souvent profondément ancrées dans les sociétés où elles sont présentes, et elles connaissent les besoins des paysans, des bergers, des nomades, des pêcheurs – de toutes les personnes habitant dans les zones rurales, qu'elles accompagnent souvent tout au long de la vie. Tout ceci s'applique évidemment pour le Réseau La Salle.

Dans un effort commun pour faire tomber les murs de la pauvreté et dans une vision commune d'un monde libéré de la fin et de la pauvreté, nous parvenons à enregistrer d'importants progrès dans notre collaboration. Les efforts et les sacrifices consentis par de si nombreuses personnes, dont le Secrétaire Général Dag Hammarskjöld reste un exemple éminent tout comme d'autres personnes qui, si nombreuses, ont agi pour une Colombie en paix ; tous ces sacrifices doivent être vus à leur juste valeur.

#### ***Un remerciement particulier***

Mes remerciements s'adressent particulièrement au rôle déterminant du frère Carlos GOMEZ RESTREPO, Recteur de l'Université La Salle Bogota dont dépend le projet Utopia, et président d'IALU (International Association of the LaSalle Universities).

Ils s'adressent également à Pierre-Louis CHOQUET, qui a réalisé la suivante recherche sur le campus d'Utopia dans le cadre de son projet de fin d'études mené dans le cadre du partenariat entre le Réseau La Salle et l'ERP.

#### **Lavinia Gasperini**

*Senior Officer, Agricultural Education,*

*Social Protection Division (ESP)*

*Social Protection Team*

*Food and Agricultural Organization of the United Nations (FAO)*



# Préface

par **Philippe Choquet (LaSalle)**

## **Utopia : éduquer pour reconstruire**

En créant l'Ordre et les Ecoles des Frères des Ecoles Chrétiennes au XVII<sup>ème</sup> siècle en France, Jean-Baptiste de La Salle avait pour objectif de lutter contre les pauvretés de la société par l'éducation, formidable levier d'intégration et de promotion sociale. Sa vision a donné naissance à ce qui constitue aujourd'hui l'un des plus importants réseaux d'éducation dans le monde avec plus de 1500 établissements répartis dans 82 pays.

Trois siècles plus tard, la conscience collective d'un primat de l'éducation qui serve le progrès humain a progressé et pourtant, les inégalités d'accès à l'éducation se sont creusées, aggravées par une croissance et un mouvement des populations qui amplifient le déséquilibre entre zones rurales et zones urbaines.

Cette réalité qui touche tous les pays, développés et en développement, révèle toute l'actualité d'un projet lasallien qui s'appuie sur son enseignement agricole, pour lutter contre les pauvretés en zones rural et contenir un exode qui fragilise chaque jour un peu plus des territoires et des populations.

UTOPIA est de ceux-là. Il est une expérience éducative unique, qui plus est développée dans une zone de conflit où l'avenir paraît encore plus incertain.

Avec UTOPIA, l'Université LASALLE de Bogota permet à des jeunes de se reconstruire, de se donner un avenir avec une formation professionnelle, mais aussi de prendre part, par l'éducation qu'ils reçoivent, à la vie de la cité et au développement de leur territoire.

UTOPIA n'est pas une utopie, il est aujourd'hui une réalité bâtie par l'Homme pour l'Homme, un projet qui puise sa force dans les équipes qui l'animent et dans les valeurs de fraternité laissés par Jean-Baptiste de La Salle.

### **Philippe Choquet**

*Directeur Général de l'Institut Polytechnique LASALLE Beauvais*

*Vice-Président de l'International Association of LASALLE Universities*

*Président mondial de GCHERA – Global Consortium for Higher Education and Research in Agriculture*

# Remerciements

Je tiens ici à remercier toutes les personnes qui m'ont aidé au cours de ce travail de recherche; Lavinia Gasperini (FAO, Rome), Malachy Dottin (FAO, Bogota), Philippe Choquet (La Salle Beauvais), Carlos Gomez-Restrepo (La Salle Bogota), Camilla Herrera-Umana (La Salle Bogota), Alberto Prada (La Salle Bogota), Nestor Polania (La Salle Bogota), tous les professeurs du projet Utopia, ainsi que les étudiants du projet qui ont contribué activement au succès de cette publication: Pablo, Anderson, Maidon, Mario, Gina, Isabel, Camilo, Audelio, Edison, Alcides, Jefferson, Carla.

# Acronymes

CEPAL : Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

CIRAD : Centre International de Recherche pour l'Agriculture et le Développement (France)

ELN : Armée de Libération Nationale (Colombie)

FAO : Organisation mondiale pour l'Agriculture et l'Alimentation

FARC : Forces Armées Révolutionnaires de Colombie

FEDECAFE : Fédération Nationale des Producteurs de Café Colombien

FIDA : Fonds International pour le développement agricole (en anglais : IFAD)

IICA : Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture

IRD : Institut de Recherche pour le Développement (France)

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement (en anglais : UNDP)

SENA : Service National d'Apprentissage (Colombie)

ULS : Université La Salle (Colombie)

# **Education et développement rural en Colombie**

Etude d'une initiative innovante : le projet Utopia

*Ce cahier de recherche a été réalisé dans le cadre du partenariat entre l'Institut Polytechnique Lasalle Beauvais (France) et la FAO.*

**Résumé :** Le projet Utopia, initié par les frères lasalliens en 2009, a pour objectif de proposer à des jeunes issus de ces zones rurales affectées par le conflit une formation d'ingénieur agronome et de leadership social afin que de retour dans leurs régions, ils puissent contribuer au développement rural. Dans la présente étude, notre objectif est de donner des éléments d'analyse permettant d'apprécier la pertinence du projet au regard de la problématique du développement rural en Colombie; nous montrons que quoiqu'étant récent, le projet Utopia semble avoir pris une dynamique encourageante.

**Mots-clés :** COLOMBIE, EDUCATION POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL, REDUCTION DE LA PAUVRETE, SECURITE ALIMENTAIRE

---

## **Education and rural development in Colombia**

Study of an innovative initiative: the Utopia project

*This research was achieved thanks to the partnership agreement between the French university "Institut Polytechnique LaSalle Beauvais" and FAO.*

**Abstract :** The purpose of the Utopia project, initiated by the Lasallian brothers in 2009, is to propose a training programme in agronomy aimed at youth in the rural areas affected by the conflict. These young people can then return to their zones of origin to drive change and to promote rural development as agronomist engineers and social leaders. This paper is dedicated to an analysis of the Utopia project. In the following report, our aim is to give elements of analysis that will enable the reader to assess the pertinence of the project regarding the issue of rural development in Colombia. Our opinion is that the Utopia project already seems to give signs of early success.

**Key words :** COLOMBIA, EDUCATION FOR RURAL DEVELOPMENT, POVERTY REDUCTION, FOOD SECURITY

# Introduction

## *Présentation de l'étude*

Le suivant mémoire se propose d'étudier le projet Utopia, développé depuis 2009 par l'Université La Salle de Bogota (ULS) à Yopal<sup>1</sup>, dont l'objectif est de délivrer une formation d'ingénieur agronome à des jeunes étudiants issus des régions rurales de la Colombie afin qu'ils soient les acteurs du développement rural du pays. De nombreuses universités proposaient déjà des formations « classiques » en agronomie dans le pays lorsque le projet fut lancé, mais un constat pouvait être dressé ; la Colombie rurale, après plus de cinquante ans de conflit armé, était toujours caractérisée par un retard de développement au regard des zones urbaines, et par la faiblesse manifeste du secteur agricole. Dans ce contexte, le pari de l'ULS a été de créer une nouvelle formation d'ingénieur agronome, pensée dès le début pour répondre intégralement aux problématiques du développement rural des zones les moins avancées de Colombie. Le fait que cette initiative toute jeune soit innovante était le présupposé de mon étude ; pour interroger cette hypothèse plus avant, je me suis donc rendu deux mois sur le campus de Yopal pour mieux comprendre quels étaient les enjeux et les réalités de ce projet, trois ans après sa fondation.

En réfléchissant depuis la France à la question de recherche de mon mémoire, je pensais me focaliser avant tout sur l'organisation elle-même et sur son évolution depuis sa création, pour tenter de comprendre dans quelle mesure l'« appropriation » du projet par ses différentes parties prenantes avait pu le modifier lui-même en retour. Après deux semaines passées sur le terrain, j'ai souhaité réorienter mon axe de recherche en l'ancrant dans un cadre plus général englobant celui de ma réflexion première, et ce pour deux raisons : il m'a vite semblé tout d'abord que les participants au projet s'étaient « approprié » sans trop de distorsion la « vision initiale » et que par ailleurs ma question était un peu trop étroite au regard de tout ce que je pouvais apprendre sur la Colombie. Ainsi, la question qu'il m'a paru la plus pertinente de formuler, et que j'ai gardée jusqu'alors, est la suivante ; dans quelle mesure le projet Utopia, caractérisé par une proposition pédagogique originale, peut-il apporter une réponse adéquate et sur le long terme au défi du développement rural en Colombie ? On peut se demander également ce que peut être une proposition pédagogique

---

<sup>1</sup> Une carte politique de la Colombie est disponible en Annexe 1, elle permettra au lecteur de situer les départements mentionnés tout au long de l'étude.

originale en matière de formation à l'ingénierie agronomique, et essayer de comprendre comment le projet Utopia remplit-il ou non ces critères ? On peut également se demander dans quelle mesure les effets déjà « produits » par le projet sur les étudiants nous permettent d'envisager la question de l'impact futur de celui-ci. La formulation de la question de recherche que nous avons retenue possède, comme nous le verrons, des forces et des faiblesses intrinsèques ; si elle permet de faire le « tour du sujet » pour en comprendre les grands enjeux (et c'est prioritairement pour cela que nous l'avons gardée), elle reste assez globale et laisse inévitablement des points aveugles, notamment lorsqu'il s'agit d'examiner en détail l'avenir du projet.

Pour répondre à cette question initiale et à toutes celles qui en découlent, il m'a fallu aborder au préalable des questions de méthodologie pour organiser mes deux mois de présence sur le terrain. Quels choix faire pour récupérer des informations de qualité de la part de mes interlocuteurs, et notamment de la part des étudiants ? Se baser sur des données quantitatives, permettant de couvrir de larges échantillons en utilisant les traditionnels outils statistiques, ou prendre le parti d'une recherche plus qualitative recourant aux outils de l'ethnographie ? Comme nous le verrons et le justifierons, c'est cette seconde option qui a été retenue. Au terme de mon travail de collecte d'informations, j'ai structuré mon étude en trois parties. Dans la première partie, je souhaite donner au lecteur les clés qui lui permettront de comprendre dans quel contexte général s'inscrit le projet Utopia ; en effet, les initiateurs du projet ont pensé celui-ci pour qu'il puisse répondre à terme à certains enjeux de société au niveau national. Dans la seconde partie, j'explique, après avoir rapidement présenté le projet et détaillé son cadre de légitimation, comment il a progressivement « pris corps » lors de ses trois premières années d'existence. Cette partie de l'étude resserre volontairement le cadre de l'analyse, en se focalisant sur l'organisation elle-même, son fonctionnement et ses premiers achèvements. Ces deux premières parties sont les plus factuelles, en tant qu'elles décrivent des réalités et des processus qu'influe peu notre parti pris de recherche. C'est au contraire sans nul doute la dernière partie, qui se veut être l'articulation de la première (plutôt macro) et de la seconde (plutôt micro) qui est la plus tributaire de l'orientation donnée à notre recherche sur le terrain. Dans cette dernière partie, je tenterai de déceler dans le projet Utopia tel qu'il est aujourd'hui les germes de son impact espéré à long-terme sur le territoire colombien. Dans ma recherche, il m'est apparu qu'en l'état actuel des choses, identifier le potentiel à terme du projet appelait notamment une compréhension approfondie de l'expérience personnelle et collective des étudiants prenant part au projet Utopia, dans la mesure où ils en constituent la force vive.

Il me semble important de rappeler au lecteur qu'il faudra garder à l'esprit tout au long de cette étude que le projet Utopia, avant même de savoir s'il est un succès ou pas, peut être considéré comme l'archétype d'un programme spécialement dédié au développement rural lancé par une Université d'un pays du Sud.

### ***Présentation rapide du projet Utopia***

Le projet Utopia, développé par l'ULS de Bogota à Yopal, dans le département du Casanare, a deux objectifs : proposer à des jeunes issus des zones rurales affectées par le conflit une formation leur délivrant le diplôme d'ingénieur agronome, et les former dans le même temps au leadership social pour qu'une fois de retour dans leurs régions d'origine, ils puissent créer des entreprises agricoles et être les acteurs d'un développement rural sur le long-terme.

Tous les étudiants habitent sur le campus, situé au milieu d'une finca<sup>2</sup> de 1200 ha. Le programme dure quatre ans, et il est basé sur une méthodologie originale, baptisée « Apprendre en faisant, enseigner en démontrant » ; la spécificité de cette méthodologie tient au fait qu'elle laisse une place importante à la pratique. Ainsi, les étudiants travaillent chaque matin de 5h30 à 8h dans les champs de la finca avant de commencer leur journée de cours. Il s'opère ainsi un « dialogue » constant entre ce qui est vu en classe avec les professeurs et ce qui est vu sur le terrain, dans les cultures ; en effet, les étudiants, répartis en groupe, gèrent de façon autonome leur « lignes » de culture (cacao, banane-plantain, fruitiers, etc.) tout au long du cycle de production. Le programme compte actuellement trois promotions de soixante-cinq étudiants en cours de formation.

---

<sup>2</sup> Nous utiliserons désormais le terme *finca*, qui en Colombie recoupe les significations de « propriété », « domaine », « ferme », « exploitation ».

# Méthodologie

## *L'enquête de terrain*

Les matériaux et données utilisés dans l'étude sont issus d'une recherche bibliographique approfondie, mais aussi et surtout le fruit de mes observations et entretiens réalisés durant le temps que j'ai consacré à l'élaboration de ce mémoire.

En réalité, mon terrain a réellement commencé avant mon départ en Colombie, puisque je me suis rendu à Rome pour rencontrer Mme Lavinia Gasperini, spécialiste à la FAO de la thématique « Education for Rural Development », afin d'avoir des premières clés pour mieux analyser le projet Utopia une fois sur place. Une fois sur place, j'ai pu continuer à rencontrer des personnes extérieures au projet, qui m'ont apporté leur éclairage et leur point de vue; représentant de la FAO en Colombie, responsable de la thématique éducation de la Fédération Nationale des Producteurs de Café (très influente organisation en Colombie), entrevue avec l'attaché culturel de l'ambassadeur de France en Colombie... La plupart de ces rencontres étaient préparées en amont, et ne m'ont pas réservé de « surprises » particulières.

Mais c'est au sein de l'ULS que j'ai trouvé la majorité de mes interlocuteurs ; lors de ma semaine passée à Bogota, j'ai échangé largement, entre autres, avec le recteur de l'ULS et créateur d'Utopia, les frères lasalliens gérant l'université, ainsi qu'avec les deux personnes chargées de lever des fonds pour le projet. Suivant le degré d'implication dans le projet des personnes rencontrées et les sujets que je souhaitais aborder, je préparais un guide d'entretien adapté. Sur le campus de Yopal, où j'ai passé deux mois en tout, j'ai participé aux activités des étudiants depuis le travail dans les champs le matin, en passant par les cours, les repas et les parties de football. Mon travail ne s'est bien sûr pas limité à de simples observations de la vie quotidienne; j'ai réalisé par ailleurs douze entretiens approfondis avec des étudiants<sup>3</sup>, et des entretiens avec cinq professeurs. Il va de soi que les discussions informelles, que ce soit avec les étudiants, professeurs, ou responsables du projet, ont été très nombreuses et m'ont permis d'affiner au jour le jour ma compréhension de « ce qui se passait » sur le campus Utopia.

Fraîchement arrivé sur le campus de Yopal, il m'a fallu quelques semaines pour m'adapter au rythme local, mais surtout pour apprendre une première trentaine de prénoms et nouer des liens avec les étudiants. Ceci n'a pas constitué un problème majeur, car j'ai été très bien

---

<sup>3</sup> Je détaille la structure de mon guide d'entretien étudiants en Annexe 3 ; je conseille au lecteur d'en prendre connaissance au moment d'aborder la lecture de la troisième partie.



accueilli, et les étudiants étaient très nombreux à me solliciter pour faire diverses choses ; aller se promener, travailler dans les champs avec leur groupe tel ou tel matin, faire une partie de football ou de basketball, ou tout simplement pour discuter de la France. J'ai rapidement pu tisser des liens avec un bon nombre d'entre eux, ce qui m'a aidé à constituer progressivement mon « échantillon » de personnes à interviewer en profondeur. La constitution de mon échantillon est de fait assez variée et reflète bien la diversité des étudiants du programme ; j'ai fait attention à choisir des personnes relativement « indépendantes » les unes des autres (cercles d'amis différents), originaires de différents départements sans pour autant surreprésenter les minorités.

Les entretiens, que je n'ai pas commencés trop tôt afin de me laisser « fondre dans le paysage », se sont dans l'ensemble très bien passés ; les étudiants se sont dans l'ensemble bien prêtés à l'exercice et montraient des signes d'intérêt pour ma recherche. Il n'était pas forcément évident qu'il en soit ainsi, car pour certains d'entre eux, évoquer le conflit armé, leurs zones d'origines et leur histoire pouvait renvoyer à des souvenirs difficiles. Je pense avoir eu la chance de recevoir des témoignages vrais, parfois d'une authenticité telle que j'en ai été interpellé *personnellement* – et non comme simple *chercheur* –, ce qui m'a permis de nouer des liens forts avec certains étudiants. De façon générale je n'ai pas eu l'impression d'avoir entendu des propos masquant des réalités que les étudiants ne souhaitaient aborder.

Pour me guider dans l'enquête de terrain, et notamment dans la conduite de mes entretiens avec les étudiants, je me suis inspiré assez rapidement de la méthode des récits de vie, développée en France par Daniel Bertaux. N'ayant eu le temps d'aborder ce concept depuis la France, j'en ai étudié les tenants et aboutissants en débutant mon terrain. Mes recherches à ce sujet ont été très instructives, car il s'est révélé très vite que l'utilisation de la 'méthode' de l'analyse du récit de vie était conforme avec l'axe que je souhaitais donner à ma recherche relative au projet Utopia. Ainsi, j'ai essayé de concevoir mes entretiens de telle sorte qu'ils ne soient pas faits « pour comprendre telle ou telle personne, mais pour extraire, des expériences de vie sociale de celles et ceux qui vivent ou ont vécu au sein de cet objet social, des informations, des descriptions, des pistes à suivre qui aideront à en comprendre le fonctionnement et les dynamiques internes » (Bertaux, 2010). Outre la lecture du livre de Bertaux, dont je ne pus obtenir que des fragments sur Internet, je me suis basé sur les travaux des sociologues Blandine Veith et Stéphane Béaud tout au long de ma recherche. Au fil de mes entretiens, je revenais fréquemment à la lecture de deux de leurs articles (cités en Bibliographie), pour gagner en distance critique et mener ainsi des entretiens de plus grande qualité au fil du temps.

## ***Spécificité du cadre***

Il semble important de rappeler que l'étude ci-après est le fruit d'un travail de recherche s'étant déroulé dans des conditions bien particulières.

J'ai eu la chance d'être particulièrement bien accueilli par les frères lasalliens, et plus particulièrement par le recteur de l'ULS (fondateur du projet). Cependant, je ne pense pas que ceci ait donné lieu à des 'distorsions' quant à la qualité de mon travail de recherche ; les frères lasalliens m'ont fait confiance et m'ont laissé mener ma recherche comme bon me semblait. De fait, je me suis senti très libre dans mon travail, et même parfois appuyé, lorsqu'il s'agissait par exemple de se rendre à tel ou tel rendez-vous à Bogota. Je suis conscient que ce statut un peu particulier a grandement facilité ma recherche.

Il me semble par ailleurs important de donner au lecteur quelques premières informations sur le cadre spatial dans lequel s'est inscrite mon recherche. En effet, le campus du projet Utopia est un lieu assez isolé, distant de 12 km de la ville de Yopal sur une voie en partie goudronnée. Les possibilités de mobilité vers Yopal sont réduites car il n'y a presque pas de transports en commun et car le taxi reste un moyen de transport relativement cher. De ce fait, les cent quatre-vingt étudiants du programme<sup>4</sup> y restent une grande partie de l'année, et une bonne partie ne retournent chez eux qu'au mois de décembre durant le mois de vacances annuel. Le campus est donc un réel lieu de vie pour les étudiants, sur lequel ils sont présents presque tout le temps lors de l'année universitaire. Lors de ma recherche, j'ai vécu au « même rythme » que les étudiants et suis relativement peu sorti du campus.

## ***Difficultés rencontrées et limites de l'étude***

Même si mes difficultés ont été assez limitées dans la réalisation de mon enquête de terrain, il faut toutefois en mentionner quelques-unes. Bien que la langue n'ait pas été en soi un réel obstacle pour aller vers l'autre, il est clair qu'il m'était parfois difficile de me joindre dans les conversations entre étudiants colombiens, ou tout simplement de les écouter.

Il est par ailleurs clair que l'étude que j'ai réalisée présente des limites. La principale est évidente ; le projet n'ayant démarré qu'il y a trois ans et la formation d'ingénieur agronome qui y est dispensée durant quatre ans, la première promotion n'a pas encore été diplômée. Ainsi, mesurer l'impact *effectif* du projet Utopia sur le tissu rural colombien était tout simplement impossible ; il faudrait attendre encore quatre-cinq ans pour mener une telle

---

<sup>4</sup> Le projet ayant accueilli les premiers étudiants en mai 2010, trois promotions de 60 à 65 étudiants sont présentes sur le campus depuis mai 2012.

entreprise. Toutefois, j'ai essayé de pallier à cette limite intrinsèque en essayant de déceler dans le projet les germes de ce qui sera son succès (ou non).

Une autre limite à rappeler est le fait que ma méthodologie fut plus ou moins improvisée sur le terrain; n'ayant qu'une connaissance limitée et superficielle des concepts de l'ethnologie sociale, j'ai élaboré mes différents guides d'entretien<sup>5</sup> avec autant de bon sens et de jugé que possible, en me basant notamment sur mes acquis de la majeure Alter ; il n'est pas impossible que j'ai été parfois dans des positions de biais sans m'en rendre compte, d'autant que j'ai abordé mon terrain recherche en ayant un *a priori* sympathique sur le projet.

Il faut enfin souligner que le choix d'adopter une démarche qualitative plutôt que quantitative (justifié en Annexe 3) a inévitablement contribué à occulter certains aspects du projet ; avec une démarche quantitative et un traitement statistique de données formalisées récupérées auprès de tous les étudiants, j'aurais par exemple très certainement pu dresser un tableau beaucoup plus précis et exhaustif du niveau de vie de la population étudiante du programme, chose sur laquelle je n'ai pu qu'émettre des conjectures en adoptant la méthode qualitative.

---

<sup>5</sup> Voir Annexe 3.

# Partie 1. Le développement rural en Colombie

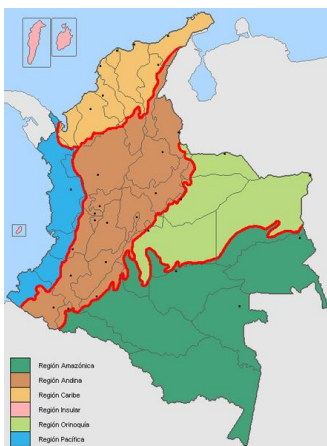
Dans cette partie, j'entends donner au lecteur les clés qui lui permettront de mieux comprendre le contexte global dans lequel le projet Utopia a vu le jour, et à quelles problématiques il doit s'adresser pour prétendre contribuer au développement rural en Colombie.

## 1.1. Un pays méga divers aux immenses potentialités agricoles

### 1.1.1. Quelques données générales

#### *Des milieux naturels variés, une agriculture composite*

La Colombie est peuplée en 2011 d'environ 46,5 millions d'habitants<sup>6</sup>. La superficie du territoire national est de 1 141 000 km<sup>2</sup>, et la surface consacrée à l'agriculture en couvre environ 38,3% (soit 43,8 millions d'hectares<sup>7</sup>) ; la forêt couvre 52,5% du territoire, les 9,2% restants correspondants aux aires urbaines, aux zones de très hautes altitudes, aux lacs, etc. Le



relief accidenté du territoire colombien et les variations climatiques au sein d'une région à l'autre sont autant de facteurs qui permettent d'expliquer la grande diversité du secteur agricole colombien ; outre les cultures tropicales classiques (banane, canne à sucre, fruits exotiques), on trouve également des cultures de zones tempérées (riz, maïs, pomme de terre). Traversé du nord au sud par la Cordillère des Andes, le pays est traditionnellement subdivisé en cinq grandes régions naturelles.

La région de la côte caribéenne, concentrant environ 20%<sup>8</sup> de la population colombienne (en orange sur la carte) et celle de la côte pacifique, beaucoup moins

<sup>6</sup> Données gouvernementales : [http://www.dane.gov.co/reloj/reloj\\_animado.php](http://www.dane.gov.co/reloj/reloj_animado.php) (Consulté le 16 mai 2012)

<sup>7</sup> Chiffres 2010 Ministère de l'Agriculture:

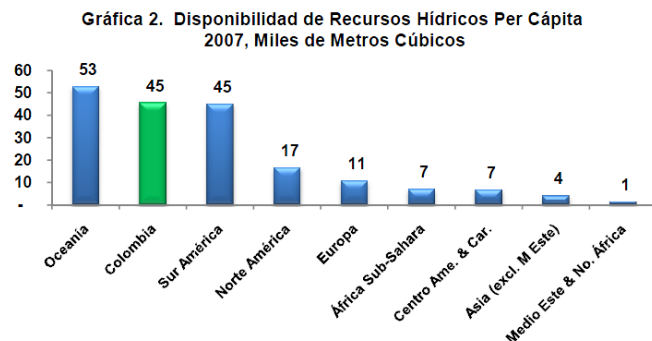
[http://www.minagricultura.gov.co/archivos/ministro\\_jc\\_restrepo\\_tierras\\_2.pdf](http://www.minagricultura.gov.co/archivos/ministro_jc_restrepo_tierras_2.pdf) (Consulté le 10 mai 2012)

<sup>8</sup> Encyclopædia Britannica: <http://www.britannica.com/EBchecked/topic/126016/Colombia/25350/Settlement-patterns> (Consulté le 26 mai 2012)

peuplée (en bleu) sont les principaux bassins de production de riz, de canne à sucre, mais aussi de fruits exotiques et de bananes, fruit dont la Colombie est le 3<sup>e</sup> exportateur mondial<sup>9</sup>. La région de la Cordillère (en marron) est de loin la plus peuplée et regroupe près de 70%<sup>10</sup> de la population du pays. C'est dans cette zone que se situe l' « axe du café », pilier historique de l'agriculture colombienne ; le pays est toujours le 3<sup>e</sup> exportateur mondial<sup>11</sup>, derrière le Brésil et le Vietnam. C'est également dans la région andine que sont produites la majorité des fleurs coupées dont la Colombie est le 2<sup>e</sup> exportateur mondial après les Pays-Bas (la production est surtout exportée vers l'Amérique du Nord). La région du bassin amazonien (vert foncé) est très peu peuplée et est en très grande partie recouvert par la forêt tropicale. La région du bassin de l'Orénoque (vert clair) ou *llano oriental* (plaine orientale), où est développé le projet Utopia, est également peu peuplée ; le paysage de type « savane » y est très plat, et les terres, pauvres et acides, sont des pâtures consacrées quasi-exclusivement à l'élevage bovin extensif.

### ***Des richesses naturelles abondantes : eau et biodiversité***

Pour mesurer l'importance des richesses naturelles et le potentiel agricole de la Colombie, deux éléments peuvent être analysés ; la disponibilité hydrique par tête et la biodiversité.



Fuente: Sociedad de Agricultores de Colombia (SAC) con base en World Resources Institute

En ce qui concerne la disponibilité hydrique, le graphique précédent montre qu'elle s'élève en Colombie à 45 millions de mètres cubes par tête, soit le quadruple du montant européen. Même si certains départements sont caractérisés par une extrême pluviosité (celui du Choco, par exemple, enregistre des pluviométries considérées comme étant les plus élevées au monde), l'ensemble du pays bénéficie de ressources hydriques suffisantes pour que se développe l'agriculture.

<sup>9</sup> Chambre de commerce franco-colombienne : <http://www.france-colombie.com/approcher-la-colombie/actualites-sectorielles.html> (Consulté le 26 mai 2012)

<sup>10</sup> Cf. note 4

<sup>11</sup> Cf. note 5

En ce qui concerne la biodiversité, la Colombie est considérée comme un pays « mégadivers » ; le pays est, selon l'ONG Conservation International, l'un des dix pays les plus richement dotés en biodiversité au monde<sup>12</sup>. La richesse de la biodiversité colombienne est un facteur que le secteur agricole ne peut négliger ; bien au contraire, il aurait tout intérêt à en tirer parti.

### **1.1.2. Certaines filières se sont solidement structurées...**

#### ***Premier exemple : la filière café***

La filière café est aujourd'hui l'emblème de l'agriculture colombienne. La Fédération Nationale des Producteurs de Café (Fedecafe), fondée en 1927, a progressivement réussi à structurer une filière nationale rassemblant aujourd'hui plus de 500 000 petits producteurs indépendants. En appuyant la production et l'exportation d'un café colombien devant se distinguer par la qualité, la Fedecafe a fortement contribué au développement de l'axe du café, dont les zones rurales comptent aujourd'hui parmi les plus développées de Colombie ; la mise en place de mécanismes de prix-planchers d'achat pour les producteurs, l'appui donné au développement des certifications environnementales mais aussi la création de programmes socio-éducatifs destinés à leurs familles ont assuré le développement de ces régions. Un événement d'actualité récent permet de mieux comprendre le dynamisme de la fédération ; en 2008, alors que le groupe Starbucks rencontrait des difficultés et avait vu son cours de bourse chuter, Gabriel Silva, président de la Fedecafe, suggérait en interne que tous les producteurs contribuent au rachat du géant américain. L'opération était alors économiquement à portée de main... et aurait permis à la fédération de réaliser « quelque chose d'audacieux, dont leur seraient reconnaissants tous les producteurs de café du monde. »<sup>13</sup> Celle-ci n'a d'ailleurs pas attendu de racheter Starbucks pour lancer sa propre enseigne de cafés, Juan Valdez, dont les boutiques s'ouvrent partout dans le monde.

La popularité de la Fedecafe est importante en Colombie, et son modèle social suscite beaucoup d'intérêt. Lors de mes entretiens avec les étudiants d'Utopia, je leur demandais régulièrement ce qu'ils pensaient de la Fedecafe ; dans la grande majorité des cas, l'organisation de la Fedecafe comme groupement de petits/moyens producteurs indépendants était plébiscité comme le « modèle de réussite » sur le plan socio-économique.

---

<sup>12</sup> Site Internet : [http://www.conservation.org/where/south\\_america/colombia/Pages/overview.aspx](http://www.conservation.org/where/south_america/colombia/Pages/overview.aspx) (consulté le 27 mai 2012)

<sup>13</sup> « Les planteurs colombiens ont de l'ambition pour leur café », La Croix, 3 décembre 2008, consultable sur la base de données en ligne Factiva.

### ***Second exemple : la filière banane***

La filière de production de bananes, d'importance plus modeste, est elle aussi bien structurée. L'Association Nationale des Producteurs de Banane (Augura) fédère près de 30 000 producteurs pour un total de 46 000 ha cultivés<sup>14</sup>, principalement dans la région de la côte caraïbe. Comme dans le cas de la Fedecafe, la structuration de la filière a permis d'accroître son pouvoir à l'export, de permettre une amélioration plutôt homogène des conditions de vie des producteurs (signature d'une convention collective en 2011 à Medellin par exemple) mais aussi de se présenter comme un interlocuteur unique pour négocier/traiter avec le gouvernement ; en février 2012, le président d'Augura a fait part de ses inquiétudes suite à la hausse du cours du peso colombien et a demandé au gouvernement des mesures de soutien pour la filière<sup>15</sup>.

### **1.1.3. ... mais beaucoup reste à faire**

#### ***Des terres à mettre en valeur***

Si certaines filières telles que celles décrites ci-dessus fonctionnent particulièrement bien, ce n'est pas le cas de tout le secteur agricole. Le potentiel agricole du pays reste aujourd'hui considérable car tous les territoires n'ont pas été mis correctement en valeur.

Aussi la FAO estime-t-elle dans son rapport *Agriculture mondiale : horizon 2015/2030* qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Colombie fait partie des sept pays détenant à eux tous plus de la moitié du solde mondial de terres agricoles disponibles ; M. Malachy Dottin, représentant de la FAO en Colombie que j'ai rencontré à Bogota, me confirme que « la Colombie est l'un des seuls pays du monde à pouvoir augmenter ses surfaces agricoles sans avoir recours à la déforestation. »

L'analyse des données disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Agriculture Colombien<sup>16</sup> permet de quantifier ce potentiel. Comme nous l'avons vu précédemment, la surface du territoire consacrée à l'agriculture couvre 43,8 millions d'hectares : selon le Ministère, seuls 4,9 millions d'hectares sont consacrés à l'agriculture, soit seulement 11,1% de la surface agricole. L'immense majorité des terres agricoles, soit 38,6 millions d'hectares (représentant 88,1% de la surface agricole) sont des pâtures réservées à l'élevage bovin extensif. Les plantations forestières, avec 350 000 ha, ne correspondent qu'à 0,8% du total.

---

<sup>14</sup> « Bananeros Colombia enfrentan riesgos por alza de peso », Reuters, 21 février 2012, consultable sur la base de données en ligne Factiva.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> <http://www.minagricultura.gov.co>

De plus, les études réalisées pour le Ministère font état du fait que la Colombie dispose d'une surface compatible à l'agriculture de 21,5 millions d'hectares. Ceci signifie qu'actuellement, seules 22,8% des terres ayant vocation à être cultivées le sont effectivement. De même, le Ministère estime que sur les 38,6 millions d'hectares qui sont dédiés aux pâturages bovins, seuls 20 millions d'hectares y sont réellement adaptés. Il est fait par ailleurs état du fait que seuls 5 millions d'hectares de pâtures sont plantées de variétés de fourrage permettant d'augmenter le nombre de têtes de bétail à l'hectare.

De toutes ces données, il ressort de façon claire que la Colombie optimisera ses potentialités agricoles en convertissant une partie de ses pâtures en terres cultivées ; c'est en bonne partie dans l'immense région du *llano oriental*, région où l'élevage du bétail est traditionnel et où se situe le campus du projet Utopia, que devra être effectuée cette conversion... Accompagner cette transition souhaitée par le Ministère est l'un des objectifs du projet.

### ***Des efforts nécessaires pour attacher les zones rurales à la locomotive du développement***

Après un demi-siècle de conflit, les zones rurales, qui ont été les plus affectées par le conflit asymétrique entre les forces armées colombiennes et les groupes armés, accusent un net retard de développement par rapport aux zones urbaines (voir *infra*). Le rapport 2011 du PNUD intitulé *Colombia rural : Razones para la esperanza* relève « la perte de légitimité et de confiance dans la démocratie pluraliste comme idéal éthique de vie en commun et comme méthode pour prendre des décisions en collectivité. [...] Les conséquences néfastes pour le développement humain en sont incalculables. » Les auteurs du rapport du PNUD expliquent : « Le résultat [de la désarticulation des organisations sociales] a été la disparition virtuelle d'un réel agenda rural redistributif dans les discussions politiques et dans la gestion publique, ce qui a affaibli les possibilités d'inclusion des populations rurales dans le système politique, afin qu'ils se sentent réellement reconnus comme des citoyens à part entière. »

Comme le soulignent les auteurs du rapport du PNUD, le demi-siècle de conflit armé, qui a surtout affecté les zones rurales, y a fortement fragilisé les institutions. Le renforcement des politiques de développement rural et la coordination entre différents acteurs publics et privés dans ces zones les plus reculées de la Colombie est certainement l'un des défis les plus importants pour assurer la stabilité du pays.



## **1.2. Le développement rural, un sujet plus que jamais d'actualité**

Entre les années 2006 et 2008, la Colombie a vu sa balance commerciale des denrées alimentaires s'inverser pour devenir déficitaire (30,7 Mds USD d'exportations vs. 32,4 Mds USD d'importations)<sup>17</sup> ; si nous avons vu que le pays possédait l'un des potentiels agricoles les plus prometteurs au niveau mondial, il n'en reste pas moins que sa sécurité alimentaire est fragile. Nous nous proposons maintenant de détailler plus précisément les problèmes auxquels d'adresse aujourd'hui le développement rural.

### **1.2.1. Un net écart entre zones rurales et zones urbaines**

#### *Des indicateurs macro confirmant le retard des zones rurales*

La Colombie est, depuis longtemps, un pays caractérisé par un taux d'urbanisation élevé, stable autour de 75% depuis 2000<sup>18</sup>. Santa Fe de Bogota, capitale du pays, regroupe 7,4 millions<sup>19</sup> d'habitants, soit 16% de la population totale ; Medellin compte plus de 3 millions d'habitants, Cali plus de 2 millions, Carthagène des Indes atteint 1 million. A., l'un des étudiants que j'ai interrogé, originaire du département d'Arauca, me déclare que « pendant longtemps, la Colombie, ça a été Bogota, Medellin, Cali, Carthagène, et c'est tout », signifiant par là que l'Etat colombien est historiquement très centralisé dans les pôles urbains, les zones rurales étant laissées à l'écart.

Les chiffres mis en évidence dans les graphiques suivants mettent en évidence le net écart de développement entre zones urbaines et rurales. Selon les données gouvernementales, le revenu par habitant est trois fois supérieur dans les zones urbaines ; de même, le différentiel en ce qui concerne le taux de pauvreté s'élève à environ 25 points de pourcentage ; on remarque par ailleurs que si celui-ci suit une claire tendance à la baisse dans les zones urbaines depuis 2002, la tendance est moins évidente en ce qui concerne les zones rurales.

---

<sup>17</sup> FAO :

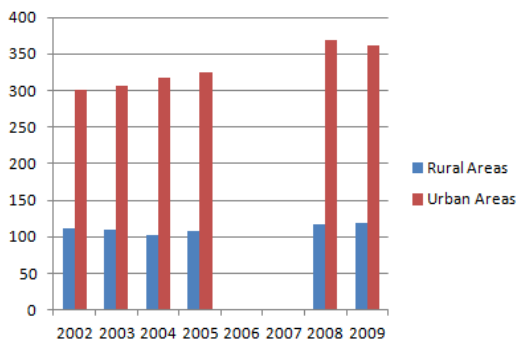
[http://www.fao.org/fileadmin/templates/ess/documents/food\\_security\\_statistics/country\\_profiles/fr/Colombia\\_F.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/ess/documents/food_security_statistics/country_profiles/fr/Colombia_F.pdf) (consulté le 16 mai 2012)

<sup>18</sup> Banque mondiale : <http://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.TOTL.IN.ZS> (consulté le 16 mai 2012)

<sup>19</sup> Données gouvernementales :

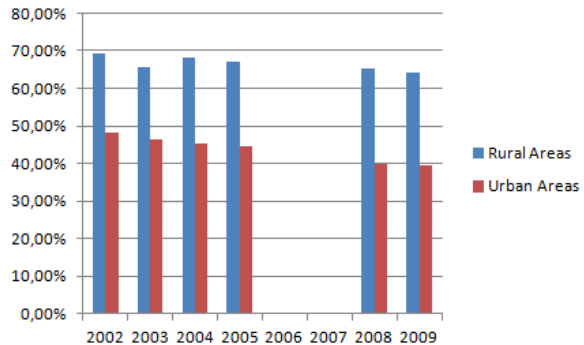
[http://www.dane.gov.co/files/censo2005/PERFIL\\_PDF\\_CG2005/11000T7T000.PDF](http://www.dane.gov.co/files/censo2005/PERFIL_PDF_CG2005/11000T7T000.PDF) (consulté le 16 mai 2012)

**Per capita real income / month of households (USD)**



Estimations by MESEP based on the DANE Household Surveys (Continuous Household Survey 2002-2005 followed by MESEP and the Major Continuous Household Survey 2008 and 2009).

**Poverty rate**



Estimations by MESEP based on the DANE Household Surveys (Continuous Household Survey 2002-2005 followed by MESEP and the Major Continuous Household Survey 2008 and 2009).

La très grande majorité des étudiants du programme Utopia étant d'origine rurale, ils sont le « reflet » de cette réalité statistique. Lors des vacances, nombreux sont les étudiants qui ne peuvent se permettre de rentrer chez eux (une dépense que j'ai évalué à 30€ pour certains). Au sujet du fossé ville/campagne, P. me déclare par ailleurs en entretien : « Les enfants des villes et ceux des campagnes ont dès le début de leur vie deux façons très différentes de se réveiller le matin [et de s'éveiller à la vie en général] ; enfant, je passais mon temps dehors, je jouais avec des petits bouts de bois, avec des chiens. Je n'ai jamais joué aux jeux vidéo. » Comme le montre cette phrase, l'écart en ce qui concerne les niveaux de vie économique a donc des répercussions évidentes sur le plan culturel.

L'accès à une éducation de qualité est un également un facteur différenciant les zones rurales des zones urbaines : le taux de jeunes poursuivant leur scolarité jusqu'à la fin du cycle secondaire est estimé par le PNUD à 74,4% dans les centres urbains, contre 27,5% dans les communes « les plus rurales » (PNUD, 2011).

L'insécurité alimentaire est enfin un autre enjeu majeur des zones rurales, qui en souffrent d'autant plus que le niveau de vie moyen, comme nous l'avons vu, y est plus bas. Le profil nutritionnel de la Colombie établi par la FAO<sup>20</sup> met bien en avant le déséquilibre ville/campagne en ce qui concerne l'accès à la nourriture. Le phénomène d'insécurité alimentaire touche 9% de la population colombienne en 2008<sup>21</sup>, et concerne deux des étudiants de mon échantillon, soit 17%. Bien que je ne puisse considérer mon échantillon comme proprement représentatif des populations rurales colombiennes, ce chiffre semble corroborer le profil nutritionnel établi par la FAO.

<sup>20</sup> FAO: [http://www.fao.org/ag/AGN/nutrition/COL\\_fr.stm](http://www.fao.org/ag/AGN/nutrition/COL_fr.stm) (Consulté le 16 mai 2012)

<sup>21</sup> FAO: [http://www.fao.org/fileadmin/templates/ess/documents/food\\_security\\_statistics/country\\_profiles/fra/Colombia\\_F.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/ess/documents/food_security_statistics/country_profiles/fra/Colombia_F.pdf) (Consulté le 16 mai 2012)

### *Un Etat historiquement centralisé face au défi du développement rural*

Le rapport du PNUD paru en 2011 (déjà cité) dresse un constat critique du modèle de développement rural actuel. Je conseille lecteur intéressé par cette problématique de se reporter directement à ce document.

### **1.2.2. Le complexe problème de la terre, en voie de résolution ?**

#### *Des inégalités importantes*

Pour 2009, l'indice GINI<sup>22</sup> de la propriété rurale en Colombie s'élève à 0,85 (PNUD, 2011). Il est établi que seuls 16% des municipalités du pays ont un indice inférieur à 0,60, seuil généralement retenu pour considérer que la concentration de la propriété est faible ; par ailleurs, il ressort de l'analyse menée par les auteurs du PNUD que 18 des 32 départements du pays, soit plus de la moitié, disposent d'un indice GINI supérieur à 0,80, témoignant d'une très grande concentration de la propriété foncière.

Les auteurs du rapport soulignent un point que nous considérons comme particulièrement important et sur lequel nous reviendront ; ils affirment qu' « une organisation de la propriété foncière plus démocratique, dans laquelle les propriétaires d'exploitations moyennes puissent faire preuve d'un leadership en matière d'innovation technologique, de création d'emplois et de richesses, mais aussi dans la bonne utilisation des terres et le respect de l'environnement, serait une contribution importante tant à l'enracinement de la démocratie des zones rurales que dans la recherche de chemins de paix. » (PNUD, 2011)

#### *Un problème ancré dans l'histoire colombienne... et dans celle du campus d'Utopia*

Le lieu même du terrain où j'ai effectué ma recherche (le campus du programme Utopia) a une histoire placée sous le signe de cette lutte pour le contrôle de la terre. Au début des années 1990, le propriétaire s'était vu réquisitionner la finca par les FARC, qui avaient littéralement « pris leurs quartiers » dans le domaine avant d'être chassés par les paramilitaires. Ceux-ci forcèrent également le propriétaire à se plier à leurs exigences diverses et variées. Quand ceux-ci partirent, il décida de vendre ses terres pour tirer un trait sur cette période difficile de sa vie ; la finca San Jose de Matepantano fut rachetée par l'ULS en 1996.

---

<sup>22</sup> Le coefficient de Gini est une mesure du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée : il est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie l'inégalité totale.

### **1.2.3. Une sécurité alimentaire affaiblie par la concurrence des industries extractives, des cultures non-alimentaires et des cultures illicites**

Pour mieux compléter notre compréhension de ce « problème » du développement rural, il nous semble essentiel de détailler trois enjeux qui sont aujourd'hui centraux si l'on veut saisir la situation actuelle du secteur agricole colombienne et les défis qui l'attendent.

#### ***La concurrence des industries extractives***

La Colombie est un pays au sous-sol richement doté. Le développement de la production pétrolière s'est considérablement renforcé depuis le début des années 2000 ; les réserves sont estimées à 2 milliards de barils/jour<sup>23</sup>, la production est passée de 600 000 barils/jour il y a six ans à environ 1 million barils/jour en 2011. La double façade maritime (sur le Pacifique et l'Atlantique) de la Colombie ainsi qu'une législation favorable aux entreprises étrangères ont attiré les investissements ; les hydrocarbures représentent désormais plus de 40% des exportations du pays. Malgré le dispositif mis en place pour assurer une redistribution des ressources pétrolières, la question de savoir si l'extraction pétrolière est un réel levier de développement sur le long-terme reste très complexe à trancher. Sur ce point, ONG et pouvoirs publics livrent souvent une analyse divergente. La Colombie n'est pas seulement riche en pétrole... Pays de la légende de l'El Dorado, elle possède par ailleurs des gisements miniers en très grand nombre (or, nickel, argent, platine notamment), dont l'exploitation s'est développée fortement depuis le début des années 2000. Avec le renchérissement du cours des métaux, et particulièrement de l'or, de nombreuses mines illégales ont été ouvertes et permettent à des habitants des zones rurales de gagner des salaires importants, en travaillant dans des conditions de sécurité et d'hygiène précaires. Les groupes armés ont très rapidement vu dans le trafic de métaux une source de revenus faciles et se disputent le contrôle des mines ; les populations civiles en sont les premières victimes. Au vu de l'importance de la surface des permis d'exploitation accordés, une augmentation des conflits autour de l'usage et de la propriété des terres est probable, et ceci pourrait affecter la sécurité alimentaire des zones en question.

---

<sup>23</sup> Les chiffres sur la production pétrolières sont ceux donnés par l'ACP (Asociacion Colombiana del Petroleo), et sont cités dans le Figaro : <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2010/08/10/04016-20100810ARTFIG00562-la-colombie-nouvelle-puissance-petroliere.php> (Consulté le 17 mai 2012)

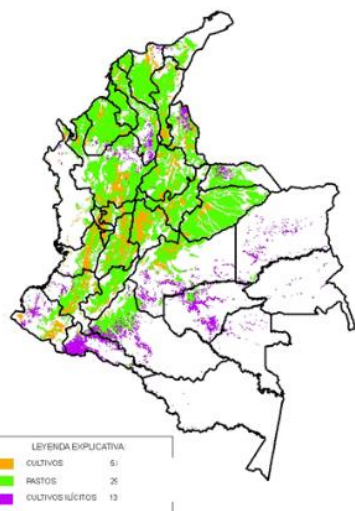
L'extraction minière et l'industrie pétrolière, quand bien même elles génèrent des devises importantes pour le pays, génèrent une pression sur les terres qui ne facilitent pas au développement d'une agriculture capable d'assurer la sécurité alimentaire du pays.

### ***Le développement des cultures à usage non-alimentaires***

Ces dernières années, les surfaces consacrées à la culture du sucre de canne (193 000 ha en 2009<sup>24</sup>), qui peut être valorisé en éthanol, et à celle du palmier à huile africain (361 000 ha en 2009<sup>25</sup>), qui permet la production de biodiesel ont augmenté.

Le développement rapide de ces cultures, qui n'est pas un problème en soi, peut poser plusieurs problèmes : outre le fait qu'elles ont été presque systématiquement promues par les grands propriétaires terriens, souvent au détriment des petits producteurs<sup>26</sup>, ces cultures de « rente » nécessitent une concentration des terres importantes et peuvent fragiliser la sécurité alimentaire des zones où elles se développent. En effet, le recours à la monoculture contribue à altérer la biodiversité dans les zones de culture, car elle nécessite une industrialisation des pratiques agricoles et l'augmentation de l'utilisation des intrants (PNUE, 2011)<sup>27</sup>. Le développement des cultures non-alimentaires, très capitalistique, a laissé peu de place aux petits et moyens producteurs.

### ***Malgré des progrès importants, la persistance des cultures illicites***



En 2000, les présidents Clinton et Pastrana ont signé le Plan Colombie, accord bilatéral visant à renforcer la coopération entre les Etats-Unis et la Colombie pour combattre le narcotrafic. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la Colombie n'est pas le premier producteur mondial de coca ; le Pérou et la Bolivie sont les deux premiers producteurs de la plante qui sert de base à la préparation de la cocaïne. Les efforts très importants déployés par le gouvernement (fumigations, arrachage à la main par les forces armées) ont permis de diminuer fortement la surface consacrée à la culture de la coca :

<sup>24</sup> PNUD, 2011.

<sup>25</sup> PNUD, 2011.

<sup>26</sup> De nom breuses ONG ont dénoncé les intimidations menées par les groupes paramilitaires pour servir les intérêts des grands propriétaires terriens : <http://ccfd-terresolidaire.org/agrocarburants/index.html> (Consulté le 17 mai 2012).

<sup>27</sup> PNUE, *Oil palm plantations: threats and opportunities for tropical ecosystems*, Global Environmental Alert Service, Décembre 2011.

de 86 000 ha en 2003<sup>28</sup>, la surface est passée à 68 000 ha en 2009<sup>29</sup>. La Colombie reste en revanche le premier producteur de cocaïne au monde, avec une production de 410 tonnes en 2009<sup>30</sup>.

La carte<sup>31</sup> ci-dessus permet de visualiser les zones de production actuelles de la coca (en violet). Il ressort que les zones frontalières sont les plus concernées, et notamment le département du Putumayo au sud. De même que les exploitations minières illégales, la culture de la coca reste beaucoup plus rentable que l'agriculture traditionnelle.

---

<sup>28</sup> ONUDC : <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=8226&Cr=drogue&Cr1=onudc> (Consulté le 17 mai 2012)

<sup>29</sup> Chiffres 2010 Ministère de l'Agriculture : [http://www.minagricultura.gov.co/archivos/ministro\\_jc\\_restrepo\\_tierras\\_2.pdf](http://www.minagricultura.gov.co/archivos/ministro_jc_restrepo_tierras_2.pdf) (Consulté le 10 mai 2012)

<sup>30</sup> Ibid.

<sup>31</sup> Ibid.

Cette première partie nous a permis de mieux situer le contexte dans lequel le projet Utopia a pris racine. Ce contexte est celui d'une Colombie aux grandes potentialités agricoles, mais néanmoins encore affectée par le conflit armé. Les enjeux du développement rural en Colombie, sont donc aussi considérables que complexes. Comme nous l'avons dit précédemment, le projet Utopia a pour ambition d'apporter sa contribution à l'effort national déployé pour se saisir du défi du développement rural. Les premiers témoignages d'étudiants du programme mobilisés dans cette première partie esquissent bien le fait que ce dernier est bien un « réceptacle » de la réalité rurale colombienne ; nous allons, dans la seconde partie, nous pencher plus en détail sur son histoire et ses caractéristiques.

## **Partie 2. Le projet Utopia : un rêve, beaucoup de travail, et une réalité**

Après avoir donné au lecteur des clés d'analyse pour comprendre la problématique du développement rural en Colombie au cours d'une première partie traitant d'enjeux macro, nous allons dans cette seconde partie changer d'échelle et nous focaliser davantage sur le projet Utopia. Avant de d'entrer dans les détails et d'analyser le processus de « démarrage » du programme, il nous faudra rappeler dans le sillage de quelle réflexion globale celui-ci s'inscrit; en effet, l'idée selon laquelle les établissements d'enseignement supérieur en agriculture ont une responsabilité particulière dans le soutien au développement rural n'est pas inédite et fait le fruit d'une réflexion au niveau mondial coordonnée par la FAO. Un autre point qu'il nous faudra inévitablement analyser pour bien comprendre l' « ADN » du projet est celui de la légitimité et du discours de ses fondateurs, aussi bien en Colombie que dans toute l'Amérique Latine. Une fois ces précisions de première importance données, nous pourrions examiner les points saillants qui ont caractérisé le « passage dans la réalité » et les trois premières années d'existence du projet Utopia.

### **2.1. Un programme universitaire pour le développement rural...**

#### **2.1.1. L'adaptation des universités en agriculture au défi du développement rural : un défi urgent**

##### ***La réflexion sur cette mutation nécessaire part d'un constat dressé au niveau mondial***

Charles Maguire et David Atchoarena, auteurs de la section 'Education supérieure et développement rural' du rapport co-publié par la FAO et l'UNESCO, *Education for Rural Development : towards new policy responses* (2003) relèvent que depuis qu'ils existent dans les pays du Sud, les établissements d'éducation supérieure en agriculture se sont traditionnellement focalisés sur l'étude des productions animales et végétales, en proposant des programmes académiques à l'ancrage scientifique très marqué. Dans le contexte des



années 1960, de très nombreux pays du Sud, caractérisés par un taux d'urbanisation faible, lançaient des programmes de « Révolution Verte », ayant pour objectif d'assurer leur indépendance alimentaire sur fond de forte croissance démographique mondiale ; les formations en agriculture élaborées répondaient donc à cette demande particulière, caractéristique d'un contexte particulier.

Cinquante ans plus tard, les situations socio-économiques de la grande majorité des pays du Sud ont changé ; de nombreux bouleversements ont « changé la donne ». Les révolutions agricoles, après avoir connu leur heure de gloire dans les années 1960-1970, se sont essouffées, notamment avec la remise en cause de leurs aspects les plus productivistes aux effets destructeurs sur l'environnement (salinisation des terres suite à l'irrigation, utilisation intensive d'intrants, etc.). Plusieurs autres facteurs globaux, comme la raréfaction des phénomènes de grandes famines (très redoutés au sortir de la Seconde Guerre Mondiale), mais aussi les phénomènes d'exode rural, ont conduit à reléguer au second plan l'agriculture dans les priorités des gouvernements et des bailleurs internationaux. La conséquence directe a été, dans la majeure partie des pays du Sud, une baisse générale des budgets alloués à l'éducation supérieure pour l'agriculture, aboutissant à une détérioration de la qualité de l'enseignement dispensé. Les investissements en R&D ont fortement chuté, contribuant à isoler les universités du Sud de leurs partenaires du Nord. Dans le même temps, des changements importants s'opèrent : la proportion d'étudiants issus de milieu urbains s'élève, les programmes en agriculture sont de moins en moins retenus comme « premier choix » à la sortie du secondaire... Il résulte de tout ceci que le modèle « classique » de l'université en agriculture semble ne pas avoir réussi à s'adapter aux transformations socio-économiques profondes qui traversent les espaces ruraux et les secteurs agricoles des pays du sud.

### *Nouveaux défis, nouvelles exigences ?*

Pour Maguire et Atchoarena, les établissements d'éducation supérieure à l'agriculture doivent de façon urgente reconsidérer leur mission s'ils veulent réellement appuyer le développement rural de leurs pays respectifs. Pour cela, il est impératif que les formations en agriculture élargissent leur focus, traditionnellement limité à la stricte production agricole, pour désormais prendre en compte et intégrer trois enjeux majeurs. Le premier est celui du développement rural ; après plusieurs décennies marquées par l'exode rural (phénomène accentué en Colombie par le conflit armé), il est nécessaire de repenser l'organisation socio-économique des espaces ruraux. Le second enjeu est d'aborder comme tel le thème de la sécurité alimentaire, ce qui implique de dépasser la simple approche « productiviste » pour aborder les problématiques de la chaîne de valeur agro-alimentaire tout au long des étapes de

transformation depuis la matière première jusqu'au produit fini. Le dernier enjeu, et non des moindres, est celui de donner aux étudiants les compétences nécessaires pour qu'ils puissent participer à la gestion des ressources naturelles de leurs zones d'origines et promouvoir une agriculture écologiquement viable.

Atchoarena et Maguire soutiennent qu'un tel élargissement des objectifs de formation à l'agriculture dans le supérieur suppose de repenser profondément la philosophie des programmes : il faut passer d'un modèle de formation dont la mission est de former des diplômés très compétents sur leur domaine d'expertise à un modèle de formation capable de former des personnes qui auront un engagement fort pour le développement de leur communauté, dans les zones rurales. En somme, cette proposition conjointe de la FAO et de l'UNESCO invite non plus à penser les programmes comme de simples 'ensembles de matières (agronomie, hydrologie, etc.) à suivre dans l'ordre pour obtenir tel ou tel diplôme' mais à renverser le raisonnement et à construire des programmes à partir des besoins de la société, afin qu'ils répondent à une réelle demande, éventuellement non exprimée, des zones rurales. Pour élaborer de tels programmes, offrant une formation adaptée aux enjeux des espaces ruraux en question, il va de soi qu'une connaissance fine de ces enjeux est requise.

Dans l'ouvrage publié par les deux organisations internationales, les auteurs identifient, à partir de diverses expériences menées sur les cinq continents, un certain nombre de caractéristiques que possèdent les programmes d'éducation supérieure en agriculture ayant réussi une telle mutation.

Les pédagogies développées dans les formations abordant de façon innovante et pertinente la problématique du développement rural présentent, selon les Atchoarena et Maguire, des similitudes qu'il faut relever: elles mettent en avant le travail collaboratif en « mode » projet et favorisent un apprentissage basé sur l'appréhension des problèmes. Dépassant la simple optique « productiviste », les formations font une place plus grande aux sciences sociales, qui doivent permettre aux étudiants d'avoir une meilleure lecture des enjeux socio-économiques des espaces ruraux. Afin de combler le fossé technologique existant entre zones rurales et urbaines, elles mobilisent les systèmes d'informations et leurs applications. Plusieurs des formations relevées par les auteurs ont par ailleurs réservé une place importante au travail pratique dans les fermes universitaires, jugées par ailleurs positives par Olivier de Schutter, rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation à l'ONU, dans la mesure où elles « autonomisent manifestement les agriculteurs en les aidant à mieux s'organiser et en les encourageant à se former » (De Schutter, 2010).

Les formations considérées comme innovantes se démarquent également par leur capacité à mobiliser et à interagir avec des parties prenantes très diverses, et ce à des fins diverses :

pour affiner leur compréhension des enjeux du développement rural, améliorer sans cesse l'adéquation entre les formations proposées et les besoins du secteur rural, mais aussi pour nouer des partenariats et des alliances au niveau national et international. Aussi les dirigeants de tels programmes cherchent à avoir une capacité d'influence et d'entraînement au niveau étatique, tout en gardant une certaine immunité vis-à-vis des manipulations politiques éventuelles. Enfin, des relations coopératives sont entretenues avec toutes les parties prenantes dans les espaces ruraux ; établissements du secondaire, communautés, futurs employeurs...

Atchoarena et Maguire concluent toutefois en soulignant que toute réforme de fond menée dans n'importe quelle université du monde ne peut se révéler pérenne à moins qu'il n'existe une « vision passionnément portée par les dirigeants » (McGrath, 1999).

### **2.1.2. Des initiatives académiques innovantes ont inspiré le développement d'Utopia**

Comme nous l'avons laissé entendre précédemment, de nombreuses initiatives locales ont été menées à travers le monde pour adapter les formations aux enjeux du développement rural. Mais c'est en Amérique Centrale qu'ont été développés par des universités privées les deux programmes qui ont le plus inspiré les fondateurs du projet Utopia au moment de définir sa proposition pédagogique, certainement en raison de la proximité des contextes nationaux et socio-culturels entre la Colombie, le Honduras et le Costa Rica.

#### ***L'expérience Zamorano au Honduras***

L'université Zamorano, créée en 1952 et située au Honduras sur un campus de plus de 5100 ha, a entrepris entre 1997 et 2000 un processus de changement en interne pour renouveler complètement la pédagogie de son programme d'éducation supérieure en agriculture en quatre ans, afin de proposer une formation adaptée aux enjeux du développement rural, capable de former des leaders « pour les Amériques ». Outre le fait que Zamorano ait depuis toujours une vocation « panaméricaine », le programme s'appuie sur trois autres piliers inchangés ; l'excellence académique, la formation au leadership, et le 'learning-by-doing'. Comme l'explique Andrews, qui a dirigé l'université Zamorano durant la période en question, « la modernisation devait conduire à la réaffirmation des principes fondamentaux de l'institution ». Le travail entrepris a donc surtout consisté à redécouvrir

l' « ADN » et les valeurs de l'institution, et à leur donner un nouveau mode d'expression, plus adapté aux enjeux sociétaux constatés.

Durant ces années de changement, c'est l'ensemble de la pédagogie du programme qui a été repensée ; Andrews souligne l'exigence d'une telle démarche: « Le changement, s'il doit conduire à une réussite, doit être précédé d'études préliminaires approfondies, de discussions participatives, d'une écoute attentive des parties prenantes, de tentatives pour déterminer les points de vue opposés en vue de chercher un consensus. » (Andrews, 2004)

Si les deux premiers piliers ont été conservés (panaméricanisme et excellence académique), les deux autres (leadership et 'learning-by-doing') ont été au cœur du changement. En ce qui concerne le pilier 'leadership', on peut remarquer qu'il fait son entrée dans la raison d'être même du projet, qui est désormais de « former des leaders pour les Amériques en agriculture soutenable ». La réorganisation de la vie sur le campus donnant plus de responsabilités aux élèves, l'enseignement des sciences socio-économiques leur permettant de mieux comprendre les contextes locaux, l'effort de définition des compétences humaines attendues chez les diplômés des programmes de Zamorano sont autant de changements opérés pour renforcer la formation au leadership. Andrews décrit ce changement de perspective de la façon suivante : « Zamorano est une université prestigieuse et pleine de succès car tout au long de la formation, elle met au premier plan non ce que les diplômés feront, mais ce qu'ils seront. » En ce qui concerne le pilier 'learning-by-doing' il semble clair qu'il a été au cœur de la dynamique de changement opérée dans l'université, marquée par la volonté de repenser le programme afin que celui-ci soit résolument « market-oriented » (Andrews, 2004). L'intégration sur le campus de six entreprises développées par les étudiants eux-mêmes sur plusieurs domaines d'activité leur permet d'enrichir leurs connaissances théoriques et d'acquérir des compétences professionnelles solides au cours de leurs études. Ces « ZamoEntreprises », en plus de permettre aux étudiants de couvrir toutes les étapes de la production/transformation/commercialisation sur des activités économiques diverses (foresterie, services agricoles, horticulture, etc.) génèrent des revenus conséquents pour l'institution (environ 4 millions USD en 2001 selon Andrews), et contribuent à l'insérer dans le tissu économique socio-économique local.

L'initiateur du projet Utopia a eu l'occasion de visiter le campus de Zamorano, et un ancien professeur de cette université ayant occupé par la suite un poste à l'ULS de Bogota a été mobilisé dans l'équipe de définition du cursus d'Utopia.

### *L'université Earth au Costa Rica*

En 1990, l'université EARTH a initié le développement d'un programme d'éducation supérieure en agriculture innovant, visant à promouvoir le développement d'une agriculture tropicale soutenable dans la zone Amérique Latine/Caraïbes. Le cursus du programme de EARTH, qui dure quatre ans, est, comme c'était également le cas pour l'université Zamorano, basé sur quatre piliers ; l'excellence scientifique et technique, l'engagement en faveur des enjeux sociaux/environnementaux, les valeurs et l'éthique, l'esprit d'entrepreneuriat. Les analogies entre les « piliers » des deux formations EARTH et Zamorano apparaissent de façon assez claire; 'excellence scientifique et technique' d'un côté, 'excellence académique' de l'autre ; 'valeurs et éthique' et 'esprit d'entrepreneuriat' d'un côté, 'leadership' et 'learning-by-doing' de l'autre... Les deux programmes, tous deux situés dans des petits pays, ont adopté un positionnement « panaméricain »<sup>32</sup>.

Faisant de la formation de leaders un objectif prioritaire, la proposition pédagogique de EARTH s'appuie sur des concepts déjà évoqués ci-dessus ; responsabilisation des étudiants sur le campus, travail en mode « projet », travaux pratiques dans la ferme expérimentale, coopération avec les communautés. Le programme EARTH met cependant davantage l'accent sur le discours environnemental, l'un des objectifs-clé du programme étant de devenir un centre de renommée mondiale dans la recherche sur l'agriculture tropicale soutenable. Cette stratégie est d'ailleurs en cohérence avec les avantages compétitifs que possède le Costa Rica dans le domaine de l'éco-tourisme, mais aussi dans la production de fruits tropicaux. Ainsi, d'importants efforts ont été faits pour améliorer l'empreinte écologique des deux campus (4800 ha au total), qui ont atteint la neutralité carbone récemment grâce à une vaste campagne de plantation d'arbres et à l'installation de bio digesteurs valorisant les déchets organiques. Le programme EARTH a par ailleurs très tôt développé d'importantes relations avec les communautés autour des campus, notamment en proposant des formations destinées à améliorer les pratiques des agriculteurs costaricains.

L'une des dernières caractéristiques du programme EARTH est la grande assise internationale dont il a su se doter en vingt ans ; outre les étudiants, qui comme dans le cas de Zamorano, viennent de toute l'Amérique Latine, les professeurs/universitaires sont aussi recrutés dans de nombreux pays (Colombie, Equateur, Haïti, Etats-Unis, Inde...) ; des projets de recherche d'envergure sont hébergés sur le campus avec des partenaires de renom ; aussi l'université EARTH a mené avec University of Florida un projet de recherche sur la production d'éthanol, financé à hauteur de 1 million USD par le United States Department of

---

<sup>32</sup> Site de l'université EARTH : <http://www.scribd.com/doc/64104908/EARTH-Fact-Book> (Consulté le 20 mai 2012)

Energy<sup>33</sup>. C'est aussi dans sa stratégie de levée de fonds que le programme a su mobiliser des ressources à l'international ; à titre d'exemple, le NORAD (Norwegian Agency for Development Cooperation) a jusqu'à ce jour financé 188 bourses d'études à des élèves issus du Nicaragua, Guatemala et Honduras ; sollicité également, le SIDA (Swedish International Development Agency) va financer quant à lui 111 bourses d'études.

L'initiateur du projet Utopia a pu visiter le campus du programme EARTH avant de créer le projet Utopia, et comme dans le cas de Zamorano, a « pris les bonnes idées » au moment de définir la proposition pédagogique du projet Utopia.

### **2.1.3. Un programme académique résolument inscrit dans une démarche innovante et apprenante**

#### ***De la prise de conscience des enjeux...***

Peut-être encore plus que dans les deux cas décrits ci-dessus, le projet Utopia est né de la prise de conscience d'une problématique locale spécifique, en lien avec celle du développement rural développée en première partie. En effet, M. Carlos Gomez-Restrepo, frère lasallien et fondateur du projet Utopia, était, à la fin des années 1990, recteur d'un établissement de cycle secondaire à San Vicente del Caguan, ville du département du Caqueta située dans la zone de distension entre 1998 et 2002<sup>34</sup>. La municipalité était alors sous commandement FARC, et M. Gomez-Restrepo n'avait d'autre choix que de « se plier au pouvoir absolu de la guérilla » sur place ; à cette époque, la culture de la coca était endémique dans la région, empêchant ainsi le développement d'une agriculture solide et productive, et de nombreux jeunes rejoignaient les rangs de la guérilla. M. Gomez-Restrepo, me rappelant que les frères lasalliens avaient depuis plusieurs décennies le projet de créer un centre de formation au « leadership social », m'a expliqué que c'était cette confrontation à la réalité sociale des espaces ruraux de la zone de distension qui l'avait amené à définir la proposition pédagogique du projet Utopia qui a pris forme aujourd'hui.

Si le projet de « faire quelque chose » était manifestement présent initialement, c'est face à une situation digne d'indignation que l'intuition a pris forme de façon concrète, et c'est assez

---

<sup>33</sup> Site de l'université EARTH : <http://www.scribd.com/doc/64104908/EARTH-Fact-Book> (Consulté le 20 mai 2012)

<sup>34</sup> Le 14 octobre 1998 fut créée par décret présidentiel une « Zone de Distension » (ZD) comprenant un total de 42 129 kilomètres carrés, exigée par les FARC dans le cadre des négociations avec le gouvernement Pastrana : le 7 novembre, le décret entra en vigueur et les forces armées reçurent l'ordre présidentiel de se retirer, laissant aux FARC le commandement de la zone. Le détournement d'un vol commercial interne par la guérilla pour séquestrer un sénateur en 2002 marque la fin des négociations entre l'Etat et les FARC, et le gouvernement Pastrana ordonne la reprise de la ZD par les forces armées.

naturellement que s'est imposée l'idée de recroiser les formations au « leadership social » et à l'ingénierie en agronomie pour proposer un programme capable de répondre aux enjeux du développement rural des régions les plus défavorisées de Colombie.

*...à la définition rigoureuse d'une proposition académique et pédagogique ambitieuse*

En avril 2005, M. Gomez-Restrepo, qui est alors vice-recteur de l'Université La Salle de Bogota, réunit un groupe de professeurs de sciences de gestion et d'agronomie et ils élaborent ensemble la première version du document détaillant le cursus académique et la proposition pédagogique, qu'ils présentent en interne au Conseil Supérieur de l'université (composé d'administrateurs et de représentants des étudiants). Ledit Conseil désapprouva cette proposition de développer une antenne de l'université dans le département de Casanare, et suggéra plutôt de mettre en place le programme à Bogota en finançant les bourses des étudiants issus des zones rurales qui le suivraient ; cette proposition ne fut pas acceptée par le groupe de travail, qui jugeait fondamental que le cursus se déroule en zone rurale pour que les étudiants disposent d'un « continuum » rural entre leur lieu d'études du secondaire et leur région d'origine où ils retourneront travailler. Il fallut attendre 2008, année durant laquelle M. Gomez-Restrepo fut nommé recteur de l'université La Salle de Bogota, pour que le projet soit approuvé tel qu'il était initialement conçu.

Le travail d'élaboration du programme académique en tant que tel a été précédé par une étude très approfondie des enjeux liants programmes d'éducation supérieure en agriculture et développement rural, faisant référence à un grand nombre de publications sur le sujet (universitaires, FAO, IICA<sup>35</sup>, CEPAL<sup>36</sup>, etc.); de nombreux travaux d'investigation préparatoires auxquels j'ai par ailleurs eu accès témoignent d'un réel effort du groupe de travail pour analyser en détail les enjeux connexes au projet Utopia ; état des lieux de l'enseignement secondaire dans les zones rurales, benchmark des formations d'ingénieur agronome existant déjà en Colombie et en Amérique latine, perspectives de développement du secteur agricole (notamment dans le llano orienta), etc. Mettant en perspective ces enjeux, les membres du groupe de travail ont fait dans les documents préparatoires l'exercice de « définir une vision » pour le projet en explicitant ce qu'il pourrait prétendre apporter dans le contexte national.

Le programme académique tel qu'il a été avalisé en 2008 a connu quelques ajustements mineurs depuis. Comme dans les cursus de EARTH et Zamorano, tout a été pensé pour que le cursus pédagogique soit adapté à une réalité rurale donnée (ici celle de la Colombie), le

---

<sup>35</sup> Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura

<sup>47</sup> Comisión Económica para América Latina y el Caribe

groupe de travail disposant d'un avantage important dans la mesure où tout était à créer. Il ressort de ce travail la proposition d'un cursus en quatre ans, qui, structuré sur la méthodologie « Apprendre en faisant, Enseigner en démontrant » permettant un 'dialogue' constant entre la théorie (en cours) et la pratique (dans les cultures le matin), conduit les étudiants à devenir des ingénieurs de terrain, pragmatiques dans leur approche des problèmes concrets qui peuvent se poser sur une parcelle agricole. L'apprentissage des étudiants s'effectue en plusieurs étapes : lors de la première année, les fondamentaux scientifiques et les grandes problématiques de la production agricole sont abordés. En seconde année, l'accent est mis sur l'analyse de la pertinence de la production agricole en fonction de milieux donnés ; les étudiants s'investissent davantage dans des projets de recherche sur le terrain. La troisième année se focalise sur la partie aval de la chaîne de valeur, à savoir la transformation agro-industrielle de la production. Enfin, lors de la dernière année, les étudiants passent deux quadrimestres dans leurs zones d'origines où ils mettent sur pied un premier projet de production agricole (baptisé « projet productif ») qu'ils ont défini et préparé dès le début de leur scolarité et qui puisse leur assurer un revenu stable, avant de revenir pour un dernier quadrimestre de cours à l'université.

Dans le document de référence détaillant le programme académique du projet Utopia, l'accent est mis sur une approche holistique de l'agriculture, proche de celle recommandée par le rapport *Education for Rural Development : towards new policy responses*. Mme Alvarez-Ochoa, directeur du programme des Sciences Agro-alimentaires de l'ULS et ayant participé à la rédaction du programme académique, m'explique que l'objectif est de transmettre la vision d'une agriculture « complexe », encadrée dans les écosystèmes. Ainsi, en ce qui concerne l'enjeu environnemental par exemple, la différence d'approche avec une formation 'classique' réside par exemple dans le fait que le cursus s'articule autour de cours fondamentaux intitulés « Agroécosystèmes de climat chaud/froid/tempéré », qui, par définition, privilégient un point de vue systémique. L'agro écologie, l'agriculture biologique, l'agriculture de précision sont des pratiques étudiées, mises en avant et faisant l'objet de recherches (par exemple sur l'utilisation de mycorhizes<sup>37</sup> dans les cultures pour favoriser le captage des nutriments du sol) lors du cursus, même si elles n'en constituent pas pour autant des dogmes<sup>38</sup>. Par ailleurs et conformément aux recommandations susmentionnées, le programme est construit de façon à mettre en avant le travail en groupe sur des projets très

---

<sup>37</sup> Une mycorhize est une association symbiotique entre les racines d'une plante et un champignon. Le développement de celui-ci permet aux racines de capter plus facilement les nutriments du sol nécessaires à sa croissance. L'utilisation de mycorhizes dans des cultures sur sol pauvre permet ainsi de limiter les apports en intrant nécessaire à la croissance des plantes.

<sup>38</sup> Un professeur m'explique en effet que le niveau de recherche est si faible sur certains domaines (il me donne l'exemple des mycorhizes) caractéristiques de l'écosystème du llano qu'il est techniquement très difficile de se passer totalement d'intrants chimiques.



concrets, en relation directe avec la production agricole; les étudiants travaillent ainsi chaque matin en petits groupes sur des lignes de culture diverses réparties dans la finca, sur lesquelles ils mènent tout au long de l'année des projets de recherche en parallèle de leurs objectifs de production plus classiques.

En définitive, la philosophie du programme Utopia n'est à trouver ni dans la micro-économie paysanne militante ni dans les modèles capitalistes caractéristiques de l'« agro-business », mais plutôt dans des modèles de production inclusifs qui sachent tenir compte des intérêts des petits et moyens producteurs<sup>39</sup>. Ce « positionnement » m'a été décrit de façon très similaire par deux interlocuteurs rencontrés indépendamment : tout d'abord par M. Gomez-Restrepo, initiateur du projet et recteur de l'ULS, puis par Mme Alvarez-Ochoa.

## **2.2. ... qui ne peut être compris sans son volet « politique »**

### **2.2.1. Légitimité et identité des porteurs du projet**

#### *Quelques éléments sur la congrégation lasallienne*

La congrégation des frères des écoles chrétiennes (ou lasalliens) a pour mission l'éducation des jeunes des classes les plus modestes de la société et fut fondée en 1684 à Reims, par Saint Jean-Baptiste de la Salle, qui reste aujourd'hui l'une des grandes figures de l'histoire de la pédagogie en France. Soucieux de développer une éducation accessible au plus grand nombre, il fut le précurseur de nombreuses innovations en matière de pédagogie ; il créa notamment des instituts de formation de professeurs préfigurant en de nombreux points les futures écoles normales, généralisa l'enseignement en classe là où auparavant le maître s'occupait de chaque élève de façon individuelle ou encore donna la priorité à la maîtrise de la lecture et de l'écriture de la langue maternelle plutôt que celle du latin. A ce titre, il est intéressant de noter que Jean-Baptiste de la Salle avait initialement interdit l'étude du latin aux frères (ce qui excluait de facto la possibilité de devenir prêtre) afin d'ancrer dans ses disciples la vocation d'éducateur des plus défavorisés. Après un premier essaimage, la Révolution Française enrayer le développement des œuvres de la congrégation. Un décret de 1808 de Napoléon Ier prévoyant que les écoles suivent « les principes de l'Eglise catholique » redonne un dynamisme certain à la congrégation lasallienne qui se développera en France tout au long du

---

<sup>39</sup> On peut citer comme référence la Fedecafe dont l'exemple est développé *supra*.

XXe siècle, concurrençant l'influence des jésuites revenus en France en 1816. Le vote des lois laïques Ferry en 1881 puis la suppression de l'ordre en juillet 1904 dans un contexte de montée de l'anticléricalisme conduisent un grand nombre de frères français à l'exil hors de France. C'est dans ce contexte que les premiers frères de la Salle arrivent en Amérique Latine, et donc en Colombie. La plupart des établissements créés concernent les cycles primaires et secondaires, et il faut attendre les années 1960 pour que soient créées les premières universités sur le sous-continent; celle de Bogota est créée en 1964.

Depuis la création de la congrégation en 1684, les frères lasalliens ont fait de la pédagogie et de l'enseignement leur « cœur de compétence ». J'ai pu constater, lors de mon étude sur le terrain, à quel point ceci pouvait se ressentir, ne serait-ce que dans les parcours des frères colombiens que j'ai rencontré ; tous étaient ou avaient été professeur en université ou dans le secondaire, dans des disciplines différentes, et il m'a semblé qu'ils faisaient montre d'un intérêt toujours marqué pour la pédagogie. A titre d'exemple, M. Carlos Gomez-Restrepo, initiateur du projet Utopia, a présenté en 1999 sa thèse de doctorat, préparée alors qu'il travaillait dans la zone de distension sous commandement guérillero, sur le sujet suivant : « *Educating between fears and hopes, education during political and social unrest: an ethnography of schools in San Vicente del Caguan* ». Ce sujet, dont on remarque sans peine qu'il anticipe le projet Utopia, est une manifestation concrète du fait que la mission lasallienne se définit par le développement d'une pédagogie proche de la réalité des plus pauvres, l'objectif final étant de promouvoir un développement humain intégral par l'éducation chrétienne.

Plus d'un siècle après leur installation en Colombie, les frères lasalliens continuent à gérer les institutions qu'ils ont créées ; celles-ci disposent d'une bonne légitimité académique (l'ULS en particulier a reçu l'accréditation de haute qualité du ministère de l'enseignement supérieur) et d'une réputation de sérieux bien ancrée dans la société colombienne<sup>40</sup>. Il faut par ailleurs rappeler que si l'objectif premier de la mission lasallienne était et reste d'éduquer dans une perspective chrétienne, la pratique religieuse n'est pas pour autant obligatoire au sein de l'ULS, et particulièrement sur le campus de Yopal. Les étudiants sont accueillis « comme ils sont », et la liberté de conscience de chacun prime ; si la majorité des colombiens sont catholiques (ce qui se retrouve sur le campus), les évangéliques, minoritaires, sont aussi représentés à Utopia<sup>41</sup>.

---

<sup>40</sup> Je n'ai pu explorer spécifiquement ce point auprès de Colombiens non-étudiants à La Salle. Toutefois, les étudiants que j'ai interviewés m'ont fait généralement fait part d'un *a priori* positif sur le nom « Université La Salle ».

<sup>41</sup> Un des douze étudiants de mon échantillon est chrétien évangélique et cela ne lui pose pas de problème sur le campus. Il exprime sa reconnaissance vis-à-vis des frères lasalliens tout autant que les autres.

### ***La conception de l'université comme partie prenante de la cité***

Ayant eu l'occasion de lire plusieurs documents sur les 'valeurs lasalliennes', c'est un article de M. Gomez-Restrepo présentant en détail la mission éducative lasallienne dans la zone Amérique Latine-Caraïbe qui a retenu mon attention. Reprenant le texte d'une intervention orale effectuée lors du Congrès de l'éducation lasallienne d'Amérique latine qui eut lieu au Brésil en 2010, cet article m'a semblé particulièrement intéressant dans la mesure où M. Gomez-Restrepo y explique pourquoi l'héritage lasallien ne peut que déboucher sur la conception d'une université « politique », en tant qu'elle a un rôle à jouer dans la *polis*, la cité. Un passage définissant les trois fonctions de l'université dans la société est à ce titre éclairant : « du fait de la complexité du monde actuel et en raison de l'importance historique que revêt l'université pour offrir des modèles et des propositions en vue d'une nouvelle société, l'université doit aussi assumer d'autres fonctions que les siennes propres : la *fonction politique* qui oblige l'université lasallienne à être proactive dans ses propositions, audacieuse dans ses positions et conséquente dans la formulation de politiques publiques et de plans de développement, et à ne pas être seulement réactive aux décisions prises par d'autres là où elle aurait pu être présente par le moyen du débat, de la recherche et de la proposition intégrale de projets ; la *fonction éthique* qui situe l'université comme une partie de la conscience morale d'une nation ; et la *fonction systémique* qui la pousse à s'articuler avec les autres acteurs sociaux comme le Gouvernement, l'entreprise et, bien entendu, avec le continuum éducatif. » Ce passage confirme la vision d'une université qui ne se contente pas de remplir sa mission éducative, mais qui doit en plus faire preuve de pro activité et de réceptivité face aux enjeux de sociétaux ; M. Gomez-Restrepo ne peut exprimer plus clairement cette idée en déclarant que « le processus éducatif tout entier a une dimension politique impressionnante ; c'est pourquoi il doit toujours être organisé comme une réponse à des problèmes politiques nés des demandes sociales » (Gomez-Restrepo, 2010).

### **2.2.2. Le projet Utopia, aboutissement de cette « vocation politique »**

#### ***Revivifier la mission lasallienne***

Au vu de ce que nous venons d'établir, nous comprenons en filigrane que le projet Utopia s'inscrit particulièrement dans cette vision « politique ». Après bientôt cinquante ans d'existence, l'ULS de Bogota a en effet connu un processus d' « institutionnalisation » ayant eu pour corollaire naturel une modification des milieux sociologiques des étudiants en

formation, ceux-ci étant désormais en grande majorité issus de la classe moyenne. L'ULS de Bogota, bien établie dans le paysage universitaire colombien, a de fait moins mis en avant sa mission sociale. A mon sens, il me semble que c'est en partie pour créer la rupture et redonner un nouveau souffle à la mission lasallienne en Colombie (et *a fortiori* en Amérique Latine) qu'a été initié le projet Utopia. M. Gomez-Restrepo souligne cette idée de rupture lorsqu'il rappelle en 2010 la nécessité de « risquer quelque chose de notre capital historique [celui de la congrégation] pour servir la cause de la justice par l'éducation avec créativité, décision et à-propos » (Gomez-Restrepo, 2010).

### ***L'essentielle dimension « politique » du projet Utopia***

Ayant analysé les convergences entre le projet Utopia et les programmes existants qui l'ont inspiré au Costa Rica et au Honduras, nous n'avons jusqu'à présent pas mentionné ce qui constitue la différence fondamentale du projet Utopia vis-à-vis de ces formations ; celle-ci réside dans le fait que le projet Utopia est intrinsèquement « politique », dans la mesure où son objectif et sa raison d'être est de répondre à une problématique sociale nationale. M. Polania-Gonzalez, frère lasallien coordinateur du projet durant ses deux premières années d'existence, me déclare à ce sujet ; « Un des objectifs d'Utopia est de contribuer à la reconstruction du tissu social colombien. C'est fondamental. Si nous n'arrivons pas à remplir cet objectif, le projet Utopia sera un échec. » Là où les deux autres programmes ont une mission qui est d'abord éducative, la mission du projet Utopia est indissociablement « politique » et éducative (ou sociale et éducative). Le projet Utopia, à la différence des programmes EARTH et Zamorano, trouve sa légitimité en ce qu'il propose une réponse à un problème national, problème dont nous avons identifié en première partie les multiples facettes. L'accent est mis sur cette dimension nationale, et l'objectif de sélectionner et rassembler des jeunes de toutes les régions rurales du pays est clairement affiché.

Cette volonté de contribuer à la construction d'une « Colombie meilleure » a conduit naturellement les porteurs du projet à faire parler de lui au niveau national. Cette proposition pédagogique de formation à l'agronomie étant unique en Colombie, elle a attiré l'attention de nombreux acteurs publics, dont les visites sont fréquentes sur le campus. Des relations coopératives ont été rapidement développées avec le Ministère de l'Agriculture ; le ministre en personne a visité le campus, ainsi que de nombreux haut-fonctionnaires chargés du développement rural. Plusieurs hauts responsables du Service National d'Apprentissage (SENA), organisme public chargé de la formation professionnelle y compris pour le secteur agricole, suivent de près le développement du projet et les innovations qu'il propose.

Dans le cursus du programme, une place significative est donnée à l'enseignement des matières couvrant les champs de l'économique et du socio-politique. Le projet Utopia ayant pour ambition de donner aux étudiants une « formation politique » (M. Polania Gonzalez), les étudiants suivent donc des modules qui leur apprennent à communiquer et argumenter leurs idées en public, mais aussi des cours sur la pensée politique/économique, sur l'histoire politique de la Colombie qu'ils ne connaissent que de façon fragmentaire pour la plupart, l'objectif final étant qu'ils aient autant que possible l'aptitude à prendre du recul pour analyser des situations. En ce qui concerne cette prise de recul, mes entretiens avec les étudiants ont plutôt confirmé cette capacité à faire la part des choses entre ce que peut être la politique en Colombie et ce qu'elle devrait être (point abordé *supra* en 1.2.3), jugement critique qui n'était pas forcément acquis avant d'intégrer le programme.

De tout ceci, il ressort bien que le projet Utopia est intrinsèquement caractérisé par une vocation « politique », faisant elle-même appel aux valeurs lasalliennes ; ce point est réellement capital, et nous serons amenés à l'approfondir en adoptant une approche légèrement différente en dernière partie.

### **2.3. Une transition opérationnelle très bien menée jusqu'à présent**

Pour examiner comment le projet Utopia a effectué sa transition opérationnelle, nous allons prendre en considération quatre clés d'entrée, qui étaient aussi selon nous les principaux facteurs-clé de succès à maîtriser dans la phase d'amorçage du projet ; les quatre « défis » mentionnés, bien qu'ayant été menés simultanément, ont été pour l'essentiel relevés, confirmant trois ans après la pose de la première pierre la capacité de l'ULS à mettre en œuvre le projet conformément à la vision initiale.

#### **2.3.1. Un premier défi : sélectionner les étudiants**

##### ***Un travail de longue haleine***

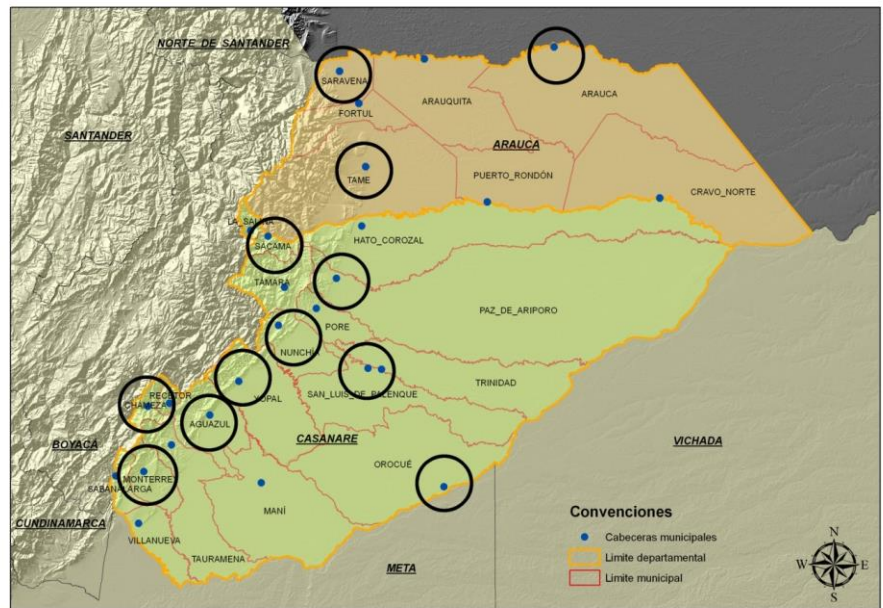
Travaillant en tandem avec l'appui du recteur de l'ULS, ce sont le directeur du programme académique<sup>42</sup> (recruté en juillet 2009) et le coordinateur du programme (M. Polania-

---

<sup>42</sup> L'ULS compte plusieurs facultés : philosophie/lettres, sciences économiques, etc. La formation d'ingénierie en agronomie localisée à Yopal (i.e. le projet Utopia) est l'un des programmes académiques de la faculté « Ciencias Agropecuarias » de l'ULS.

Gonzalez, frère lasallien, affecté en mai 2009 au projet) qui ont eu pour responsabilité de recruter la première promotion d'étudiants dont la rentrée en cours est prévue en mai 2010.

La difficulté principale a résidé dans le fait qu'il fallait élaborer très rapidement une stratégie de recrutement qui permette de sélectionner des étudiants correspondant au profil recherché, celui-ci ayant été clairement défini en amont et reposant sur des critères de motivation (l'aptitude au leadership et la « vocation pour l'agriculture » étant les principaux) ainsi que sur des critères sociaux (pour les étudiants souhaitant être boursiers)<sup>43</sup>. Pour recruter la première promotion, des municipalités ont été ciblées dans deux départements considérés comme prioritaires: le Casanare et l'Arauca (carte). Il est à souligner que l'équipe connaissait alors relativement peu ces départements, surtout en ce qui concerne le second. Pour permettre de faire connaître le projet, outre le passage d'annonces dans les journaux et



radios locales, ce sont principalement deux « réseaux » qui ont été mobilisés avec succès ; le premier fut celui des recteurs de lycées (que ceux-ci proposent une filière technique agricole ou pas), et le second fut celui des personnes d'Eglise (prêtres, congrégations œuvrant dans l'éducation, évêques, laïcs, etc.). Des réunions de présentation du programme ont été organisées dans un premier temps avec les personnes-contact de chaque municipalité retenue, puis ce sont des réunions destinées aux candidats qui y ont été organisées. Lors de chaque réunion, le projet était présenté en détail aux jeunes assistant à la présentation, et ceux qui souhaitaient passer les épreuves dans la foulée restaient sur place. En première année, l'épreuve de sélection consistait uniquement en un entretien, visant à cerner la « vocation pour l'agriculture », les capacités de leadership et de vie en commun du candidat, ainsi que sa motivation pour retourner à terme dans sa zone d'origine. Lors de cette première « campagne » de sélection, ce sont 300 entretiens qui ont été réalisés par le directeur et le coordinateur du programme à l'issue desquels 64 étudiants qui ont été reçus. Cette première sélection, malgré le fait qu'elle ait dû se structurer très rapidement, a toutefois permis

<sup>43</sup> Il va de soi que tous les candidats doivent être titulaires du 'bachillero', examen sanctionnant le cycle secondaire en Colombie.

d'atteindre un niveau de sélectivité vraisemblablement satisfaisant. Elle a également mis en évidence la « demande » potentielle pour une formation poussée en agronomie dans les zones rurales, car le programme a réussi à recruter la première promotion sans trop de problème sans avoir aucune ancienneté ni aucune garantie à donner autre que la réputation de l'ULS de Bogota. Il faut toutefois noter que ce procès de sélection nécessite beaucoup de préparation et d'investissement de la part de ses responsables, notamment dans la phase de sélection en tant que telle qui impose de sillonner les municipalités...

### *Des difficultés inévitables mais bien identifiées*

Il s'est révélé que la réalité sociale paysanne des départements ciblés était plus complexe que ne l'avait anticipé l'équipe. De nombreux ruraux exercent un métier sans relation avec l'agriculture ; beaucoup ont quelques lopins de terre trop petits pour subvenir à leurs besoins et trouvent un autre travail pour gagner leur vie (par exemple auprès des entreprises pétrolières) ; beaucoup de paysans sont éleveurs de bétail et n'ont pas la « culture de l'agriculture ». L'appréhension plus difficile que prévue de cette réalité a pu résulter dans des erreurs lors de la sélection, plus nombreuses lors des premières « campagnes » ; quelques semaines après leur arrivée sur le campus, un nombre certain de jeunes de la première promotion ont montré un intérêt limité pour les travaux agricoles, et ont préféré quitter le projet. De façon prévisible, cette opportunité de formation à moindre coût peut faire figure de « fenêtre » vers un ailleurs pour des jeunes vivant des situations difficiles, mais qui ne sont pas particulièrement intéressés par l'étude de l'agronomie ; cette dimension a certainement été sous-évaluée dans le premier groupe, et en ont résulté les difficultés mentionnées ci-dessus. Dès la seconde campagne, le directeur et le coordonnateur du programme ont donc fortement insisté sur les exigences fortes en termes de travail personnel et sur la nécessité d'avoir une « vocation pour l'agriculture » ; les deux groupes suivants d'étudiants ont été ainsi mieux « qualifiés ». E., étudiant de 1<sup>ère</sup> année originaire du département d'Antioquia, témoigne : « Lors de la réunion d'information, on nous a dit que si nous rejoignons le projet Utopia, il nous faudrait étudier tout le temps. Le samedi, le dimanche, les jours fériés, sans relâche ; on nous a dit que nous n'aurions qu'une semaine de vacances. En réalité nous avons vraiment beaucoup de travail, il faut étudier chaque jour, mais nous avons aussi des moments de détente ! Et il s'est avéré que nous avons deux semaines de vacances... ». Une autre difficulté, plus complexe à pallier, est l'hétérogénéité des niveaux scolaires pour les étudiants entrants. Les départements ruraux reculés de la Colombie disposent d'une qualité d'enseignement inférieure à celle des zones urbaines. De ce fait, les premiers mois de la scolarité sont pour certains étudiants très difficiles, et les tutorats inter-étudiants mis en place

ne permettent pas toujours à ceux qui ont le plus de difficulté de rester dans le programme. Pour limiter ces situations d'échec, une épreuve écrite a été ajoutée au processus de sélection et compte pour 35% de l'évaluation (les 65% restants allant toujours à l'entretien). Enfin, l'une des autres préoccupations lors de la sélection est de pouvoir recruter des filles ; pour des raisons culturelles, elles sont moins nombreuses à candidater...

### *Une façon de procéder qui a fait ses preuves*

Ce procès de sélection des étudiants mobilisant principalement les deux « réseaux » a été à nouveau utilisé avec succès lors des « campagnes » suivantes, et il continue à se révéler relativement efficace pour « pénétrer » des zones où l'ULS n'a initialement pas de contacts privilégiés. Après le Casanare et l'Arauca principalement ciblés lors de la première campagne<sup>44</sup>, ce sont les départements du Caqueta, du Meta et du Vichada qui sont priorisés pour la deuxième promotion<sup>45</sup> ; la troisième promotion compte des étudiants originaires du Tolima, du Norte Santander, du Choco, du Sucre et du Bolivar, et les départements prioritaires sont déjà ciblés pour la prochaine. Il est clair que l'objectif de « rassembler la Colombie rurale » sur le campus est en passe d'être réussi. Le ciblage des étudiants devant participer au projet, qui donnait initialement la priorité absolue aux plus démunis, se révèle bien effectif ; de tous les entretiens avec qui j'ai réalisé des étudiants dont les parents possédaient des terres, c'était à hauteur de moins de 5 ha (minifundio). Toutes mes discussions informelles avec les autres étudiants du campus ont confirmé cette conclusion ; cette stratégie de sélection des étudiants, très proche du terrain grâce aux réunions d'information effectuées dans les municipalités, permet de toucher les personnes aux plus bas revenus. En ce qui concerne la question du 'gender', force est de constater que le programme obtient des résultats plutôt satisfaisants, le taux de féminisation atteignant les 27% sur les deux premières promotions : à titre de comparaison, le projet Zamorano est passé d'un taux de 11% en 1993 à 30% en 2002, à l'issue du processus de changement conduit en interne (Andrews, 2004).

En définitive, il apparaît que le défi d'élaborer une stratégie de sélection des étudiants pour le projet Utopia adaptée à son « cahier des charges » a été vite relevé. C'est à notre sens un point capital, qui prouve que le projet Utopia est capable aujourd'hui de sélectionner dans tout le pays des étudiants en accord avec le projet pédagogique de la formation.

---

<sup>44</sup> Les étudiants originaires du Meta et du Vichada sont aussi représentés quoiqu'en nombre moins important.

<sup>45</sup> Arrivent également des étudiants du Sucre et du Bolivar, départements situés sur la côte caraïbe.



### **2.3.2. Un second défi : construire un campus propice à l'étude et à la vie en commun**

#### *De la complexité de construire ex-nihilo un campus étudiant sur un lieu isolé*

Lorsqu'il a été décidé de construire le campus du projet Utopia sur la finca San Jose de Matepantano, détenue par l'ULS depuis 1996, le terrain était complètement rural ; pas de raccord à l'eau potable, ni au gaz ; pas de téléphone, ni de connexion Internet. Les ambitions du projet étant de construire un campus doté des mêmes infrastructures que s'il s'était trouvé en ville, il y avait du pain sur la planche lorsque le projet fut validé. Un forage fut creusé pour atteindre la nappe phréatique qui désormais fournit en eau potable le campus, et une station de traitement des eaux usées fut installée ; le raccord au gaz et à l'électricité fut assuré, ainsi que l'installation d'une connexion téléphonie/internet un peu plus tard. En octobre 2009, soit à peine sept mois avant l'arrivée du premier groupe, était lancée la première phase de construction de 10 000 m<sup>2</sup> de bâtiments, incluant les salles de classe (1 100 m<sup>2</sup>), les laboratoires (1 600m<sup>2</sup>), une première salle informatique (500 m<sup>2</sup>), un restaurant (500 m<sup>2</sup>), ainsi que des bureaux pour les professeurs et des chambres pour les étudiants. Même si les travaux se sont presque achevés à temps, ce qui est en soi notable, les premiers mois ont été un peu « précaires » : pas de connexion internet, peu d'espace. Un professeur me relate : « nous n'avions pas de bureau, pas d'Internet et travaillions sur des coins de table ». Une deuxième phase de travaux (en cours) et une troisième, correspondant chacune à la construction d'environ 6 000 m<sup>2</sup> de bâti supplémentaire, ont été planifiées ; une nouvelle salle informatique, une bibliothèque plus spacieuse, des espaces de vie en commun ainsi que des logements supplémentaires sont prévus.

Le démarrage rapide et simultané de tous ces chantiers pour permettre aux participants du projet (étudiants et professeurs) de se mettre au travail très rapidement a supposé des investissements importants, qui ont été rendus possible grâce à l'appui financier déterminant de l'ULS. Une stratégie de recherche de fonds en externe pour financer le développement en infrastructure du campus a été élaborée, mais c'est jusqu'alors presque uniquement l'ULS qui a porté le projet ; ces investissements massifs ont à être perçus comme des signaux forts de la part de l'ULS, qui croit réellement au projet.

### *Trois ans après la première pierre posée, le campus est opérationnel*

Le campus étudiant sur lequel se déroule le projet Utopia est tout à fait opérationnel en mai 2012. Malgré quelques dysfonctionnements que l'on ne peut imputer directement à l'ULS (coupures occasionnelles d'internet du mauvais service du fournisseur d'accès à Yopal, coupures occasionnelles de gaz et d'eau), ce dont souffre peut-être le plus le campus est son isolement ; la piste qui relie Yopal, longue de 12 km, n'est bitumée que sur une courte section. Le manque de transports en commun limite la mobilité entre le campus et Yopal, et bien que cet isolement du lieu ne soit pas encore considéré comme le problème prioritaire (l'objectif étant d'abord de fortifier les bases du projet avant de s'ouvrir davantage), c'est peut-être le seul bémol qu'il est possible



*Vue du réfectoire lors du repas du midi*

de trouver à un campus pleinement fonctionnel, à peine trois ans après sa « sortie de terre ». Comme il l'était prévu initialement, les étudiants disposent de conditions d'études au moins égales à celles qu'ils auraient pu avoir en ville. Tous les étudiants n'ayant pas un ordinateur personnel, 40 postes sont en libre accès (en attendant l'ouverture d'une nouvelle salle de la même capacité) et permettent à tous de rédiger et rendre leurs travaux en temps et en heure. Par ailleurs, des rétroprojecteurs ont été mis à disposition des professeurs pour qu'ils puissent donner leurs cours dans des conditions normales, et les laboratoires disposent d'un matériel de haute qualité grâce aux dons d'un mécène allemand. Ce qu'il manque encore sur le campus, ce sont les machines industrielles qui sont utilisées dans la phase de transformation des matières premières : machine de conditionnement sous vide, d'extraction de pulpe, etc. Un projet de créer sur le campus une mini-unité industrielle qui permette aux étudiants d'apprendre à utiliser de tels instruments est en cours.

En définitive, les étudiants avec qui j'ai pu en discuter avaient une perception assez haute de leurs conditions d'études. La proximité entre les lieux de vie, d'étude, et de travail (parcelles cultivées dans la finca), la connexion internet, l'existence d'un restaurant universitaire, sont souvent vus comme autant de moyens permettant de se concentrer favorablement sur le travail universitaire. A., l'un des étudiants de mon échantillon l'exprime très clairement : « l'un des moteurs indéniables du projet, c'est la facilité d'étudier ici. On a tout ici ; l'alimentation, une chambre, Internet, les professeurs disponibles, etc. On a accès

facilement à la connaissance, tout est fait pour qu'on se focalise sur nos études et pour qu'on aille de l'avant... [...] Je profite vraiment de ce cadre. »

### **2.3.3. Un troisième défi : mobiliser une équipe pédagogique capable de s'appropriier et de faire vivre le projet**

#### ***Transmettre et transcrire la vision du projet, une première nécessité***

Lorsque le projet Utopia est validé en tant que tel en 2008, il « ne reste plus qu'à » lui donner sa forme concrète. A cette date, le projet n'existe que dans le document écrit formel détaillant le programme académique et la proposition pédagogique. Concrétiser le projet devait nécessairement conduire à recruter un directeur de programme, et les premiers professeurs<sup>46</sup>. Le directeur de programme (par ailleurs professeur de pédologie), arrivé environ 10 mois avant les étudiants et originaire de Yopal, a été chargé de traduire en des termes concrets la proposition pédagogique du projet, c'est-à-dire de définir comment pouvait s'articuler pratiquement la méthodologie « Apprendre en faisant, Enseigner en démontrant », avec le travail dans les cultures et les cours ; il fallait également définir le nombre de professeurs nécessaires et les compétences requises, se procurer tout le matériel nécessaire pour les travaux pratiques et en salle de classe... Un important travail d'organisation et de planification a donc été fourni dans ce premier temps, qui a été marqué par une coopération rapprochée entre le recteur de l'ULS (frère lasallien initiateur du projet), le coordinateur du programme (frère lasallien), le directeur du programme (par ailleurs professeur), ainsi qu'un autre professeur de l'ULS Bogota rejoignant le campus de Yopal. Cette période a permis de progressivement passer le relais au directeur du programme et aux professeurs, qui se sont approprié le projet avec succès, comme nous le verrons ensuite.

#### ***Le recrutement identifié comme point sensible du projet***

Depuis le début, recruter des professeurs disposant des compétences requises pour le projet s'est révélé difficile. Ceci s'explique tout d'abord en raison du fait qu'il y a structurellement peu d'étudiants dans les cursus d'études liés au secteur agricole. Mme Alvarez-Ochoa, directrice du programme 'Administracion de empresas agropecuarias' de l'ULS et avec qui j'ai pu m'entretenir explique que ceci est en grande partie dû à la mauvaise image des zones rurales en Colombie générée par le conflit. Ceci s'explique également par le fait que les compétences recherchées sont très spécifiques ; M. Polania Gonzalez, coordinateur du projet

---

<sup>46</sup> Tous les recrutements ont été effectués de façon classique, par la publication d'une offre d'emploi sur le site de l'université.

lors de ses deux premières années, m'explique qu' « en Colombie, recruter un ingénieur agronome spécialisé en bio statistique ou en entrepreneuriat rural, c'est compliqué ». Cela l'est d'autant plus que les opportunités de travailler comme professeur en université dans ce domaine ne semblent pas manquer; mes entretiens avec les professeurs ont tous confirmé qu'aucun de ceux-ci n'avait fait le choix de venir à Utopia 'par défaut' après avoir recherché un poste dans tout le pays. Enfin, la dernière difficulté à évoquer en ce qui concerne le recrutement est celle de la localisation du programme. En effet, des huit professeurs présents à plein temps sur le campus, seuls deux sont originaires de Yopal. Trois viennent de Bogota, et trois sont originaires du Cauca (région de Cali). Des trois professeurs non originaires de la région avec lesquels j'ai pu réaliser des entretiens, deux confirment que le fait de déménager à Yopal a été un choix qui n'a pas été facile à faire. C., originaire de Bogota et vivant désormais à Yopal, me livre un témoignage sans équivoque à ce propos : « Deux ans après mon arrivée, je pensais que cela aurait été un peu moins dur que cela ne l'est en réalité. Les infrastructures sont en mauvais état (routes, réseau internet/téléphone, gaz, etc.), il y a souvent des coupures d'eau et j'en viens parfois à prendre ma douche à l'université ! De plus la nourriture est chère car elle est importée d'autres départements. Le système de santé est de bas niveau, et la vie culturelle et les loisirs sont très limités... ».

De tous les points que nous avons abordé nous il ressort bien que le recrutement des professeurs a été un défi... et continuera à l'être dans la mesure où le nombre d'étudiants va continuer à augmenter dans les années à venir.

### ***Une équipe pédagogique colonne vertébrale du projet***

Là encore, force est de constater que deux ans après la première rentrée, où le programme, débutant tout juste, ne comptait que trois professeurs, le défi a été relevé. Les huit professeurs qui composent aujourd'hui l'équipe ont tous entre 25 et 35 ans, sont tous ingénieurs agronomes spécialisés dans des domaines d'expertises complémentaires : pédologie, biologie, sociologie rurale... et leur investissement sur le campus est très apprécié des étudiants.

Il faut tout d'abord mentionner le fait que tous les professeurs avec qui j'ai pu m'entretenir le plus longuement ont rejoint le projet car ils y trouvaient un sens. C., 32 ans, bogotanaï, avait une proposition de poste de professeur d'université dans l'une des prestigieuses du pays, et avaient commencé une thèse dont il a abandonné la rédaction pour rejoindre le projet Utopia. Pour lui, l'agronomie est une discipline qui doit être proche du terrain, et c'est en cela que pour lui, le projet faisait sens. Pour résumer la chose, il me déclare : « Ici, les élèves savent ce qu'est une plante ». A., originaire de la région de Cali, tout juste diplômé de l'université à 26 ans et spécialisé dans la transformation industrielle des matières premières

agricoles, est venu pour la dimension sociale. Pour lui, « c'est une expérience unique. Il n'y a pas d'autre université qui propose cela en Colombie ». B., 31 ans, originaire du Cauca, en fin de doctorat, est également venu pour la dimension sociale. Il est à noter que le salaire des professeurs est établi par la grille de salaires de l'ULS de Bogota et qu'ils ne bénéficient ainsi d'aucun traitement de faveur sur le plan financier. Ce témoignage de trois professeurs qui n'avaient aucune attache particulière dans le département du Casanare dénote ainsi de la bonne capacité d'attraction du projet.



*Une scène de la vie quotidienne ; professeurs et étudiants partagent ensemble leurs repas*

A ce stade, il nous faut mettre en avant un fait fondamental que j'ai observé tout au long de mon passage sur le campus d'Utopia, à savoir le fait que les professeurs sont réellement investis dans la formation. Présents sur le campus quasiment chaque jour dès 5h30 du matin quand les étudiants commencent les travaux des champs, il est fréquent qu'ils partent à 18h30 après le dîner. Les professeurs prennent donc au moins deux repas par jour (petit-déjeuner, dîner) avec les étudiants, dans le même réfectoire. Durant la première partie de la journée, ils coordonnent et appuient les étudiants dans la gestion de leurs cultures et il est très fréquent de les voir aux aurores sur le terrain, mettant la main à la pâte. E., étudiant de mon échantillon, déclare : « A l'université, un professeur donne son cours, et c'est tout, il s'en va. [...] Ici les professeurs viennent avec nous dans les champs, ils nous donnent des conseils, ils partagent notre vie de tous les jours, etc. : ils sont investis dans le projet. L'engagement du recteur est aussi important, il vient souvent nous parler, connaît beaucoup de prénoms, fait aussi le tour des cultures, etc.» Il est manifeste que cette collaboration sur les travaux pratiques dans les cultures (« Apprendre en faisant ») donne naissance à des rapports professeur-étudiants particuliers, davantage marqués par un esprit de coopération, par exemple pour appréhender un problème particulier rencontré dans une parcelle, que par une séparation entre un « sachant » et des « non-sachants », qui serait plus caractéristique des rapports professeur-étudiants dans une université classique. Ce type de relation est propice à la recherche participative, à l'échange d'idées et aux discussions horizontales entre professeurs et étudiants. Il ressort de tout ceci que l'équipe des professeurs bénéficie d'une bonne image (on peut parfois presque parler d'admiration) de la part des étudiants. Des douze d'entre eux avec qui j'ai réalisé des entretiens, les deux tiers évoquent spontanément les professeurs lorsque je leur demande quels sont selon eux les moteurs du projet Utopia. Pour le tiers restant, ils confirment le rôle déterminant de l'investissement des

professeurs dans le succès du projet lorsque je leur pose la question. J. résume assez bien ce que j'ai eu le sentiment d'observer : « Les professeurs font preuve d'exigence, demandent un travail personnel important mais s'investissent eux aussi beaucoup ; ce qu'ils font, c'est presque un accompagnement personnalisé ». En parallèle, les professeurs avec qui j'ai discuté m'ont fait part de leur plaisir à travailler sur le campus ; l'ambiance de travail est bonne, le projet prend progressivement de l'envergure (C. me déclare : « Nous avons déjà réussi à mettre sur pied en deux ans ce que Zamorano a mis vingt ans à faire »), les étudiants ont déjà pour la plupart un bon « sens du terrain » (la plupart ayant déjà une expérience des travaux agricoles) quand ils arrivent et sont motivés, des premiers contacts commencent à être noués à l'international...

L'ULS à tout intérêt à ce que les choses continuent ainsi sur le campus, et se préoccupe donc de donner des perspectives d'évolution à ses professeurs, en les appuyant notamment dans leurs projets de thèse de doctorat<sup>47</sup> mais aussi en développant les contacts et échanges à l'international. A titre d'exemple, des accords de partenariats réservant des postes de doctorat pour des professeurs du projet Utopia ont été signés en France en avril 2012 (Montpellier Supagro, Institut Polytechnique La Salle Beauvais)<sup>48</sup>.

#### **2.3.4. Un quatrième défi : assurer la soutenabilité du projet et son ancrage dans le monde politique/universitaire**

##### *Le rôle déterminant de l'ULS de Bogota dans l'amorçage et le développement du projet*

Si nous l'avons déjà esquissé dans les points précédents, il convient maintenant de l'affirmer ; l'ULS, qui dispose elle-même d'une solide réputation et d'une marge de manœuvre financière, a joué un rôle central dans l'amorçage et le développement des premières phases du projet Utopia (ce qui est en soi logique, ce dernier n'étant qu'une antenne de l'université sans personnalité juridique distincte), et ce à de nombreux égards.

Sur le plan financier tout d'abord, il ne fait aucun doute que l'appui de l'ULS a été une condition nécessaire à la « sortie de terre » du campus étudiant (trois premières phases de construction) et au financement des premières bourses d'études<sup>49</sup>. Jusqu'à aujourd'hui, l'ULS a été le financeur principal du projet, ce qui a consisté en effort budgétaire important se voulant temporaire.

---

<sup>47</sup> La thèse de doctorat n'est pas un pré-requis pour être professeur d'université en Colombie. La majorité des enseignants sont donc diplômés d'un titre master.

<sup>48</sup> Ces accords prévoient également des échanges étudiants.

<sup>49</sup> Les quatre ans de scolarité ont un coût estimé à 75 millions de pesos colombiens, soit environ 34 000€. Les étudiants paient 10% de leur scolarité, soit environ 3 400€.

Sur le plan académique, il est à peu près sûr que le projet n'aurait pu voir le jour s'il n'avait pas été piloté par l'ULS, qui plus est avec l'engagement personnel qu'a été celui du recteur. Le fait que de l'ULS ait obtenu l' « Accréditation de haute qualité » du Ministère de l'Enseignement Supérieur colombien a permis au programme d'ingénierie en agronomie du projet Utopia d'en bénéficier directement ; sans cela, le programme (et le campus, qui était encore à peine construit) auraient du faire l'objet d'un audit du Ministère, qui, selon le recteur, aurait été très difficile à valider. Si nous l'avons déjà évoqué, il faut tout de même rappeler que le nom 'ULS' était l'un des seules garanties que pouvaient donner les porteurs du projet lorsqu'il fallut recruter les premiers professeurs et étudiants. De plus, le fait que le projet soit rattaché à l'ULS a permis de développer très rapidement des relations avec d'autres universités et centres de recherche: outre les accords signés avec des établissements d'enseignement supérieur aux Etats-Unis, au Brésil, au Canada (échanges étudiants) et en France (thèses pour les professeurs et échanges étudiants) , on peut mentionner, toujours en France<sup>50</sup>, la signature d'accords de coopération technique avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et avec le Centre International de Recherche pour l'Agriculture et le Développement (CIRAD).

Sur le plan politique enfin, le fait que l'ULS de Bogota, l'une des plus importantes du pays avec 15 000 étudiants, crée un campus à Yopal pour développer un programme destiné à la formation d'ingénieurs agronomes n'est pas passé inaperçu. Nous l'avons également évoqué ci-dessus, mais l'intérêt marqué par les pouvoirs publics (du Ministère de l'Agriculture aux Instituts de Formation par l'Apprentissage) n'aurait certainement pas été aussi marqué si le projet Utopia n'avait pas été porté par une université à l'assise non négligeable. Ce travail de relations publiques au niveau national a également permis au projet de se faire connaître des grandes fédérations de producteurs ('FedeArroz' pour le riz par exemple) et aux syndicats agricoles les plus influents ('Sociedad de los Agricultores Colombianos'). Deux ans après son démarrage effectif, le projet a bien réussi à s'établir comme référence au niveau national en termes de formation supérieure à l'agriculture. L'attaché culturel de l'ambassade de France, de passage à Utopia au mois de mai, m'a confirmé qu'à Bogota, « on parlait beaucoup du projet Utopia ; au ministère de l'Agriculture, au SENA... ».

Au vu de tous ces arguments portant sur les aspects financier, universitaire et politique du projet, il apparaît une fois de plus qu'il aurait été vraisemblablement difficile de monter le projet *ex nihilo* en si peu de temps sans l'appui de l'ULS, qui s'est donc révélé déterminant.

---

<sup>50</sup> Pour des raisons historiques abordées en seconde partie, la France reste un pays « culturellement » proche des institutions du réseau lasallien.

### ***Une stratégie de levée de fonds clairement définie pour réaliser l'autonomie financière du projet***

Si l'ULS continue à soutenir le projet Utopia sous tous ces aspects, il en est un pour lequel il était dès le départ prévu d'envisager une « autonomisation » ; c'est l'aspect financier. Là encore, il n'est pas question de donner au projet une personnalité juridique propre, mais plutôt de lui permettre de lever des fonds en son nom tout en restant une entité de l'ULS de Bogota. Le projet étant très capitalistique, notamment sur les premières années, des moyens ont été pris très tôt pour organiser cette « autonomisation » et une mission de conseil a été réalisée dès juin 2010 pour élaborer la stratégie de 'fund raising' du projet; la coordinatrice de l'étude a été embauchée dès la fin de celle-ci à la fin de l'année 2010, et une seconde personne a été recrutée pour un plein temps début 2012. Lors de mon entretien avec la responsable du 'fund raising', il apparaît de façon très claire qu'une stratégie tout à fait détaillée a été développée ; les différents interlocuteurs potentiels publics ou privés ont été identifiés et rencontrés, un ciblage des potentiels donateurs a été réalisé aussi bien pour le financement des bourses d'élèves que pour celui des investissements sur le campus (le discours tenu n'étant pas exactement le même), de nombreuses premières prises de contact ont été réalisées et le projet a été présenté auprès d'un nombre conséquent de donateurs potentiels. Dès 2011, 1 million USD sont levés pour le projet, dans un contexte plus difficile de prévu ; des inondations hivernales très fortes ont mobilisé la solidarité nationale, le secteur de la philanthropie universitaire s'est structuré avec l'arrivée de nouveaux acteurs concurrents, l'aide publique au développement a été centralisée sur une plateforme... Cette première année a surtout été consisté à prendre contact avec les divers interlocuteurs, et selon la responsable de la philanthropie (avec qui j'ai réalisé un entretien) « l'année 2012 permettra de récolter les fruits des efforts faits en 2011 ». A titre indicatif, le coût opérationnel global du campus pour l'ULS est estimé à 4 millions USD pour 2012.

De ceci, il apparaît bien que des moyens importants ont été mis en œuvre dès 2010 pour donner au projet le moyen d'acquérir aussi rapidement que possible une l'autonomie financière au sein de l'ULS.

Cette seconde partie nous a dans un premier temps amené à analyser le cadre de légitimation du projet ; nous avons vu que celui-ci s'inscrivait dans le sillage d'une réflexion globale sur la refonte des formations supérieures en agriculture, afin qu'elles puissent se révéler réellement adaptées aux enjeux du développement rural et plus proactives dans leur



appréhension. Cette première analyse, faisant ressortir des similitudes entre le projet Utopia et d'autres initiatives innovantes menées sur le continent latino-américain, ne nous a pourtant pas permis pas de déterminer la spécificité du projet Utopia ; cette spécificité, qui consiste en un engagement sociopolitique fort sur le plan national, ne peut être bien comprise que si on la resitue dans l'histoire et le discours actuel de la congrégation lasallienne. Une fois éclaircis ces premiers points, qui ont affiné notre compréhension de l'identité du projet Utopia et de la teneur de son programme académique, nous avons pu « entrer dans le concret » en analysant comment le projet Utopia s'était développé sur le plan opérationnel. Les quatre clés d'entrée que nous avons privilégiées pour établir un premier bilan du projet Utopia deux ans après l'arrivée de la première promotion nous ont toutes conduites à conclure que celui-ci avait bien réussi à mettre en œuvre la vision initiale.

## Partie 3. Utopia, un pari déjà réussi ?

La précédente partie, se focalisant sur l'identité et les caractéristiques du projet Utopia ainsi que sur ses premières années d'existence, nous a permis de mesurer à quel point le développement de celui-ci était, jusqu'à aujourd'hui, un succès quasiment incontestable. Aussi pourrait-on être tenté, en pressentant cette adéquation (tant recherchée) entre les besoins des zones rurales et la proposition du projet Utopia, d'en conclure que celui-ci a *déjà* réussi son pari. Cette tentation a été et continue à être, je pense, celle de nombreuses personnes qui visitent où séjournent sur le campus et qui manifestent de la sympathie pour le projet, comme cela a été mon cas. Mais nous rencontrons un obstacle de taille et d'une simplicité déroutante lorsqu'il s'agit d'évaluer la pertinence sur le long terme du projet Utopia ; aucun diplômé n'étant encore retourné dans sa zone d'origine pour y développer son projet productif, la nécessaire analyse *ex-post* de l'impact du projet est tout simplement impossible. Faut-il pour autant s'arrêter là, et en conclure qu'aujourd'hui, « on ne peut rien conclure » ? Telle n'est pas notre proposition ; dans cette partie, nous essayons au contraire, et en évitant bien sûr le piège de la futurologie, de lire dans le projet Utopia tel qu'il est aujourd'hui les germes de son impact espéré à long-terme sur le territoire colombien. Nous mettrons tout d'abord en lumière l'inévitable part d'inconnu et d'imprévisible qui empêche de donner une affirmation simpliste à la question que cette partie se propose de mettre en perspective. Nous verrons cependant que le projet Utopia, dans la dynamique qu'il a réussi à mettre en œuvre, est *en train de* réussir l'un de ses objectifs-clé, dans la mesure où il est un lieu de reconstruction de la citoyenneté. Au regard de ces deux premiers points et en analysant avec plus d'attention le vécu des étudiants et la façon dont ceux-ci se projettent dans l'avenir, nous tenterons d'avancer des éléments nous permettant de mettre en perspective l'avenir du projet Utopia.

Il va de soi que cette tentative de « lecture » de l'avenir du projet est avant tout permise par le travail de conduite d'entretiens qui a été réalisé auprès des douze étudiants de notre échantillon. En ce sens, cette partie est sans nul doute la plus tributaire des choix effectués sur le terrain pour orienter la recherche ; elle ne saurait donc donner qu'un « éclairage » du projet Utopia sous un angle particulier, qui, bien qu'il soit à notre sens tout à fait pertinent, ne peut être considéré comme *définitif*.

### **3.1. En dépit des réussites, d'inévitables inconnues**

#### **3.1.1. L'impact des projets des étudiants, pas encore mesurable**

Nous l'avons rappelé dès le début de cette troisième partie ; toute conclusion définitive sur l'impact effectif du projet serait hâtive. En effet, les étudiants de la première promotion entrée n'ont pas encore été diplômés, et leurs projets productifs n'ont pas encore pris de tournure concrète. Le succès du développement de ceux-ci reste aujourd'hui suspendu à des questions très pratiques : les étudiants, issus de familles à faibles ressources, vont-ils réussir à trouver le financement nécessaire pour lancer et soutenir leur projet ? Si les entreprises/fondations finançant les bourses d'études des étudiants sont également sollicitées pour appuyer le financement du projet productif de « leur » étudiant, le recours à des prêts bancaires sera nécessaire pour beaucoup. E., étudiant de 3<sup>e</sup> année, m'explique à ce sujet : « Je suis actuellement en train de faire les démarches pour faire un prêt. Cela prend du temps... Ils demandent beaucoup de papiers, de garanties ! Il faut faire sans cesse des allers-retours en ville, et ça finit par coûter cher ! [...] J'ai encore des problèmes pour adosser mon prêt, il me manque des garanties, ce qui fait que mon taux d'emprunt est élevé... ». Outre la question financière, qui pourrait être un frein au bon développement des projets, se pose une autre question, qui lui est corrélée ; celle de la terre. En effet, tous les parents des étudiants admis dans le programme n'ont pas forcément de terres, ou bien en ont trop peu pour que les étudiants puissent y réaliser leur projet productif. Le recteur de l'ULS m'explique à ce propos : « Lors des premières sessions de sélection, la question s'est posée de savoir s'il fallait prendre des jeunes qui n'avaient pas de terres. Nous avons finalement fait ce pari, en misant sur le fait qu'ils pourraient s'associer avec ceux qui auraient des terres pour réaliser leurs projets productifs. » Sur mon échantillon de douze étudiants, sept d'entre eux sont dans une situation où ils vont devoir ou acheter des terres ou s'associer, soit parce que la finca de leurs parents est trop petite pour qu'ils travaillent dessus, soit parce que ces derniers n'ont tout simplement pas de terres<sup>51</sup>. I., par exemple, a déjà prévu de s'associer : « Comme je n'ai pas de terres, je me suis associé avec deux personnes d'une quarantaine d'années qui ont du bétail, mais qui ne font pas d'agriculture, pour produire des maracuyas [fruits de la passion]. [...] Ils mettent les terres à disposition, j'apporte les compétences. » Si la plupart des

---

<sup>51</sup> Si la proportion est élevée dans mon échantillon (58%), on ne peut pas pour autant conclure sur ce point qu'elle est représentative de la situation des autres étudiants du campus.

étudiants qui s'associent le font avec d'autres étudiants du programme avec qui ils ont l'habitude de travailler, le cas d'I., pas pour autant isolé, révèle bien qu'en tout état de cause, le fait de s'associer augmente le niveau de risque des projets productifs pour les étudiants n'ayant pas de terres.

Les deux problématiques que nous venons d'évoquer touchent au développement des projets productifs en tant que tel, mais n'abordent pas la question de l'impact social, qui est l'objectif même du projet (le succès des projets productifs est toutefois un prérequis). Sur ce point, il reste problématique de savoir à partir de quel moment les étudiants vont pouvoir dépasser leur rôle de simple agriculteur pour commencer à s'investir dans leur communauté et à valoriser ainsi réellement la formation reçue à Utopia. Il est vraisemblable de penser que chaque étudiant sera confronté à des problématiques spécifiques dans sa zone, et que tous ne pourront « éclore » comme acteurs sociaux qu'à des rythmes différents... Le directeur du programme me fait part de ses convictions à ce sujet : « S'il y a une chose qui est difficile à changer, c'est la mentalité et les habitudes des paysans... [...] C'est quelque chose qui me préoccupe, car quand ils vont retourner dans leurs zones d'origine, cela ne va pas être si facile pour eux de se confronter à la mentalité et la façon d'être différente des paysans, à leur idiosyncrasie. [...] En fait, et c'est là mon opinion personnelle, je pense que pour 'valoriser' cet engagement social au plus vite, il faudrait que les diplômés rejoignent dans un premier temps des projets déjà lancés (qu'ils soient privés ou publics), qu'ils puissent faire de l'assistance technique, prendre des responsabilités dans des groupements de producteurs, etc. Pour ceux qui démarrent leur exploitation, ce sera plus compliqué et plus graduel.» Au vu de l'hétérogénéité des situations possibles, les critères d'évaluation de l'impact du projet, quoique déjà sujet de discussion, n'ont pas été encore clairement défini ; à deux ans de la sortie de la première promotion, les priorités ne sont pas encore là, mais le directeur du programme m'affirme qu'en tout état de cause « ce sera compliqué ».

### **3.1.2. Le contexte socio-politique actuel est porteur, mais fragile**

#### *Une conjoncture politique favorable, malgré quelques incertitudes*

C'est en 2008, au milieu du second mandat de l'ex-président A. Uribe, qu'a été arrêté la forme définitive du projet Utopia ; les frères lasalliens ne s'attendaient pas à ce que le successeur du président A. Uribe, le président J.M. Santos, annonce en 2010 vouloir mener à bout la réforme agraire, attendue par le pays depuis plusieurs décennies. M. Gomez-Restrepo,

recteur de l'université et initiateur du projet, me déclare à ce sujet : « L'initiative du gouvernement Santos a été une bonne nouvelle pour le projet. Avec le processus de 'Ley de Tierras', le développement rural redevient une priorité nationale. C'est une réforme courageuse qui est entreprise, mais elle va certainement être accompagnée de tensions dans les zones rurales... ». Ainsi, le fait que le développement rural soit de nouveau à l'ordre du jour dans l'agenda politique, certainement rendu possible par l'amélioration de la sécurité dans des zones autrefois critiques, paraît aller dans le sens de ce que recommandent les auteurs dans leur rapport de 2011 : « l'Etat colombien doit traduire de façon concrète sa volonté de reconnaître sur le plan social et politique les paysans, leurs revendications et leurs actions collectives. Ceci signifie qu'il faut que leur rôle dans la société colombienne soit plus largement reconnu, et qu'on arrête de les considérer simplement comme ayant été ou non victimes du conflit » (PNUD, 2011). Nous l'avons vu, la réouverture de la boîte de Pandore qu'est la réforme agraire a permis au projet Utopia de trouver un certain écho dans la classe politique, qui voit dans le projet un modèle de 'réinvention' de la Colombie rurale. Bien qu'aucun des étudiants avec qui je me sois entretenu ne fut directement concerné par le mécanisme de restitution des terres, le processus 'Ley de Tierras' prévoit de faciliter l'accès à la propriété pour les cultivateurs, ce qui *in fine* ne pourra être que bénéfique à ceux qui ne possèdent pas encore de terres et qui souhaitent en acheter.

Si la réforme agraire est un processus qui, quoique suspendu à l'élection présidentielle de 2014, est de bonne augure pour la dynamique du projet Utopia, l'impact sur le secteur agricole du traité de libre-échange avec les Etats-Unis<sup>52</sup>, négocié depuis plusieurs années et sur le point d'entrer en vigueur, est plus complexe à anticiper. Si de nombreux produits de l'agriculture tropicale cultivés par les étudiants du projet ne sont pas substituables par des importations (fruits exotiques, yuca, banane-plantain, cacao, etc.), d'autres en revanche le sont, notamment en ce qui concerne les céréales, le maïs au premier chef. Les avis des étudiants sont partagés : pour C., élève de 3ème année ayant pour projet de produire de l'huile de ricin et du cacao (deux produits non substituables), « le TLC est globalement une bonne chose. Je le prends comme un défi, car il va falloir que nous, producteurs colombiens, nous soyons compétitifs. Cela va être dur, mais il nous faut ça, à nous, Colombiens, pour qu'on se 'réveille' et qu'on gagne en efficacité ». C. reconnaît que sa situation est plus avantageuse que ceux qui produisent des produits substituables. O. est dans ce cas : « J'ai bien étudié les clauses du TLC. Les importations de maïs devraient être surtout le fait des entreprises agroalimentaires qui transforment, cela leur reviendra moins cher. Normalement, selon ce que j'ai lu dans la version signée par le gouvernement colombien, le maïs américain ne sera pas

---

<sup>52</sup> TLC : 'Tratado de Libre Comercio'.

être vendu pour la consommation directe, qui plus est dans les zones reculées sur lesquelles nous nous focalisons [zone du llano oriental]. Mais c'est clair que le TLC augmente le risque des investissements que requiert notre projet [de produire du maïs] ; nous avons d'ailleurs d'autres options de 'repli' si cela s'avère trop difficile. » Le TLC est d'ailleurs un sujet sur lequel les étudiants de 3ème doivent faire des recherches au moment de mon séjour, et ils doivent pour cela prendre directement connaissance du texte ce qui est à notre sens éminemment positif.

### ***La violence : un facteur difficile à anticiper***

Plusieurs personnes avec qui j'ai réalisé des entretiens et ayant été affecté par la violence rappellent que l'évolution de celle-ci est très difficilement prévisible. C., l'un des professeurs que j'ai interrogé, l'évoque comme l'une des menaces qui pourrait planer sur le projet lui-même: « La violence reste un phénomène latent des zones rurales, même si elle s'est aujourd'hui éloignée de la région de Yopal. » Il va sans dire que le retour de groupes armés dans la zone du campus pourrait compliquer la poursuite du projet ; il reste toutefois peu vraisemblable que la zone de Yopal connaisse à nouveau des violences de grande ampleur. En effet, de nombreuses entreprises pétrolières colombiennes et étrangères s'y sont installées, et un bataillon de l'armée est basé à Yopal même.

Si la violence continue à constituer un risque latent pour le projet en lui-même, elle peut en revanche être un problème plus concret pour les étudiants venant de zones sensibles, et qui y retourneront. M., originaire du Casanare, me déclare par exemple lors de l'entretien : « Je suis assez préoccupé par la sécurité. J'ai appris que cette semaine un groupe de bacrim<sup>53</sup> étaient arrivés une nuit dans une finca de mon hameau, chez des gens que je connais ; ils les ont intimidé (je ne sais pas encore exactement ce qu'il s'est passé) avant de repartir. » I., originaire du département d'Arauca, encore caractérisé par une forte présence de la guérilla (FARC et ELN), m'explique quant à elle : « en réalité, s'il y a quelque chose qui me préoccupe beaucoup, c'est le conflit armé. L'arrivée de groupes armés pourrait m'empêcher de réaliser mon projet, d'autant que la production agricole a nécessairement lieu dans les zones rurales, toujours les plus affectées. » A., lui aussi originaire d'Arauca, souligne que le contexte politique est très complexe : « quand je rentre chez moi, comme cela a été le cas lors des dernières vacances, avant de rejoindre mon hameau, il faut que j'appelle chez moi, que je passe des coups de téléphone pour savoir si la route est sûre. » On comprend bien que de tels

---

<sup>53</sup> 'Bandas Criminales Emergentes' : nom communément donné aux groupes paramilitaires ayant refusé de se démobiliser lors des années 2000 lors du processus Justice et Paix lancé par le président A. Uribe.

contextes (par exemple le cas concret ici d'une mobilité limitée), engendrés par le conflit armé peuvent considérablement affecter les étudiants dans leurs projets.

### **3.1.3. La viabilisation du projet, enjeu capital pour l'ULS**

#### *Sur le campus, des fondamentaux à renforcer*

Nous l'avons vu dans la précédente partie, la transition opérationnelle est, trois ans après le début des premiers travaux, un succès. Si c'est au niveau de l'ULS que se posent les principaux défis au sujet de la viabilisation du projet, le directeur du programme de Yopal me déclare que les efforts les plus importants doivent être fournis pour améliorer la sélection des étudiants : « Il faut améliorer le processus de sélection des étudiants, qui est encore largement déficient. [...] Les niveaux sont très hétérogènes, ils ne savent pas toujours à quoi s'attendre. Quatre [sur les soixante-cinq de la troisième promotion] sont partis d'eux-mêmes la première semaine. C'est beaucoup trop ! ». Pour lui, c'est le point prioritaire à renforcer pour assurer la viabilité du projet. Une autre problématique déjà évoquée ci-dessus commence à s'affirmer de plus en plus sérieusement comme une priorité pour l'équipe de professeurs à Yopal; « Un autre thème complexe pour nous est celui des projets productifs des jeunes. Comment allons-nous les encadrer durant cette période, et garantir qu'ils retournent dans leurs zones d'origine ensuite ? Nous avons un an pour continuer à préparer tout cela. [...] Il faudrait par exemple que les professeurs puissent se dégager des plages horaires spécialement dédiées à la préparation et au suivi des projets productifs, ce qui n'est pas encore formalisé. Je considère qu'il faudrait une personne travaillant ici à plein temps pour trouver des contacts dans les zones d'origine des étudiants auprès des associations de producteurs, groupements paysans, universités, centres de recherches, pouvoirs publics afin de trouver des référents pour nos jeunes. L'accompagnement est la priorité pour les projets productifs... Tous ces sujets sont en cours de discussions, nous sommes en lien avec le vice-rectorat. » Ces deux points (amélioration de la sélection, préparation du retour des étudiants) sont les seuls qui ont été évoqués par le directeur du programme lorsque je lui ai posé la question des « défis qui allaient se poser sur le plan opérationnel dans les années à venir ». Les réponses ne sont pas nouvelles, et ceci témoigne toujours du fait que le projet est bien en place, et continue sur sa lancée 'apprenante'.

### ***La soutenabilité financière, une urgence de premier ordre***

La soutenabilité financière du projet sur le long-terme est la préoccupation première du recteur de l'ULS, et a été systématiquement citée par les personnes travaillant sur le projet comme un impératif à atteindre. Entre le financement d'une partie des bourses d'études (les parrainages par les entreprises/fondations n'étant pas encore obtenus pour chacun des étudiants), les dépenses courantes et les investissements en infrastructures nécessaires dans la phase d'amorçage, le projet est très capitalistique. L'ex-coordonateur du programme, le frère Nestor Polania Gonzalez, m'explique son point de vue à ce sujet : « Le risque, c'est que le projet ne soit pas soutenable à la fin du mandat de recteur de l'ULS du frère Carlos Gomez-Restrepo, et que le prochain recteur considère que le projet Utopia soit un centre de coût trop important pour l'université. Pour que la soutenabilité financière du projet, il faudrait créer un fonds de dotation et réussir à le capitaliser d'un montant que j'estime à environ 40 millions USD ; en plaçant une telle somme, les intérêts perçus permettraient de faire vivre le projet sur le long terme. » Même si la création d'un tel fonds n'est pas encore à l'ordre du jour, deux éléments importants ressortent ici ; d'une part, la forte somme nécessaire à dégager pour assurer la stabilité définitive du projet, et d'autre part le fait que ce projet ait été un choix stratégique très engageant pour l'ULS, porté initialement par une personne (le frère Carlos Gomez-Restrepo, actuel recteur) qui, bien qu'ayant largement su partager sa vision et déléguer les responsabilités pour « enraciner » le projet, garde une importance clé dans le processus décisionnaire au sein de l'ULS. Nous sommes ici exactement dans le cas qu'évoquent Atchoarena et Maguire (voir 2.1.1) lorsqu'ils rappellent la nécessité d'une « vision passionnément portée par le(s) dirigeant(s) », avec tout ce que cela peut soulever lorsque se pose la question de la succession du (des) dirigeant(s) en question.

## **3.2. La reconstruction de la citoyenneté, une étape nécessaire**

Nous avons déjà abordé en seconde partie le fait que l'ULS de Bogota, dans la lignée de la mission lasallienne, se définissait comme un acteur au sein de la *polis* (cité), c'est-à-dire de la société colombienne. Nous venons de voir que s'il a déjà beaucoup fait parler de lui au niveau national, le projet Utopia, du fait de sa jeunesse, peine encore à jouer un rôle « politique » à l'échelle du territoire local dans lequel il s'inscrit. Mais nous allons désormais aborder la question sous un autre angle ; en effet, la dynamique interne que crée le projet en y associant



des étudiants de tout le pays participe selon nous à un « travail » politique de reconstruction de la citoyenneté sur le campus. Et en ce sens il nous semble que sur ce point, on peut conclure que le projet Utopia est déjà *en train d'être* une réussite.

### **3.2.1. Le ‘vivre-ensemble’ ; découverte de la pluralité, (ré)apprentissage de la démocratie**

#### ***Des différentes expériences de la ‘colombianité’ en zones rurales***

Nous avons montré en première partie que la violence était une réalité des campagnes colombiennes, et a fortiori une réalité pour de nombreux étudiants du programme Utopia. De la complexité de cette violence (violence de la guérilla, des paramilitaires, des narcotrafiquants, etc.) résultent des expériences de vie et d'être colombien que tout divise. Comparons ici deux histoires personnelles<sup>54</sup> : F., originaire d'un village du Norte Santander, ayant eu plusieurs membres de sa famille tués par les groupes paramilitaires, a une opinion plutôt positive de l'action des guérillas. A l'inverse, citons le cas de N., originaire du Meta, qui lui en revanche a effectué son service militaire à 18 ans, en sortant du secondaire : « J'ai fait mon service avec la police pendant 18 mois dans un village du Caqueta dans une zone FARC. Nous devions patrouiller dans le village, mais les habitants nous étaient hostiles. [...] Nous avons été attaqués par surprise de très nombreuses fois par les guérilleros » N. a vécu directement le conflit et était une cible des FARC en tant que policier. Entre les expériences de vie de F. et de N., le fossé est manifeste ; F. (ou A., cité en 1.2.1.), aurait pu tout à fait être civil dans le village où patrouillait N. ... Il nous semble qu'une réussite du projet Utopia déjà à l'œuvre est de faire vivre ensemble sur un campus des jeunes qui ont souffert du même conflit, mais de façon différente. S'il n'y a rien de semblable à une inimitié ou à une méfiance entre les étudiants en fonction de leurs zones d'appartenance lorsqu'ils arrivent sur le campus, il y a en revanche une méconnaissance de ce que l'autre peut penser ou vivre. Les étudiants logeant par deux dans leurs chambres, ils sont répartis à leur arrivée de façon à la partager avec un étudiant originaire d'une autre région de Colombie que la leur. Aussi le hasard a-t-il voulu que F., originaire d'une zone de guérilla, partage sa chambre avec E., originaire de la région d'Antioquia (qui, me confie : « Pour moi, la politique de ‘Sécurité Démocratique’ a été extraordinaire car la sécurité s'est considérablement améliorée dans ma région ». E. et F. ont donc des sensibilités politiques *a priori* divergentes ; si leur cohabitation ne va pas forcément les mettre d'accord sur ce point, elle leur permettra sans nul doute de mettre en perspective leurs expériences respectives de façon réciproque, par le simple fait de vivre ensemble les mêmes choses chaque jour sur le campus. Ces deux exemples (récits de vie de F. et de N. et

---

<sup>54</sup> Etudiants non inclus dans l'échantillon.

cohabitation entre F. et E.) illustrent à mon sens une réalité du projet Utopia tout à fait conforme à ce qu'appelle Sonia Piñeros lorsqu'elle évoque dans son article « L'expérience de la violence en Colombie : quelques éléments de réflexion pour penser la formation citoyenne » la nécessité de « construire un espace social et légal dans lequel les conflits puissent se manifester et se développer, sans que l'opposition à l'autre conduise à le supprimer, le tuer, le réduire à l'impuissance ou au silence », ou alors lorsqu'elle souligne l'importance de « construire un espace public au sein duquel il soit possible de débattre ouvertement des différents projets de nation possibles, les débats étant résolus par une voie démocratique socialement acceptée ».

Nous pensons précisément que le projet Utopia est un tel espace, et qu'il contribue de fait à reconstruire la citoyenneté, et l'idée de 'colombianité'. Il faut rappeler par exemple que la majorité des étudiants (cela s'est vérifié dans mon échantillon en particulier) ont peu voyagé et connaissent de leur pays surtout leur département d'origine : la diversité culturelle<sup>55</sup>, réellement appréciée par tous les étudiants et citée spontanément par plus de 40% de l'échantillon comme l'un des moteurs du projet, contribue sans aucun doute à élargir et à enrichir la conception de la Colombie qu'ont les étudiants lorsqu'ils arrivent. Les propos de C. à ce sujet vont dans ce sens et sont représentatifs de ce que j'ai pu entendre par ailleurs : « Je ne pensais pas avant d'arriver ici qu'il serait possible que je sympathise avec des personnes venus des quatre coins du pays... ». D'autre part, parmi les étudiants, certains n'ont jamais connu la violence, et sont amenés à côtoyer d'autres qui l'ont réellement vécu. M., originaire du département de Sucre, me dit lors de l'entretien : « Dans mon village, nous n'avons jamais été touché par le conflit. Je n'ai jamais vu de guérillero, ni de paramilitaires. Quand j'entends ce qu'ont pu vivre certains, je suis impressionné... » Il nous semble que cette rencontre entre des personnes ayant vécu dans des zones différentes, et ayant connu ou non la violence contribue à renforcer chez tous la notion de citoyenneté ; ceux qui n'ont pas connu la violence sont sur le campus « exposés » à cette réalité qui a frappé de très nombreuses zones rurales de la Colombie en entendant les histoires de leurs camarades ; en retour, ceux qui l'ont connue peuvent constater que l'existence de la violence n'est pas inéluctable en milieu rural, et que la paix est possible. Ce partage et ce recroisement des expériences personnelles contribuent à enrichir la compréhension que peuvent avoir les étudiants de ce qui constitue aujourd'hui l'identité de la Colombie rurale (dans la paix comme dans le conflit). Cette meilleure compréhension, rendue possible par la vie en commun sur le campus, est selon nous un premier pas nécessaire à réaliser pour pouvoir envisager la paix.

---

<sup>55</sup> La Colombie est grande comme deux fois la France, et les milieux naturels, très divers, constituent souvent des obstacles physiques au transport terrestre. Il en résulte des cultures très différentes entre régions en ce qui concerne les coutumes, les accents, les danses, la culture populaire, mais aussi le métissage.

### ***Le campus d'Utopia, microcosme social***

Il nous semble que le travail de « reconstruction sociale » dans les zones rurales que vise à appuyer le projet prend déjà forme sur le campus, et ce d'autant plus qu'il est relativement isolé. En effet, les étudiants y gèrent de nombreux aspects de la vie quotidienne ; que ce soit pour le travail des champs, le ménage et la gestion des lieux de vie en commun, les travaux en groupe avec des partenaires que l'on ne choisit pas, ou encore dans la définition de la charte de vie étudiante (très importante dans la mesure où les étudiants sont présents onze mois sur douze à plein temps sur le campus), leur investissement personnel est sollicité. J'ai eu notamment l'occasion d'assister aux séances de débat public visant à définir les points de ladite charte ; le fait que les étudiants se soumettent aux exigences d'un débat contradictoire, expriment leurs points de vue, tentent d'arriver à des compromis participe d'un processus de « responsabilisation » et de (re)découverte de ce qu'implique la « vie politique ». Certains étudiants s'investissent particulièrement dans la vie étudiante, et y voient un premier moyen de s'engager pour une communauté. C., l'un des étudiants que j'ai interrogé, a été élu représentant des élèves pour deux quadrimestres; « Pour moi, c'est important que les étudiants du campus soient représentés, et leurs intérêts défendus. Je fais ceci bien sûr pour être au service des étudiants, mais aussi car ça peut m'apporter une expérience de leadership en vue d'un engagement professionnel futur. » Pour toutes ces raisons, le campus d'Utopia semble bien être déjà être en tant que programme éducatif une « sphère publique démocratique » à laquelle tous les étudiants participent, conformément à ce que Piñeros préconise dans son article.

### **3.2.2. Des étudiants reconnus comme personnes et comme sujets historiques, acteurs au sein de la société**

L'expérience du 'vivre-ensemble' du campus d'Utopia ne peut se reposer que sur des individus investis dans le projet, c'est-à-dire sur des *citoyens*. Nous allons justement voir ici comment le projet Utopia contribue, déjà avec succès selon nous, à former des hommes et des femmes qui se sentent reconnus comme tel et qui sont de fait capables d'être acteurs dans leur société comme citoyens colombiens.

#### ***Reconnaître la personne***

La reconnaissance de la personne et de son histoire qui lui est propre est le premier pas à faire avant même de considérer la question de la citoyenneté. En fonction de leurs histoires personnelles, tous les étudiants n'ont pas forcément le même besoin de reconnaissance, et ce sont souvent ceux qui ont le plus souffert de la violence qui en manifestent le besoin. Cela

s'est vérifié dans mon échantillon. P., déjà cité à plusieurs reprises, me déclare : « Je pense que la chose la plus importante que l'on nous apprend ici est cette 'essence', que la société est en train de perdre : c'est reconnaître l'autre comme être humain, comme être sensible, avec ses souffrances, ses expériences... Pour moi, c'est ça le plus important dans ce projet ; en toutes circonstances, la dignité humaine est au-dessus de tout. Au-dessus de tout. [...] Il y a tant de guerres qui ont marqué l'homme dans son histoire ; guerre pour ceci, guerre pour cela... [...] Mais en réalité il y a d'autres passions qui gouvernent l'être humain, il y a d'autres passions au-delà de cette violence, et c'est ceci que je retrouve dans le projet. » A., qui a également été très affecté par la violence, le dit en moins de mots : « Les professeurs et les frères lasalliens nous donnent la motivation ; ils nous montrent l'importance que chacun a dans la société. » Dans ces deux cas, et plus spécialement dans le premier, on repère cette importance d'être reconnu comme personne ; la prise de distance avec la zone d'origine et tous les problèmes qui pouvaient y être attachés aident de nombreux étudiants à mettre en perspective ce qu'ils ont pu vivre. Certains cas de résilience personnelle particulièrement marquants m'ont été rapportés par le frère Nestor Polania-Gonzalez, qui a vécu deux ans sur le campus et qui a beaucoup « écouté » sur place.

### ***Reconnaître les étudiants comme « sujets historiques »***

Le terme de « sujet historique » peut paraître ici surprenant. Il est cependant justifié. Nous avons cité en première partie Daniel Pécaut et le risque fataliste de considérer la violence comme nécessaire, et le temps comme un éternel recommencement semblable à ce que met en scène Gabriel Garcia-Marquez dans son célèbre roman, *Cent ans de solitude*. Cette vision circulaire de l'histoire, potentiellement tentante dans les zones les plus reculées qui n'ont guère connu que la violence, empêche, nous l'avons vu, l'individu de trouver quelque prise à saisir pour œuvrer au changement. Au sein du projet Utopia, le discours tenu va clairement à l'encontre de ce pessimisme ambiant. La conception du temps qui est mise en avant est par conséquent linéaire, en flèche ; on se projette dans le futur, à la lumière du passé, du vécu. Le sociologue colombien Rodriguez considère qu'une formation « citoyenne » des jeunes colombiens doit aller dans ce sens en évitant le risque de « supprimer le nécessaire dialogue entre présent, passé et futur, crucial dans la reconstruction de la temporalité historique. Valoriser excessivement le présent au détriment du passé et du futur peut contribuer à annuler la dimension temporelle, sans laquelle on peut difficilement parler de connaissance historique. » A ce titre, le discours d'accueil du recteur de l'ULS à la promotion entrante en 2012 fut particulièrement marqué à la fois par des références historiques et par des projections dans le futur. Il déclara ainsi : « Nous fêtons en ce moment le bicentenaire de l'indépendance de la Colombie. Tout comme la génération du centenaire a une

grande influence sur le développement du pays notamment via l'industrialisation et l'ouverture à l'international, en étant aussi la génération de grands hommes (Jorge Eliécer Gaitán), la génération du bicentenaire – la vôtre – a des responsabilités historiques vis-à-vis du pays. Après cinquante ans de conflit armé ininterrompu, plus que jamais la paix semble possible ; votre génération doit être celle qui construira cette paix, pour conduire la Colombie vers un avenir meilleur. » La place donnée aux considérations historique dès le mot d'accueil me semble tout à fait révélatrice de cette volonté d'échapper au temps circulaire, et de donner dès le début de sa scolarité les moyens à chaque jeune pour se donner une trajectoire, elle-même situable dans un contexte global, dans un défi plus grand (la « réinvention » de la Colombie agricole).

Mais puisqu'une conception du temps « en flèche » implique de relier l'expérience du présent au passé, la façon d'aborder la question de la violence, qui a souvent marqué durablement l'histoire de nombreux étudiants, est capitale. Piñeros (déjà citée) considère en effet qu'au moment de former des « sujets historiques », il est impératif que « soit reconnue la nécessité d'assumer l'expérience historique [de la violence]. » (Piñeros, 2011). En effet, comme l'explique elle-même Piñeros, « l'expérience de la violence en Colombie a naturellement tendance à être refoulée [...] Pourtant, il vaut la peine de se demander si la violence n'a pas pu être un aspect constitutif de la formation de la citoyenneté colombienne, en contribuant à construire des normes et des liens de solidarité reconnus et acceptés » (Piñeros, 2011). Ce que j'ai pu observer et écouter lors de mes deux mois sur le campus allait bien dans ce sens ; l'expérience de la violence qui a touché de nombreux étudiants, loin d'être évacuée ou au contraire dramatisée, est au contraire une réalité constitutive et 'inexpulsable' de l'identité du projet. M., l'un des étudiants de mon échantillon, m'a expliqué ceci de façon on ne peut plus claire, en relevant spontanément que l'un des moteurs du projet était « le fait que [presque] tous les étudiants d'Utopia partagent cette expérience de la violence, même si c'est de façon différente. » En tant qu'elle est l'une des raisons qui a amené ces jeunes à se rencontrer pour étudier l'agronomie sur le campus d'Utopia (le projet s'adressant aux jeunes des zones touchées par la violence), celle-ci est bien l'une des bases communes sur laquelle les étudiants, et le projet *in fine*, doivent se construire. Ainsi, ce thème de la violence, s'il n'en reste pas moins délicat, ne constitue pas un réel tabou sur le campus. La majorité des étudiants racontent « ce qui leur est arrivé » par le passé (ce qui m'a facilité la tâche). Pour une minorité, souvent ceux qui ont été exposés aux événements les plus durs, il est plus difficile d'en parler. L'un des étudiants de mon échantillon m'explique par exemple : « Ce qui m'est arrivé, la violence ? Ici, je n'en parle pas vraiment. Les autres ne savent pas en détail ce qui m'est arrivé. J'ai tout de même une bonne amie, une fille, avec qui je partage tout cela. » L'étudiant en question, qui se définit lui-même comme réservé, a tout de même pu trouver un interlocuteur sur le campus pour parler (chose importante s'il en est pour relire le passé...) ; il m'a aussi raconté toute son histoire de son plein gré... Pour ces raisons, il nous semble bien que le

campus Utopia est un « lieu de la parole », où l'expérience de la violence, commune à beaucoup d'étudiants, peut-être relue de façon apaisée ; reconnue comme constitutive des expériences individuelles, elle devient l'un des héritages et l'un des fondements de l'identité du projet.

### ***Contribuer à la formation de citoyens***

Le fait que le projet Utopia vise à former des citoyens est apparu en filigrane tout au long des dernières pages (notamment dans l'extrait du discours du recteur de l'ULS). Nous souhaitons y revenir rapidement, et expliquer que c'est grâce à ces deux « reconnaissances » de l'étudiant à la fois comme personne et comme sujet historique (préalables nécessaires pour envisager l'idée de citoyenneté) que l'on peut considérer que le projet Utopia est en train de réussir sa mission de contribuer à former des citoyens colombiens. Les références au politique, à la notion de responsabilité envers la collectivité (communautés, pays) sont nombreuses. Une autre intervention du recteur devant les étudiants, ayant eu lieu en mai 2012 sur le campus à l'occasion d'une réunion officielle en présence d'une haute fonctionnaire du Ministère de l'Agriculture, d'un représentant de l'ambassade de France et de plusieurs autres officiels, me semble particulièrement appropriée pour soutenir cet argument : « La 'Ley de Tierras' est à tous ! Vous, futurs cultivateurs, vous êtes tous concernés par ce que dit cette loi ! N'hésitez pas un instant à lire la 'Ley de Tierras' avec un regard critique, à comprendre de quoi elle relève, et à débattre de ce texte entre vous. » Ces quelques phrases, qui ne sont qu'un exemple parmi tant d'autres, concourent à responsabiliser les étudiants vis-à-vis du sujet, et les encouragent à se saisir du débat démocratique et à le disséminer là où il ne suscite encore guère que de l'indifférence. Cette volonté d'inclure les étudiants dans le « politique » les amène déjà à se sentir participants et responsables au sein de cette sphère publique colombienne ; comme l'explique Dewey (1992), « l'éducation peut fonctionner soit de manière à former des citoyens passifs et non disposés à courir des risques, soit à former des hommes et des femmes politisés et éduqués, préoccupés par l'établissement de la justice et de l'égalité dans la vie publique. » Le projet, on l'aura compris, se situe bien dans ce second cas. En ce sens nous pouvons conclure que le projet Utopia a *déjà* réussi son pari (et continue chaque jour à le réussir) de contribuer à la reconstruction de la citoyenneté ; il nous semble que cet achèvement ne pourra avoir qu'un impact positif sur le tissu rural colombien, quelle que soit la réussite des projets des étudiants.

### **3.3. Les étudiants, véritables porteurs de l'avenir du projet**

Pour achever notre mise en perspective du futur du projet Utopia et tenter de dire « tout ce que l'on peut aujourd'hui dire » sur l'avenir du projet, il nous semble qu'il faut considérer les étudiants comme les véritables porteurs du projet ; toutes les espérances des fondateurs sont en effet désormais placées en eux, et en leurs capacités futures à mobiliser leurs connaissances pour créer des projets productifs créateurs de valeur (dans tous les sens du terme). Aussi nous proposons nous dans cette partie de « déceler les germes d'avenir » que portent les étudiants participant au projet.

#### **3.3.1. 'E pluribus unum'**

##### *Des parcours et des expériences de vie très différenciés*

Nous avons déjà évoqué dans les parties précédentes le fait que les étudiants d'Utopia formaient le « visage » de la réalité rurale colombienne dans toute sa complexité. Nous avons jusqu'à présent surtout insisté sur les divers degrés d'exposition à la violence, et sur le multiculturalisme lié aux diverses origines géographiques. Cependant, de nombreuses facettes nous manquent encore pour saisir la diversité des parcours des étudiants lorsqu'ils arrivent dans le programme. Au cours de ma recherche et de toutes les discussions que j'ai pu avoir, j'ai essayé de dégager un « plus petit dénominateur commun » que puissent partager la quasi-totalité des étudiants (il y a toujours des exceptions !) ; l'un de ces « plus petits dénominateurs commun » que j'ai pu identifier, et qui dit à mon sens quelque chose d'intéressant sur le projet<sup>56</sup>, est que tous les étudiants savent monter à cheval. Je me suis exercé à poser quasi-systématiquement cette question à mes interlocuteurs et la réponse la plus fréquente que j'ai obtenue était de cet ordre: « Comment ? Bien sûr que je sais monter à cheval ! Je suis né sur un cheval tu sais ! ». En dehors de ce point commun que j'ai pu repérer chez tous les étudiants, j'ai pu constater la grande différence des expériences de vie, qui conduisent à des manières différentes d'appréhender le projet Utopia.

Le premier point qu'il faut souligner est que la grande majorité des étudiants ont déjà connu des expériences de travail très diverses lorsqu'ils arrivent et font de fait preuve d'une grande maturité dans leur rapport au travail. Dans mon échantillon, la moitié des étudiants ont travaillé plus d'un an entre leur sortie du secondaire et leur entrée à l'université. La totalité d'entre eux a travaillé à un moment ou un autre, le plus souvent après l'école pour aider les

---

<sup>56</sup> Cette réalité confirme par ailleurs que la quasi-totalité des étudiants sont d'origine rurale.

parents dans leur entreprise (agricole ou pas)<sup>57</sup>. Un quart des étudiants que j'ai interrogé ont du travailler très jeunes pour contribuer à la sécurité alimentaire de la famille. La diversité des expériences au sein même de l'échantillon est très importante. Nous l'avons vu, certains ont été réquisitionnés pour faire leur service ; dans l'échantillon que j'ai retenu, seul un étudiant a passé un an dans la police, à Bogota. M., originaire du département de Sucre, s'est investi dans la communauté chrétienne évangélique en travaillant comme professeur de religion dans un collège pendant deux ans. Ayant effectué des études de théologie il donnait, en parallèle de ses cours, des conférences pour lesquelles il était rémunéré. A., originaire du département d'Arauca, a travaillé jusqu'à 11 ans avec son père dans la finca ; lorsqu'il est rentré dans le secondaire, il a fait un prêt pour acheter une moto et était livreur de lait après les cours. Revendant sa moto après avoir obtenu son bachillerato, il a travaillé dans deux magasins (droguerie et marchand de motos) et occasionnellement dans une discothèque. J., originaire du Meta, a travaillé dès 12-13 ans tous les après-midis, week-ends et vacances comme ouvrier agricole pour contribuer aux dépenses familiales et être indépendant, et a par ailleurs fabriqué et vendu des produits d'artisanats depuis son plus jeune âge. Bien qu'ayant intégré le projet Utopia dès la fin de son secondaire, il a commencé à cultiver sous serre un millier de plants de teck sous serre dans l'optique de les revendre. On pourrait encore mentionner C., qui a opéré pendant deux ans comme chauffeur de taxi dans sa municipalité, ou P., qui a travaillé « depuis qu'il a des souvenirs » pour vendre des objets, de la nourriture, puis comme ouvrier agricole et serveur dans un bar. Sur un échantillon de douze élèves sélectionné au hasard, la diversité des expériences et des profils est très claire, et est selon nous cette fois-ci représentative de la diversité qui prévaut sur le campus d'Utopia ; les discussions informelles que j'ai pu avoir avec plusieurs dizaines d'étudiants m'ont bien révélé à quel point leurs parcours antérieurs à leur entrée à l'université étaient différenciés.

Le second point qu'il nous semble important de mettre en avant est le fait que les étudiants aient des proximités différentes avec le secteur agricole ; quand bien même la grande majorité des étudiants de mon échantillon (onze sur douze) sont d'origine rurale, cela ne veut pas pour autant dire qu'ils ont la même conception de l'agriculture et les mêmes connaissances. Nombreux sont ceux qui, originaires du llano où l'agriculture est beaucoup moins implantée que l'élevage, ont le 'sens paysan' mais de faibles connaissances en agriculture. A., a, par exemple, travaillé plus de deux ans dans l'achat/vente de vaches à viande, et m'explique : «J'ai la passion du bétail ; je connais tous les rudiments de l'élevage ; mise bat, marquage, soins, estimation de la valeur, etc.» Ses parents ayant une finca avec quelques cultures dans

---

<sup>57</sup> Ces chiffres (50% et 100%), quoique l'échantillon ne puisse être complètement représentatif, me semblent toutefois proches de la réalité, notamment en ce qui concerne le second. Mes discussions ultérieures avec tous les étudiants du campus corroborent ces ordres de grandeur.



lesquelles il a également travaillé, il avait tout de même quelques notions en arrivant, mais de ce qu'il sait aujourd'hui sur l'agriculture il en a « appris 99% à Utopia ». Beaucoup de jeunes sont dans ce cas ; ils ont de faibles connaissances, mais ont déjà un 'sens du terrain', dont nous avons dit qu'il était très apprécié des professeurs. D'autres étudiants, ayant travaillé dans la finca de leurs parents étant plus jeunes, s'apprêtaient à prendre des trajectoires les éloignant du secteur agricole lorsque s'est présenté le projet Utopia ; A. avait déjà effectué une première formation technique en gestion/comptabilité d'entreprise, et ne pensait pas revenir à l'agriculture après avoir travaillé à deux reprises dans des magasins. G., originaire du Casanare, m'explique : « A la fin de secondaire, je voulais initialement faire des études de mode. Mais il fallait aller à Baranquilla [côte caraïbe], et c'était trop cher. J'ai aussi pensé un temps à entrer dans l'armée. ». C., après deux ans comme chauffeur de taxi, m'avoue lors de l'entretien : « Lorsque j'ai postulé, j'étais surtout intéressé par la dimension 'leadership social' du projet (c'était surtout ce sujet que je voulais approfondir en reprenant des études), et moins par le côté agriculture. »<sup>58</sup> M., que nous avons déjà cité, avait quant à lui commencé des études de théologie après avoir étudié un an les sciences de la communication... D'autres étudiants, au contraire, ont toujours gardé un lien fort avec l'agriculture, comme c'est le cas de J., que nous avons cité plus haut. De tout ceci, il ressort que si les étudiants ont tous un lien (le plus souvent familial) avec la production agricole et/ou l'élevage, celui-ci n'est pas de la même 'intensité' au moment où ils entrent à Utopia, du fait notamment de leurs expériences d'études et de travail antérieures.

Tout ceci influe grandement sur la façon qu'ont les étudiants d'appréhender le projet ; selon nous, deux tendances se dessinent. Pour beaucoup de ceux qui sortent du secondaire, le projet Utopia est souvent vu comme une belle opportunité qui se présente pour pouvoir faire des études. M. est de ceux-ci : « J'avais regardé le programme d'agronomie proposée par l'Université Nationale de Bogota. Mais les examens d'entrée auraient été difficiles à passer et cela aurait été compliqué sur le plan financier, car je ne connaissais personne pour me loger à Bogota... » Pour certains (et pour notamment ceux qui ont travaillé et/ou ont souffert de la violence), si le fait que le projet leur offre l'opportunité de faire des études à un prix modéré est loin d'être négligeable, on ne saurait le réduire à cela : A. me déclare : « C'est une chance, une réelle chance que je sois arrivé sur ce programme. [...] La zone d'où je viens est actuellement très compliqué, et pouvoir s'en extraire dans ce lieu où je n'ai qu'à étudier, c'est une grande, grande chance. »

---

<sup>58</sup> Dans les entretiens auprès des 3<sup>ème</sup> année (première promotion entrée sur le campus), plusieurs m'ont fait part du fait qu'ils n'étaient pas tout à fait sûr que l'agriculture les intéresserait quand ils sont arrivés. La très forte insistance lors des dernières campagnes de sélection sur la « vocation nécessaire pour l'agriculture » des candidats a conduit à réduire ce phénomène.

### ***L'appropriation du projet par les étudiants, une grande réussite***

Si j'ai pu observer une grande diversité dans les expériences de vie des étudiants, dans la nature de leurs liens avec l'agriculture ou encore dans leurs façons d'aborder le projet, il n'en reste pas moins que j'ai relevé chez chacun d'entre eux une réelle appropriation de la vision initiale du projet Utopia.

Pour tester l'adéquation entre la représentation que les étudiants se font du projet avec la vision du fondateur, j'ai systématiquement demandé aux étudiants lors de mes entretiens d'expliquer dans leurs propres mots les objectifs du projet Utopia ; les réponses que j'ai obtenues ont été dans l'ensemble très homogènes, et proches de la vision 'officielle' du projet. De plus, et c'est certainement le point le plus important, j'ai relevé dans la totalité de mes entretiens que la méthodologie « Apprendre en faisant / Enseigner en démontrant », qui constitue la véritable colonne vertébrale pédagogique du projet, était largement plébiscitée par les étudiants. Les propos tenus par E. sont on ne peut plus clairs, et vont dans le sens de ce qu'on pu me dire tous les étudiants de l'échantillon : « La méthodologie 'Apprendre en faisant / Enseigner en démontrant' est pour moi excellente, excellente, excellente. Elle développe la capacité à résoudre les problèmes directement dans les champs ; elle ne forme pas un agronome de bureau, mais un agronome de terrain, qui connaît vraiment la réalité du terrain. C'est très différent de 'connaître' ou de 'savoir [ce qu'il faut faire]' ; on peut 'connaître' en lisant les livres, en se documentant ; on ne peut 'savoir', que lorsque l'on voit les choses en réalité, dans les cultures. » Le fait que le projet Utopia soit développé en zone rurale et en lien direct avec le terrain est considéré comme fondamental par tous les étudiants de l'échantillon ; les deux personnes qui m'avaient déclaré douter initialement de leur « vocation » pour l'agriculture sont elles-mêmes les premières à le dire. I. m'explique par exemple : « Après avoir passé deux ans à Utopia... le programme me fascine; je trouve cela passionnant d'apprendre toutes les fonctions vitales des plantes...[...] Quand je rentre chez moi en vacances, je passe mon temps dans les champs ! Je sème par ci, je sème par là... ». Cette méthodologie faisant « dialoguer » la théorie et la pratique porte réellement ses fruits ; les étudiants s'investissent avec plaisir dans leur ligne de production, au point qu'il n'est pas rare de les voir retourner dans les champs durant leurs temps libres. Tout ceci nous amène à conclure au fait que les étudiants « jouent bien le jeu », ce qui était absolument nécessaire pour que le projet puisse prendre forme comme le souhaitaient ses fondateurs. Le fait qu'ils s'investissent ainsi dans leur formation ne peut être que bénéfique : G., élève en début de 3<sup>ème</sup> année (première promotion), note que « les changements dans le groupe d'étudiants ont été importants sur les deux ans. De façon générale, tous sont devenus plus matures, plus

responsables ; ils ont gagné en aisance, notamment dans l'expression de leurs arguments et de leurs convictions. Ils sont devenus plus professionnels. » Ce constat, que j'ai recroisé en interrogeant d'autres 3<sup>ème</sup> années, ne pourrait certainement être dressé si les étudiants ne s'étaient pas approprié le projet dès ses débuts, comme cela a été le cas.

### **3.3.2. Aspirations et projets d'avenir : l'agriculture, et plus encore...**

Nous venons de voir qu'en dépit de la diversité de leurs parcours, les étudiants s'étaient approprié personnellement la vision du projet Utopia ; ceci est selon nous très important, car cela traduit la volonté de chacun d'entre eux de faire leur cette formation afin qu'elle puisse être un réel atout dans le développement de leurs projets.

#### ***Le projet productif, une projection pragmatique dans la zone d'origine***

Avant d'analyser la façon dont les étudiants envisagent la perspective du projet productif qui clôt leur scolarité, il nous semble important de mettre en avant le fait qu'ils témoignent presque tous dans les entretiens d'un réel attachement à leur zone d'origine<sup>59</sup>. Cet attachement est souvent exprimé de façon très spontanée [*« ¡Tengo la pasión a mi tierra ! »*], et s'explique surtout par l'importance des liens avec la famille/la communauté (amis, connaissances, etc.). Selon nous, le fait que le campus du projet Utopia soit relativement isolé de son environnement ne permet pas aux étudiants de s'enraciner, de se recréer des réseaux (ne serait-ce que pour se nourrir ou se loger) comme ils pourraient le faire s'ils étaient en ville. Durant les quatre ans du programme, ils vivent certes dans le Casanare mais n'ont guère d'occasion de sortir beaucoup plus loin que Yopal. Ceci contribue au fait de garder clair chez eux l'objectif de la formation, à savoir le fait de retourner dans la zone d'origine pour monter un projet productif. Il faut par ailleurs rappeler que prédomine le sentiment d'être « attendu » ; C. m'explique par exemple; « Lorsque je suis rentrée chez moi en décembre [mois de vacances pour tous les étudiants], ma tante et plusieurs de mes proches me demandaient déjà des conseils sur la conduite de leurs cultures... »; plusieurs étudiants de mon échantillon (G., A.) évoquent des faits similaires et me rappellent par ailleurs que dans leurs zones d'origine il y a une pénurie presque totale d'ingénieurs agronome (ils n'en ont jamais rencontré ou entendu parler). Le cas de M., originaire de la côte caribéenne, est un exemple intéressant d'étudiant « attendu » dans sa communauté : M., qui a été professeur de

---

<sup>59</sup> La zone d'origine étant considéré comme le lieu où vit la famille proche. Onze des douze étudiants disent explicitement leur attachement à cette zone, une seule personne ne reconnaît pas d'attaches très marquées.

religion et qui donnait des conférences dans sa région dans le cadre de son engagement au sein de l'église évangélique, m'explique : « Comme j'étais un 'jeune leader' et que je donnais des conférences, le maire de ma municipalité, ses adjoints et plusieurs autres personnes me connaissaient bien. Quand ils ont découvert l'opportunité que pourrait présenter le projet Utopia pour moi, ils m'ont dit 'nous avons besoin d'un leader pour le secteur agricole' et m'ont proposé de rejoindre le programme ; j'ai candidaté, et ai été sélectionné. [...] En retournant chez moi en décembre, beaucoup de personnes venaient me voir et me disaient : 'Eh, M., viens faire un tour dans ma parcelle, je voudrais avoir ton avis !' » Dans un tel cas, il semble assez clair que l'attente de la communauté soit réelle, et cela concourt à faciliter la projection de l'étudiant dans sa zone d'origine, conformément aux objectifs du projet Utopia. Si la demande latente des zones rurales en ingénieurs agronomes n'est pas toujours aussi bien 'formulée' que dans le cas de M., elle n'en reste pas moins perçue comme assez forte pour que les étudiants envisagent tout naturellement de rentrer chez eux.

Après avoir vu que la zone d'origine était le lieu vers lequel les étudiants se projetaient, nous pouvons en arriver au cœur du sujet, c'est-à-dire les projets productifs. Bien qu'il y ait encore des incertitudes, les étudiants de 3<sup>ème</sup> année, se projettent déjà activement dans leur projet personnel, dont ils travaillent les modalités avec l'aide des professeurs. E. déclare ainsi : « ceux qui sont encore présents<sup>60</sup> se sont vraiment appropriés la vision, la finalité du projet en se demandant 'que voulons-nous, nous ?' Déjà tous nous avons des objectifs clairs. Tout le monde [en 3<sup>ème</sup> année] ne travaille plus seulement pour réussir les examens mais surtout en vue de pouvoir mobiliser des savoirs qui seront utiles à l'heure de créer une entreprise. Moi ce qui me motive ici c'est le futur que je vais donner à mes enfants, c'est mon futur métier. » Au moment de l'étude, les étudiants de 3<sup>ème</sup> année travaillent depuis plusieurs mois à des 'business plans' et ont pour certains entamé leurs recherches de fonds. M., professeur d'économie agricole et spécialiste de l'entrepreneuriat rural<sup>61</sup> arrivé en mai 2012, m'explique : « De nombreux étudiants 'voient grand', et notre travail est d'assurer tout d'abord le fait qu'ils arriveront à vivre de leur production. [...] A part cela les projets



*E. prépare son projet productif (production d'ananas bio) en cultivant des ananas sur la finca du campus*

<sup>60</sup> Nous l'avons dit, la 1<sup>ère</sup> promotion (actuellement en 3<sup>ème</sup> année) a connu plus d'abandons que les deux suivantes, du fait de l'absence de repères pour réaliser la première sélection d'étudiants.

<sup>61</sup> M. a travaillé à la chambre d'agriculture de Bogota pour appuyer le développement de groupes de producteurs du département du Cundinamarca; il a ensuite travaillé dans un organisme de certification environnementale et a par ailleurs créé une entreprise de conseil dans le secteur agroalimentaire. Il a une grande expérience des associations de producteurs, coopératives, (etc.) et de leurs logiques.

sont assez homogènes dans leur niveau d'avancement. » Des étudiants de 3<sup>ème</sup> année que j'ai retenu dans mon échantillon, tous ont déjà fait des expérimentations dans leurs zones d'origines, lors de leur retour durant les vacances. M., originaire du Casanare, habite non loin de Yopal et m'explique : « Avec mon futur associé [étudiant dans la même promotion] nous nous rendons à tour de rôle tous les quinze jours sur nos parcelles de maïs pour voir comment cela pousse et faire les opérations nécessaires. C'est un vrai travail d'apprentissage, car contrairement à lorsque l'on est à l'université, il faut qu'on évalue tout le matériel dont on a besoin, et qui est parfois cher et/ou difficile à acquérir. Nous qui nous voyions déjà à la tête d'une multinationale, cela nous a remis les pieds sur terre ! [Rires] ».

Au vu de tout ceci, il nous semble clair que les étudiants les plus avancés dans le projet en 'personnalisent' la vision de façon pragmatique. Il nous semble par ailleurs important, pour mieux cerner la dynamique du projet productif, de donner quelques éléments sur la conception de l'agriculture observée dans l'échantillon ; si la part des étudiants exprimant spontanément leur volonté de miser sur la qualité (certification environnementale, agriculture biologique) est significative, mais non majoritaire (41% dans l'échantillon), tous font montre d'un intérêt marqué pour l'agro-écologie, pratique culturale qui est pour eux synonyme de qualité sur du minifundio. La réponse de C. est à ce titre représentative de ce que j'ai pu entendre dans la grande majorité des entretiens : « Il est aujourd'hui nécessaire d'avoir une perception holistique de la gestion des agro-écosystèmes. Il n'y a pas d'agriculture sans écologie, et vice-versa. » Nous ne pensons pas que cette constatation implique que tous les étudiants appliqueront à la lettre et immédiatement tous les préceptes de l'agro-écologie dans leurs projets productifs ; il est fort vraisemblable que pour la majorité d'entre eux, la gestion des cultures soit mixte, à l'image de celle pratiquée sur la ferme du campus, et ce afin de limiter le risque de pertes excessives surtout lors des premières années. Dans ce cas de figure, un recours maximal aux services environnementaux (lutte biologique, mycorhizes) s'allie avec l'application minimale et localisée d'intrants chimiques.

### ***La production agricole...et avec ceci ? Vers un développement rural intégral.***

Si les étudiants sont le futur du projet, cela implique que plus que d'être de simples producteurs, ils puissent être à l'avenir des acteurs de la transformation des zones rurales. Nous avons jusqu'à présent envisagé leurs perspectives en tant que producteurs de denrées agricoles (premier axe du projet Utopia) ; pour conclure notre réflexion, il nous faut inmanquablement aborder la dimension socio-politique (second axe du projet), et voir quels 'germes' portent en eux les étudiants sur ce plan.

Le discours des étudiants lorsqu'ils se réfèrent à leur projet productif, et plus généralement lorsqu'ils définissent les contours de leur « travail idéal », est immanquablement marqué par l'engagement social et la volonté de réaliser un projet qui bénéficie à la communauté. Comment savoir ce qu'il pourra en être en réalité sur le terrain ? Combien de temps faudra-t-il pour que les étudiants puissent sortir de leur 'chrysalide' de simples producteurs pour se métamorphoser en leaders capables d'entraîner dans le changement leurs communautés ? Sauront-ils seulement le faire ? Pour obtenir des éléments de réponse à ces questions, il nous semble que même l'analyse la plus fine du discours des étudiants ne saurait conclure quoi que ce soit ; c'est l'avis des professeurs, et surtout de M., cité ci-dessus, qui nous permet de mettre en perspective ce potentiel des étudiants (espéré). M. a en effet travaillé en appui à de nombreux groupes de producteurs/coopératives et a donc une bonne connaissance de ce milieu. Il me déclare : « en ce qui concerne le leadership, le profil des étudiants me semble bien correspondre à ce qui manque dans les zones rurales. Ils ont pour la plupart déjà la maturité et les compétences nécessaires pour travailler dans des groupes de producteurs, des coopératives, etc. Je pense que dans les organisations où ils travailleront, ils seront particulièrement aptes à repérer les opportunités à saisir ; c'est une carence que j'ai souvent remarquée dans ce type d'organisation. » En ce sens, et si l'on se réfère à l'expérience de ce professeur, le projet Utopia semblerait être sur la bonne voie dans la mesure où les futurs diplômés disposent déjà de compétences qui dépassent le pur champ technique. Nous avons déjà soulevé la question du temps nécessaire pour que les étudiants puissent « éclore » au sein de leur communauté une fois assurée la viabilité de leur projet personnel assurée. Selon M. « il faudra peut-être compter deux ans, trois ans en moyenne pour que les étudiants commencent à avoir de l'influence. Ici en Colombie, les paysans ne croient que ce qu'ils voient. Si un paysan voit que son voisin a espacé de trois mètres plutôt que de cinq ses plants de cacao, et que ça a très bien marché, il ne tardera pas à l'imiter. Par contre, on peut toujours lui montrer les articles scientifiques en lui disant qu'il vaut mieux semer à trois mètres ; s'il en a pas la preuve tangible, il ne changera pas. C'est quelque chose que j'ai très fréquemment observé dans mes expériences antérieures. » La première forme assez 'basique' d'entraînement de la communauté vers des meilleures pratiques pourrait donc arriver assez rapidement, si les étudiants ont cet esprit de démonstration, ce qui semble être le cas. Nombre d'entre eux, et notamment ceux qui viennent de zones d'élevage / d'extraction pétrolière, l'expriment clairement ; A. par exemple, veut « prouver que l'on peut cultiver les terres du Vichada ». M., préoccupé par les effets d'éviction de l'industrie pétrolière sur le secteur agricole, veut « faire la démonstration qu'on peut être entrepreneur [là où les pétrolières embauchent à court terme], avoir un travail valorisant et rentable en se consacrant à

l'agriculture. » Ce souci de la recherche participative et du transfert de technologies, qui est le pendant logique de la pédagogie « Apprendre en faisant / Enseigner en démontrant », est très marqué chez l'ensemble des jeunes de mon échantillon, et je l'ai retrouvé dans de nombreux échanges informels sur le campus.

Mais nous touchons ici à ce qui nous semble être l'un des points les plus importants lorsqu'il s'agit de déceler les 'germes' de l'avenir du projet dans les trajectoires des étudiants. En effet, il s'est dégagé dans tous les entretiens que les étudiants éprouvaient, chacun à leur manière, une réelle *gratitude*. Celle-ci s'exprime à des degrés divers et de façon différente selon l'histoire de l'étudiant, mais elle est selon nous certainement l'une des forces motrices du projet Utopia, et cette force est bien impulsée par les étudiants eux-mêmes. Outre le cas de P., dont nous avons expliqué plus haut la grande reconnaissance dans le fait d'être reconnu comme personne après avoir souffert du conflit et d'une grande pauvreté, nous pouvons citer le cas d'A., originaire du Vichada. Jusqu'à 11 ans, il a vécu à 5h de route du collège le plus proche ; son enfance a donc surtout consisté à aider son père dans les travaux agricoles/d'élevage, en restant relativement isolé du monde (rappelons que la densité de population du Vichada est de 0,53 hab./km<sup>2</sup>). Ce n'est donc qu'à 11 ans qu'il est arrivé à l'école sans savoir lire ni écrire, se retrouvant dans une classe d'enfants deux fois moins âgés que lui. Il m'explique la suite : « Mon professeur du collège m'a pris sous son aile. Il a vu que je progressais assez vite, et m'a permis de rattraper tout mon retard pour passer mon baccalauréat à 18 ans ! J'ai été le meilleur élève de mon établissement à l'examen. » C'est par l'intermédiaire de ce professeur qu'il aura connaissance du projet Utopia, et il lui faudra deux jours de trajet pour rejoindre le lieu de convocation pour la sélection le plus proche. Ses parents, ayant reçu une éducation très basique, ne comprennent pas l'intérêt de faire des études mais ne l'en empêchent pas pour autant. Un an après avoir intégré le programme, il me déclare : « Ici à Utopia, je revisite tout ce que j'ai fait dans mon enfance [lorsqu'il travaillait dans les champs]; avant, je ne savais pas comment fonctionnait une plante, et maintenant apprendre tout ça... ça me passionne ! Une plante est presque plus intelligente qu'un être humain quand on voit la quantité de stimulus à laquelle elle peut répondre ! » Rien ne laissait présager qu'A. puisse poursuivre aussi loin ses études ; entrée au collège tardive, offre d'études supérieures quasi-inexistante dans le Vichada, très faibles ressources familiales. Il perçoit le fait de s'être vu proposer une formation d'ingénieur agronome à un prix très accessible comme une véritable chance ; il est conscient de cette chance, et s'en sent *redevable*. Ce sentiment de redevabilité se traduit de façon très concrète dans la projection personnelle d'A., et notamment par la volonté de contribuer au transfert de connaissance/à la 'conscientisation' dans sa zone d'origine, auprès des personnes de sa communauté.

Nous entrevoyons dans les cas de P. et de A. que les étudiants ont chacun, en fonction de leurs histoires personnelles, leurs raisons d'exprimer une gratitude envers le projet (enfance marquée par le conflit pour le premier, accès à l'éducation très tardive pour le second). Un point d'unité nous semble cependant rapprocher les douze étudiants de l'échantillon lorsqu'il s'agit de mettre en évidence l'existence de cette gratitude. En effet, lorsqu'était abordée lors des entretiens la question « Quels sont les principaux leviers à actionner pour favoriser le développement de ta zone d'origine ? », tous les étudiants ont cité l'éducation comme priorité. Bénéficiant eux-mêmes d'une éducation de qualité, ils (re)découvrent, à la manière d'A., les carences éducatives qu'ils avaient connues jusqu'alors – et qui sont celles de leur entourage proche, de leurs anciens camarades de classe. Il nous semble que le fait qu'ils identifient tous l'éducation comme levier prioritaire de développement « dit quelque chose » de non négligeable sur la perception qu'ils se font du projet Utopia et de ce qu'il peut leur apporter. Selon nous, si les étudiants ne ressentaient pas cette gratitude à l'égard du projet Utopia, l'éducation et l'idée de transmission ne seraient certainement pas autant mise en avant lorsqu'il s'agirait de repérer les leviers de développement. Quand les étudiants évoquent les caractéristiques de ce qui serait leur travail idéal, que nous considérons intéressantes à analyser pour sonder leurs motivations profondes, certains mots-clé apparaissent très fréquemment : transfert de technologie, transmission de la connaissance, formation professionnelle, conscientisation... Le cas de G. est à ce titre parfaitement emblématique lorsqu'elle me déclare que « les paysans ne savent pas vraiment travailler la terre. Il leur manque des connaissances en recherche, pour analyser les sols, pour prendre les bonnes décisions. Ils font les choses sans savoir ce qu'ils font, sans comprendre, fautes d'études. Il y a beaucoup de personnes qui ont l'impression de perdre leur temps à l'école ou à l'université et qui préfèrent aller travailler pour gagner de l'argent. Mais cela ne leur permet pas d'avoir les compétences nécessaires pour ensuite mener leurs propres projets. » Comme on peut s'en douter ici, l'objectif social premier de G. est de contribuer à amener les paysans de sa communauté à progresser dans la conscientisation de leurs pratiques, au même titre qu'elle peut 'conscientiser' lors de ses études sur le campus d'Utopia (nous reprenons ici le concept de 'conscientisation', développé par le pédagogue brésilien Paulo Freire). Cette mise en avant par les étudiants de la thématique éducative comme levier prioritaire de développement et leur volonté d'y contribuer est selon nous signe de leur ambition d'être porteurs d'un développement rural intégral, non strictement focalisé sur la production agricole.

En définitive, et tout en gardant en mémoire les incertitudes irréductibles que nous évoquons au début de cette troisième partie, il nous semble que cette dynamique de gratitude-



redevabilité qu'est capable de générer aujourd'hui le projet chez les étudiants est le 'germe' le plus prometteur de son impact espéré sur le long-terme dans les zones rurales colombiennes en termes de développement rural. C., professeur sur le campus depuis les débuts, résume notre propos en déclarant à la fin de l'entretien que j'ai eu avec lui ; « la gratitude qu'ont aujourd'hui les étudiants, perceptible dans les rapports humains sur le campus, je suis convaincu qu'ils la projeteront dans leurs zones rurales d'origine. »

# Conclusion générale

Comme nous l'avons vu tout au long de cette étude, le défi du développement rural est d'une complexité toute particulière en Colombie. A l'issue de notre réflexion et bien qu'il soit aujourd'hui encore trop tôt pour mesurer l'impact effectif du projet Utopia, il faut souligner que de nombreux éléments semblent corroborer le fait que celui-ci est en bonne voie pour remplir ses objectifs, et ce en dépit des incertitudes qui continuent à peser sur son avenir ; les entretiens mettent en évidence une appropriation de la vision et des méthodes de travail par les étudiants, un investissement des professeurs et des équipes de l'ULS, et surtout un intérêt manifesté par les pouvoirs publics pour le caractère novateur (et prometteur) de l'initiative. Nous avons repéré, tout au long de cette étude, plusieurs facteurs pouvant expliquer le succès actuel de l'initiative Utopia ;

- Impulsion donnée par une personne capable de donner une vision et de porter le projet aussi bien en interne qu'en externe ;
- Analyse approfondie des initiatives innovantes déjà menées en Amérique Latine (EARTH, Zamorano) au moment de la construction du programme universitaire, coopération Sud-Sud permettant de se passer des conseils parfois paternalistes des pays du Nord ;
- Construction du campus en zone rurale afin que les étudiants gardent un contact permanent avec la pratique agricole et soient opérationnels une fois diplômés ;
- Organisation, avec des partenaires locaux, de sessions de sélection dans les zones rurales afin de toucher les populations rurales les plus pauvres ;
- Définition d'une stratégie de fund-raising pour assurer aussi vite que possible la viabilité financière du projet ;
- Développement des relations publiques afin de faire connaître le projet, aussi bien auprès du secteur public que secteur privé.

Le projet Utopia n'accueille certes que soixante-cinq étudiants par an actuellement, ce qui est peu au regard du défi de développement auquel est confronté la Colombie ; l'ULS mise en revanche sur la qualité, suivant ainsi les recommandations de la Banque Mondiale : « l'impact le plus profond et durable d'un conflit sur l'éducation concerne le plus souvent davantage la qualité que l'accès [à l'éducation]. La détérioration de la qualité représente l'un des défis majeurs de la reconstruction, et devrait être prise en considération de façon prioritaire. » (Banque Mondiale, 2005). Dans ce contexte de situation post-conflit, qui caractérise bien les

espaces ruraux colombiens, il faut également souligner que l'éducation que les étudiants reçoivent constituera pour les étudiants un actif « portable » d'une grande valeur, que personne ne pourra leur subtiliser. En ce sens, plusieurs travaux ont mis en évidence le fait que dans des zones touchées par des conflits (on espère bien entendu que la Colombie en sera exempte à l'avenir), les personnes les plus éduquées sont généralement plus résilientes, et plus capables de mobiliser différentes ressources pour se reconstruire et entraîner de l'avant leurs proches et leurs communautés (Bird, Higgins & McKay, 2011). En ce sens, il est clair que le défi de l'éducation des population rurales doit avoir toute sa place dans la reconstruction et la réorganisation des espaces ruraux colombiens ; si le secteur privé a un rôle moteur à jouer pour montrer qu'il est possible d'ouvrir des voies de « conversion » des formations en agriculture et développement rural (chose que le projet Utopia accomplit admirablement en Colombie), le passage de la simple manifestation d'un enthousiasme par les pouvoirs publics à la définition et à la mise en place d'une stratégie volontariste à l'échelle nationale s'inspirant des bonnes initiatives fonctionnant déjà semble tout autant nécessaire pour prendre à bras le corps le problème du développement rural et le résoudre à long-terme.

Si telles sont les conclusions de la présente étude, il convient de rappeler une dernière fois que celle-ci ne peut en aucun cas prétendre à l'exhaustivité, ni à avoir dit le « dernier mot » sur le projet Utopia. Il est plusieurs éléments que j'aurais aimé approfondir dans le cadre de ma recherche mais que je n'ai finalement pas pu traiter, faute de temps. Ainsi, je n'ai pu rencontrer que relativement peu de parties prenantes extérieures au projet; avec plus de temps, j'aurais volontiers contacté fédérations de producteurs, syndicats agricoles, chargés de mission en développement rural, centres de recherches en agronomie, fonctionnaires du ministère de l'Agriculture colombien, etc. Une meilleure compréhension des enjeux de ces acteurs extérieurs serait bien entendu bienvenue pour préciser la compréhension du contexte du projet Utopia. Enfin, j'ai manqué de temps pour pouvoir me rendre chez les familles des étudiants, ce qui m'aurait sans doute aidé à mettre en perspective avec davantage de pertinence les « récits de vie » que j'ai recueilli au cours de mes entretiens. Pour toutes ces raisons, la présente étude ne peut être considérée comme *définitive* ; le projet Utopia lui-même continue à « vivre », et un examen attentif de ses difficultés et de ses réussites futures sera certainement l'exercice le plus pertinent à faire pour réinterroger les conclusions de la présente étude.

Beauvais, France, le 21 juin 2012.

# Bibliographie

## Livres et rapports

- Andrews Keith L. (2004), *The deep change process in Zamorano: 1997-2002 – A case study*, FAO & UNESCO, International Institute for Educational Planning (IIEP).  
<http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001360/136069e.pdf>
- Bertaux Daniel (1996), *Le Récit de vie*, Armand Colin, Paris, 3<sup>e</sup> ed. 2010.
- AFD (2008), *Amartya Sen : un économiste du développement ?*, sous la direction de Valérie Reboud.  
<http://www.proparco.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Archives/Notes-et-documents/30-notes-documents.pdf>
- Banque Mondiale (2005), *Reshaping the future : education and postconflict reconstruction*.  
<http://reliefweb.int/report/world/reshaping-future-education-and-postconflict-reconstruction>
- FAO (2002), *Agriculture mondiale : horizon 2015-2030*.  
<http://www.fao.org/docrep/004/Y3557F/Y3557F00.HTM>
- FAO & UNESCO IIEP (2003), coordonné par Gasperini Lavinia & Atchoarena David, *Education for rural development : towards new policy responses*. www
- D.Aker & L.Gasperini, (2009) *Education for Rural People, The role of Education, Training and Capacity Development in Poverty Reduction and Food Security*.  
<http://www.fao.org/docrep/012/i0760e/i0760e00.htm>
- PNUE (2011), *Oil palm plantations: threats and opportunities for tropical ecosystems*, Global Environmental Alert Service.  
[http://www.unep.org/pdf/Dec\\_11\\_Palm\\_Plantations.pdf](http://www.unep.org/pdf/Dec_11_Palm_Plantations.pdf)
- PNUD (2011), *Colombia rural : razones para la esperanza*. Informe Nacional de Desarrollo Humano 2011. Bogota : INDH PNUD, 2011.  
[http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CDEQFjAA&url=http%3A%2F%2Fpnudcolombia.org%2Findh2011%2F&ei=P5-yUMjnCo-Shgfl\\_4GoDQ&usg=AFQjCNFZR2A-TpVjd6qcaNmjQkW\\_y2v9VA](http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CDEQFjAA&url=http%3A%2F%2Fpnudcolombia.org%2Findh2011%2F&ei=P5-yUMjnCo-Shgfl_4GoDQ&usg=AFQjCNFZR2A-TpVjd6qcaNmjQkW_y2v9VA)
- Reyes Posada Alejandro (2009), *Guerreros y campesinos : el despojo de la tierra en Colombia*, Editorial Norma, 2009.

## Articles

- Béaud Stéphane (1996), « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », *Politix*, Vol. 9, N°35, pp. 226-257.
- Bird Kate, Higgins Kate, McKay Andy, « Education and resilience in conflict- and insecurity-affected Northern Uganda », *Chronic Poverty Research Center – Working Paper*, N°215, Juillet 2011.  
<http://www.chronicpoverty.org/publications/details/education-and-resilience-in-conflict-and-insecurity-affected-northern-uganda>
- De Schutter Olivier (2010), Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Assemblée Générale des Nations Unies, 20 déc. 2010.
- Echandia Camilo & Gutkind Asher (2012) « Colombie : évolution du conflit armé à partir de l'analyse de la territorialité et des stratégies des FARC (1990-2011) », *Problèmes d'Amérique Latine*, N°83, pp. 101-116.

- Franco Angélica, De los Ríos Ignacio (2011). « Reforma agraria en Colombia: evolución histórica del concepto. Hacia un enfoque integral actual. » *Cuad. Desarro. Rural*. 8 (67): 93-119.
- Gomez-Restrepo Carlos, « La misión lasallista en América latina y el Caribe: un desafío pleno de esperanza », *Conhecimento & Diversidade*, Niterói, juillet-décembre 2010, N°4, pp.108–147
- Pécaut Daniel (2003) « Crisis y construcción de lo público », *Violencia y política en Colombia. Elementos de reflexión (Cali: Hombre Nuevo Editores-Universidad del Valle)*.
- Pécaut Daniel (2012), « Brouillage de l'opposition « ami-ennemi » et « banalisation » des pratiques d'atrocité. à propos des phénomènes récents de violence en Colombie », *Problèmes d'Amérique Latine*, N°83, pp. 9-32.
- Piñeros Sonia (2006), « La experiencia de la violencia en Colombia : apuntes para pensar la formación ciudadana », Universidad Pedagógica Nacional (Colombia).
- Rodríguez, José ( 2004), « Rutas pedagógicas de la historia en la educación básica de Bogotá » Bogotá: Universidad Nacional de Colombia-Programa RED-Instituto de Investigación Educativa y Desarrollo Pedagógico IDEP.
- Salazar Trujillo Boris & Lager Elisabeth (2012), « Conflit et contre-révolution en Colombie : une hypothèse », *Problèmes d'Amérique Latine*, N°83, pp.33-48.
- Veith Blandine (2004), « De la portée des récits de vie dans l'analyse des processus globaux », *Bulletin de méthodologie sociologique*, vol. 84, p. 49-61.

# Annexes

## Carte politique de la Colombie



## 2. Tableau récapitulatif des entretiens avec les étudiants

	S e x e	Â g e	A n n é e	Dprmt origine	Expérience(s) antérieure(s) à Utopia	Impact du conflit armé/ de la violence	Attachement à la zone d'origine et perception de son potentiel agricole	Projet productif et social
J	M	18	2 <sup>e</sup>	Meta / Cundina- marca	Travail régulier comme ouvrier agricole à partir de 13 ans les après-midis en sortant de l'école, vente de plants de teck cultivés en serre, confection et vente d'objets d'artisanats, animation et aide aux devoirs dans un collège.	+	+++	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Productif</i> : Dans le département du Meta, allier production biologique de fruits à maturité longue (agrumes, goyaves, mangostinos) avec élevage bovin, et production de bois ligneux.</li> <li>- <i>Social</i> : Inclure des personnes vulnérables. Sentiment de responsabilité vis-à-vis des communautés rurales. Affirmation de la nécessité d'avoir un engagement politique. Très fort intérêt pour le leadership social.</li> </ul>
C	M	23	3 <sup>e</sup>	Meta	Gestion de l'élevage de poulets familial lors du primaire/secondaire, chauffeur de taxi pendant 2 ans à la sortie du secondaire. Finca familiale extorquée par les paramilitaires au début des années 2000.	++	+++	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Productif</i> : Production de yuca et maîtrise des premiers stades industriels de transformation pour capter de la valeur ajoutée. Commercialisation des produits finis.</li> <li>- <i>Social</i> : Sentiment de responsabilité vis-à-vis des communautés rurales. Affirmation de la nécessité d'avoir un engagement politique. Très fort intérêt pour le leadership social.</li> </ul>
M	M	20	3 <sup>e</sup>	Casanare	Subit l'assassinat d'un parent dans les années 2000 et connaît un déplacement forcé temporaire. Travail pour amener des ressources au foyer. Arrivée en sortie de secondaire à Utopia.	++++	+++	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Productif</i> : Production de maïs dans le département du Casanare (tout est importé). Identification de plus de 24 clients potentiels, tests sur 2ha en cours. Possibilité de réorienter le projet si le TLC rend complexe la production de maïs. Plusieurs pistes à l'étude.</li> <li>- <i>Social</i> : Sentiment de redevabilité exprimé vis-à-vis de la communauté paysanne, des proches. Forme d'entreprise classique envisagée dans un premier temps.</li> </ul>
C	F	21	2 <sup>e</sup>	Meta	Travail d'un an dans une entreprise de livraison à la sortie du secondaire, puis début de formation technique en sciences de l'environnement.	++	+	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Productif</i> : Production d'une boisson à base de yuca (comparable à une boisson lactée) en intégrant la chaîne de valeur depuis la production jusqu'à la commercialisation.</li> <li>- <i>Social</i> : Perception très négative de la politique. Volonté de s'investir pour « aider les autres » notamment via le transfert de connaissances. Goût pour l'extension rurale et la recherche.</li> </ul>
A	M	21	2 <sup>e</sup>	Vichada	Entre à l'école à 11 ans après avoir travaillé dans les champs avec son père; vendeur de lait durant le secondaire; meilleur élève de son établissement en fin de secondaire; travail dans une discothèque; études en administration puis travail dans deux magasins.	+	+++	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Productif</i> : Production de canne à sucre et/ou des fruits. Volonté de montrer que l'agriculture est possible sur des sols pauvres.</li> <li>- <i>Social</i> : Importance de la transmission du savoir, de l'éducation. Perception positive du « vrai » engagement politique, qu'il considère être la chose la plus rare en Colombie. Ambition de leadership social.</li> </ul>

M	M	21	2 <sup>e</sup>	Sucre	Elève aux bons résultats, commence à étudier la théologie en fin de secondaire, courtes études en communication (Bogota) puis en soins infirmiers. Travail de professeur de religion dans sa communauté évangélique ; donne des conférences.	+	+++	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Productif</i> : Créer un groupement de producteurs de la côte et du Meta pour promouvoir les imports/exports entre les deux départements.</li> <li>- <i>Social</i> : Volonté d'inclure à terme la communauté dans le projet. Goût pour l'engagement politique, évoque la possibilité de s'engager au niveau local avec un mandat.</li> </ul>
P	M	25	2 <sup>e</sup>	Vichada	Entre à l'école à 8 ans dans un contexte familial très difficile (père ayant abandonné la famille) marqué par la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Est déplacé durant un an au plus fort des conflits. Travaille dès son plus jeune âge ; vente d'objets divers, travail comme ouvrier agricole, serveur de bar, etc.	++++	+++	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Productif</i> : Produire et transformer du yuca, limiter les déchets de production agricole. Projet encore flou.</li> <li>- <i>Social</i> : Très forte insistance sur le volet social. Volonté très ancrée de produire de la nourriture à un prix accessible (à mettre en parallèle avec l'histoire personnelle) pour les habitants du Vichada.</li> </ul>
I	F	21	3 <sup>e</sup>	Arauca	Entre à l'école à 4 ans, et suit le cycle primaire/secondaire jusqu'à ses 18 ans, rentre directement à Utopia. A une fille de 5 ans, perte d'un parent en 2009.	++++	+++	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Productif</i> : Production de fruits de la passion certifiés sur le plan environnemental. Commercialisation en frais avant d'envisager la transformation (pulpe, concentré, huile, etc.)</li> <li>- <i>Social</i> : Volonté à terme de coupler un projet social à son projet d'entreprise ; faire de la formation/capacitation pour favoriser l'entrepreneuriat rural dans sa zone d'origine.</li> </ul>
G	F	20	3 <sup>e</sup>	Boyaca / Casanare	Entre à l'école à 4 ans, travaille tous les après-midis dans la laiterie familiale durant toute sa scolarité. Intègre le programme dès la fin du secondaire, n'aurait pas réellement eu les ressources nécessaires pour aller étudier autre part.	+	+++	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Productif</i> : Production biologique de plantes aromatiques. Projet d'achat de terres soutenu par la municipalité.</li> <li>- <i>Social</i> : Volonté d'inclure les personnes vulnérables (et plus spécialement les personnes âgées) dans le projet. Volonté de contribuer à ce que les paysans « conscientisent » davantage leur action, c'est-à-dire qu'ils comprennent ce qu'ils font et ce pourquoi ils le font.</li> </ul>
E	M	21	3 <sup>e</sup>	Casanare	Entre à l'école à 6 ans, suit le cycle primaire/secondaire et arrive directement dans le programme. Travail à la finca avec les parents avant d'être déplacés (paramilitaires) ; la finca est vendue à un très bas prix.	+++	+++	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Productif</i> : Production biologique d'ananas, extraction et commercialisation de la pulpe sous forme fraîche, congelée ou déshydratée. Tests en cours sur une petite parcelle de 1200m<sup>2</sup>. Projet d'acheter des terres pour augmenter la production.</li> <li>- <i>Social</i> : Marque son attachement au leadership social, peu de détails précis sur la façon de l'inclure dans le projet.</li> </ul>
A	M	23	3 <sup>e</sup>	Cesar / Arauca	Entre à l'école à 6 ans. Fuit son village natal à 8 ans avec l'arrivée des paramilitaires. 3 ans à Valledupar, capitale du département du Cesar où il travaille après l'école. Puis arrivée en Arauca, trois ans de travail à plein temps en agriculture/bétail.	++++	+++	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Productif</i> : Cultiver du yuca et récupérer les feuilles des plants (non valorisées actuellement) pour en faire de l'ensilage destiné aux éleveurs : lors de la saison sèche, ceux-ci sont contraints de vendre des vaches 'maigres', qui rapportent moins.</li> <li>- <i>Social</i> : Volonté de faire bénéficier la communauté de ce qu'il aura appris à Utopia ; importance du transfert de connaissance.</li> </ul>
A	M	20	2 <sup>e</sup>	Meta	Arrive dans le département du Meta à quatre ans. Suit toute sa scolarité dans le même village sous commandement FARC. Travail agricole (dont coca). Fortes violences avec l'arrivée de l'armée et des paramilitaires.	++++	+++	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Productif</i> : Produire du cacao en misant sur la qualité et la sélection des grains (en Colombie, la majorité des grains sont mélangés à l'issue des récoltes).</li> <li>- <i>Social</i> : Monter un groupement de producteurs dans sa zone d'origine fortement affecté par les déplacements de population et le conflit.</li> </ul>



### 3. Méthodologie détaillée du guide d'entretien étudiants

Comme on pourra le constater par la suite, j'ai décidé d'adopter une approche qualitative plutôt que quantitative pour collecter et analyser les « données » auprès des étudiants. La diversité de leurs expériences et l'unicité de leurs trajectoires personnelles me semblaient trop affirmées pour qu'une collecte de données sous forme quantitative puisse en rendre compte sans occulter des points importants, difficilement « quantifiables » car éminemment « humains » (impact du conflit armé sur la façon de se projeter par exemple). Dans cette perspective, ce sont donc les outils de l'ethnographie que j'ai privilégié, plutôt que les outils statistiques. Pouvoir utiliser ces outils requérait de créer un climat de confiance avec les étudiants, ce que mon long séjour m'a permis de faire<sup>62</sup>.

Souhaitant me baser sur la méthode du récit de vie, la façon la plus logique d'aborder mes entretiens avec les étudiants a été de prendre les choses dans l'ordre chronologique. Plutôt que d'opter pour des entretiens libres, j'ai assez naturellement choisi de conduire des entretiens semi-directifs afin de pouvoir comparer les différents points de vue tout en laissant aux étudiants une certaine liberté pour exprimer ce qui leur semblait intéressant.

J'ai défini une structure d'entretien fixe, se composant de trois parties chronologiques. Suivant cette idée que les élèves se situaient sur une « trajectoire » de vie dans laquelle s'insérait leur participation au projet, il m'a semblé primordial de reconstituer cette trame pour comprendre au mieux les motivations profondes des étudiants et leur façon de se projeter. Aussi la première partie traite-t-elle avant tout du passé et des expériences antérieures des étudiants. Au début, je posais les premières questions de cette première partie indépendamment, et j'ai rapidement regroupé les quatre premières (en vert) en une seule, plus large et plus ouverte, en demandant à l'étudiant de me raconter « sa vie, depuis sa naissance jusqu'à son arrivée sur le campus d'Utopia. » Ceci me permettait de laisser venir les choses plus librement, au besoin en demandant des précisions à l'étudiant au cours de son récit. La seconde partie, consacrée à l'expérience du projet des étudiants, a peu changé lors des entretiens, et j'y ai ajouté une série de « questions-réactions » afin de sonder les étudiants sur des questions de société thèmes diverses (en rouge dans le questionnaire). Cet ajout a été bénéfique et m'a permis de mieux cerner leur connaissance et leur degré d'intérêt pour des

---

<sup>62</sup> Une doctorante colombienne de l'ULS de passage sur le campus pour réaliser des entretiens avec les étudiants m'avait confié qu'elle avait du mal à recueillir des informations... Il semblerait bien que le fait de m'être installé pendant deux mois m'a permis de collecter des données de qualité.

thèmes connexes à leurs études. La troisième partie a pour objectif d'ouvrir sur le futur, et aborde les projets et désirs des étudiants en ce qui concerne leur avenir professionnel et personnel. Je n'ai pas eu à apporter de modifications à cette dernière partie au fil des entretiens.

Les entretiens ont tous duré entre 1h et 1h30, et il me fallait ménager mon interlocuteur sur la fin, car il avait déjà beaucoup parlé. Il me semble que ce temps était satisfaisant ; faire plus long eût été difficile.

Voici ci-après la structure de mon guide d'entretien:

*Nom*

*Âge*

*Niveau d'études*

*Culture choisie pour les travaux pratiques dans le cadre du projet Utopia*

*Département d'origine*

#### Informations personnelles

1. Profession des parents ?
2. Frères/sœurs ?
3. Age d'entrée dans le système scolaire ?
4. Avez-vous souffert du conflit armé ? Avez-vous été victime d'expropriation ? Etes-vous concerné par la loi de restitution des terres ?
5. Comment avez-vous connu le projet Utopia ?
6. Comment avez-vous réagi suite à la présentation ? Comment a réagi votre famille ?
7. Auriez-vous suivi le programme s'il s'était déroulé à Bogota et non à Yopal ? La proximité avec le milieu rural vous semble-t-elle importante ?
8. Auriez-vous poursuivi des études universitaires si vous n'aviez pas eu l'opportunité de suivre le projet Utopia ?

#### Sur le projet Utopia

1. Selon vous, quel sont les principaux objectifs du projet Utopia ?
2. Selon vous, quels ont été/sont les forces du projet Utopia ?
3. Qu'est-ce qui vous semble le plus innovant/pertinent dans le projet Utopia ? Le moins pertinent ?
4. Les travaux pratiques au champ vous semblent-ils important ? Pourquoi ?
5. Quelles seraient les compétences que vous souhaiteriez davantage approfondir lors de votre cursus ?
6. Pensez-vous pouvoir contribuer à l'amélioration du projet (aussi bien sur le plan académique qu'en ce qui concerne la vie étudiante) ?
7. Vous a-t-il semblé difficile de vivre avec d'autres étudiants sur le campus ?
8. Y a-t-il selon vous beaucoup de « conflits » sur le campus entre les étudiants ? Comment se résolvent-ils ?
9. Parlez-vous entre vous du conflit armé ? Connaissez-vous vos histoires mutuelles ?
10. Qu'est-ce que vous évoquent spontanément ces mots :
  - a. OGM

- b. Engagement politique
- c. Perspectives pour la Colombie
- d. Agro-écologie
- e. Leadership social
- f. La violence en Colombie
- g. Juan Valdez
- h. Loi de restitution des terres

#### Trajectoire personnelle

1. Quel est votre projet professionnel ? Avez-vous déjà commencé à le préparer ?
2. A moyen-long terme, comment définiriez-vous votre attachement à votre région d'origine ? Quelle est votre perception de la vie urbaine ? Quelle est votre perception de la vie rurale ?
3. Selon vous, quelles sont les facteurs de désenclavement des zones rurales ?
4. Si vous deviez créer une entreprise, quelle forme juridique privilégieriez-vous ?
5. Quelles sont vos aspirations relatives à votre futur travail ?
6. Quelles sont vos principales appréhensions ? Votre participation au projet Utopia a-t-elle permis de les surmonter ?
7. Pensez-vous qu'il y ait un risque à s'engager dans une association de producteur ? Si oui, lequel ?